

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 25 OCTOBRE 1930

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 25TH OCTOBER, 1930

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion : 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes : 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES.

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are

l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du gouvernement. 4547—36-9

strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 4548—36-9

Proclamation

Canada,
Province de Québec. H.-G. CARROLL.

[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la Province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DEUX DECEMBRE prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. HENRY-GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce DEUXIEME jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent trente et de Notre règne le vingt et unième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie, Québec,
L.-P. GEOFFRION.

5165—41-8

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. H. G. CARROLL.

[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the SECOND day of DECEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this SECOND day of the month of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirtieth and in the twenty first year of Our Reign.

By command,
L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

5166—41-8

Bills privés, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 18 novembre 1930, et présentés avant le 23 décembre 1930, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 12 décembre 1930, et reçues avant le 17 décembre 1930, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 6 janvier 1931.

Québec, ce 2 octobre 1930.

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

5163—41-8

Private bills, Legislative Assembly

NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 18th November, 1930, and introduced before the 23rd December, 1930, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 12th December, 1930, and received before the 17th December, 1930; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 6th January, 1931.

Quebec, 2nd October, 1930.

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

5164—41-8

Lettres patentes

"Belle-View Golf Club, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour d'octobre 1930, constituant en corporation: James-Edward Linahen, et John McMorine, tous deux gentilshommes, Herbert-Egmont Bieber, et Kenneth-Gordon Nourse, tous deux gérants de banque, et Richard-MacLeod Ross, tailleur, tous de la ville de Richmond, pour les fins suivantes:

P'romouvoir, organiser, conduire et administrer des clubs de golf, athlétiques, champêtres et sociaux et maison de club, et pourvoir au bien-être de ses membres;

Acquérir par achat, louer ou échanger ou autrement des terres à culture, lots et affaires générales d'immeubles de toute description et tous intérêts, droits en iceux, et prendre, bâtir, détenir, posséder, maintenir, travailler, développer, louer, échanger et améliorer ou autrement trafiquer et disposer de tels lots, terres, immeubles, et propriété réelle ou tout intérêt en icelle; hypothéquer et émettre des obligations, mortgages ou débentures sur iceux;

Adopter des règlements, règles et règlementations pour l'admission et l'expulsion de tous les membres de tout club de golf, champêtre et social conduit ou administré par la compagnie et pour le gouvernement desdits membres et pour l'établissement de différentes classes de membres, pour la perception des honoraires et redevances, pour l'élection et la nomination des directeurs et officiers, et définir leurs devoirs et pour la sauvegarde et la protection de ses propriétés et fonds, et en général régler, gérer et préserver ses propriétés et biens, et de temps à autre modifier, révoquer, abroger ou varier tels règlements et règlementations ou aucun d'eux;

Exercer tout autre commerce de nature semblable ou similaire que la corporation croira devoir être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement ou rendre profitable aucune des propriétés ou droits de la corporation;

Acquérir ou entreprendre toute ou aucune partie du commerce, propriété ou responsabilité de toute industrie ou corporation exerçant aucun

Letters patent

"Belle-View Golf Club, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1930, incorporating: James Edward Linahen, and John McMorine, both gentlemen, Herbert Egmont Bieber and Kenneth Gordon Nourse, both bank managers, and Richard MacLeod Ross, tailor, all of the town of Richmond, for the following purposes:

To promote, organise, conduct, and manage golf, athletic, country and social clubs and club house, and to promote the welfare of the members thereof;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise: farm lands, lots and generally real estate of any description or any interest or rights therein, and to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, lease, exchange and improve or otherwise deal in and dispose of such lots, lands real estate and real property or any interest therein; to hypothecate same and issue bonds, mortgage or debentures thereon;

To adopt by-laws, rules and regulations for the admission and expulsion of the members of any golf, country or social club conducted or managed by the Company and for the government of said members and for the establishment of different classes of membership, for the collection of fees and dues, for the election and appointment of directors and officers, and to define their duties, and for the safe-keeping and protection of its property and funds, and, in general, to regulate, mange and preserve its property and assets and from time to time to alter, repeal, rescind or vary such by-laws or regulations, or any of them;

To carry on any other business of the same or of a similar nature which may seem to the Corporation capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the Corporation's property or rights;

To acquire or undertake the whole, or any part of the business, property and liabilities of any business or corporation carrying on any business

commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des propriétés convenables aux fins de la corporation, et les payer en argent ou avec le capital-actions de la compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre corporation ayant des objets entièrement ou partiellement similaires à ceux de la corporation;

Eriger une maison de club, café ou hôtel, servir des repas et tous accessoires, et adopter des règlements pour l'admission et l'expulsion des membres de ladite maison du club, cafés ou hôtel;

Conclure tous arrangements avec toutes autorités, municipales, locales ou autrement, qui semblent avantageux aux objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité tous droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera d'obtenir, et exécuter, exercer et faire tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété reelle ou personnelle ou tous droits ou priviléges que la compagnie croira nécessaires ou convenables aux fins de son commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables ou transférables;

Signer et émettre sur sa propre autorisation, toutes obligations, mortgages, débentures, quittances et actes de ventes;

Vendre ou disposer des entreprises et biens de la compagnie ou aucune partie d'iceux pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier des actions, débentures, ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et

Faire telles autres choses qui sont avantageuses ou nécessaires à la réalisation des objets sus-mentionnés, sous le nom de "Belle-View Golf Club Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Richmond, district de Saint-François, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5363 ALEXANDRE DESMEULES.

which the Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the Corporation, and to pay for same either in cash or in the capital stock of the Company;

To take, or otherwise acquire or hold shares in any other corporation having object altogether or in part similar to those of the Corporation;

To erect a club-house, cafe, or hotel, serve meals and accessories, and adopt rules for the admission to or expulsion of members from such club-house, cafe or hotel;

To enter into any agreements with any authorities: municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property or any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To sign and issue, on the proper authorization, any bonds, mortgages, debentures, discharges and deeds of sale;

To sell or dispose of the undertakings and assets of the Company or any part thereof, for such consideration as the Company may think fit and, in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part, similar to those of the Company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above noted objects, under the name of "Belle-View Golf Club, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars ($50,00) each.

The head office of the company will be at the town of Richmond, district of St. Francis, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

5364 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Silver Black Fox, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'octobre 1930, constituant en corporation: Armand Piette, négociant, Adrien Joannette, marchand, Eugène Lavergne, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire l'élevage des bêtes sauvages, particulièrement des renards et animaux à fourrures de toutes espèces, et dans ce but acquérir par bail, vente, échange ou titre équivalent, des lopins de terre pour les convertir en parcs particuliers, acheter, construire et posséder des bâtisses nécessaires pour l'élevage, la conservation et la garde de ces animaux;

"Canadian Silver Black Fox, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1930, incorporating: Armand Piette, merchant, Adrien Joannette, merchant, Eugène Lavergne, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the breeding of wild animals and particularly of foxes and fur bearing animals of all kinds, and for such purpose to acquire by lease, purchase, exchange or equivalent title, parcels of land to convert into private parks, purchase or construct and own the necessary buildings for the breeding, preservation and the keeping of such animals;

Construire ou acquérir et posséder à quelque titre que ce soit des établissements, ateliers, des machineries et l'outillage nécessaire pour tanner, corroyer et soumettre à des procédés chimiques, les peaux de ces animaux et d'en faire un commerce d'exportation et d'importation, en gros et en détail; agir comme agents commissaires de manufacturiers et des négociants;

Faire, en gros et en détail, le commerce de fourrure en général, soit à l'état brut, soit travaillée, préparée ou montée et dans ce but acquérir et posséder des établissements, magasins et comptoirs dans la Province de Québec;

Agir comme courtiers ou agents à commission pour la vente des animaux à fourrure ou de tous produits ou sous-produits de la fourrure;

Exercer toutes industries ou tous commerces susceptibles d'être exercés conjointement avec ce qui fait l'objet principal de la Compagnie ou de nature à aider, directement ou indirectement,la Compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des droits d'auteurs, patentes, licences, concessions ou choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non-exclusif, ou autres renseignements relatifs ou se rapportant à aucune invention ou à aucun procédé propre à servir tous ou aucun des objets de la Compagnie, aussi utiliser, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les droits et renseignements ainsi acquis;

Acheter, acquérir et exploiter le commerce de toutes compagnies ou entreprises exerçant un commerce identique à celui de la présente compagnie et faire le paiement de telle acquisition en argent, ou partie en argent et partie en actions de la compagnie ou autrement;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la propriété de la compagnie ou pour aucune autre fin paraissant propre à aider directement ou indirectement la compagnie dans l'accomplissement de ses objets principaux, garantir aussi le paiement des dividendes et de l'intérêt sur les actions, parts ou obligations, débentures ou autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

Prélever ou aider à prélever de l'argent au moyen de boni, prêts, promesses, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs de la présente compagnie;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Fixer, souscrire, endosser, accepter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Faire toutes choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes choses précitées ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, par fiduciaires, procureurs ou autres, soit seul, soit avec d'autres, sous le nom de "Canadian Silver Black Fox, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-quinze mille dollars ($95,000.00), divisé en neuf mille cinq cents (9,500) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5365 ALEXANDRE DESMEULES.

To construct or acquire and own under any title whatever establishment or workshops, machinery and equipment necessary for tanning, currying and submitting to chemical products, the hides of such animals and carry on the importation and exportation business of same, wholesale and retail; to act as commission agents for manufacturers or merchants;

To generally deal wholesale and retail in furs, either in the raw state, worked, prepared or mounted and for such purpose to acquire and possess establishments, stores and stands in the Province of Quebec;

To act as brokers or commission agents for the sale of fur bearing animals or of any products or by-products thereof;

To carry on any industries and businesses capable of being jointly carried on with that which forms the main object of the company, or of a nature to directly or indirectly assist the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire copyrights, patents, licenses, concessions and similar things, conferring any exclusive or non-exclusive right or other information relating to or connected with any invention or any process which may seem capable of being used for the purposes of the company, to also utilise, develop, grant permits in respect of and otherwise turn to account the rights and information thus acquired;

To purchase, acquire and operate the business of any companies or undertakings carrying on a business similar to that of the present company and to pay for such acquisitions in cash or partly in cash and partly with shares of the company or otherwise;

To organize one or more companies to acquire the property of the company or for any other purpose calculated to directly or indirectly aid the company in the accomplishment of its principal objects, to also guarantee the payment of dividends and interest on the shares, bonds, debentures or other securities and also for the performance of contracts by such company;

To raise or assist in raising money by way of bonus, loans, promises, guarantee of bonds, debentures or other securities of the present company;

To invest the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To make, underwrite, endorse, accept, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable and transferable instruments;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Canadian Silver Black Fox, Limited", with a total capital stock of ninety five thousand dollars ($95,000.00), divided into nine thousand five hundred (9,500) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dqted at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

5366 Acting Assistant Provincial Secretary.

"D'Orsay, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1930, constituant en corporation: Joseph-Trevor Lowry, avocat, Benjamin Saunders, comptable, et Michael-Harry Franklin, avocat, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le trafic et le commerce de confections pour dames, habillements pour dames, costumes, manteaux, robes, ceintures, blouses, sous-vêtements, lingeries et vêtements en général, pour dames; aussi des vêtements pour enfants, soies, broderies, dentelles, nouveautés, fourrures, articles de mode, marchandises sèches, fournitures pour tailleurs et marchandises en général; vêtements et articles pour hommes, bonneterie;

Exploiter un commerce de détail, à crédit dans les marchandises susmentionnées, d'après le plan de versements;

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre des marchandises comprises dans le commerce susdit, ouvrir et exploiter des magasins et succursales et établir des fabriques pour les fins susdites;

Exercer toute autre industrie que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif, d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens appropriés aux objets de la compagnie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou qui exerce toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter à la compagnie, soit directement ou indirectement;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et toutes responsabilités de la compagnie, ou pour toute autre fin qui semblera, à la compagnie, susceptible de lui être profitable, directement ou indirectement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement toutes propriétés réelles ou personnelles, et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque deladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les

"D'Orsay, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1930, incorporating: Joseph Trevor Lowry, Solicitor, Beajamin Saunders, Accountant, and Michael Harry Franklin, Advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal and trade in womens' ready made clothing, ladies' suits, costumes, coats, dresses, waists, blouses, underwear, lingerie and general women's wearing apparel; also in children's wearing apparel, silk, embroidery, lace, novelties, furs, millenery, dry goods, tailor's trimmings and merchandise generally; men's wear, gents' furnishing, hosiery;

To carry on a retail credit business in the above merchandise on the instalment plan;

To manufacture, import, export, buy and sell goods included in the aforesaid business, to open and operate stores and branches and to establish factories for the above purposes;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in e xchange, hire or otherwise acquire any real or p ersonal property, and any rights or privileges w hich the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in

objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Rémunérer toutes personnes ou compagnies pour des services rendus ou à être rendus en plaçant ou aider à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions de la compagnie ou des débentures, actions-débentures, autres valeurs de la compagnie, ou dans la formation, l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion ou la conduite de ses affaires;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par la publication de livres et revues périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, disposer, faire valoir ou autrement trafiquer de tout ou partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses susdites, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Que, dans le cas où la corporation passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir un intérêt dans ces contrats ou transactions qui est ou peut être contraire aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie, dans tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tout cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Que s'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par au moins les deux-tiers des suffrages déposés à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires dûment convoqués pour cet objet, les directeurs peuvent, selon les besoins:

a. Emprunter des deniers sur le crédit de la Compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant qui doit être emprunté;

c. Emettre des obligations, débentures, débentures-actions ou autres valeurs de la Compagnie et les gager, les vendre pour telles sommes et à tels prix qui peuvent être jugés convenables;

d. Hypothéquer, mortgager ou engager les biens réels ou personnels de la Compagnie ou les deux, pour garantir toutes obligations, débentures, actions-débentures, ou autres valeurs, et tous fonds empruntés pour les objets de la Compagnie;

Aucune disposition prévue par le présent article ne peut limiter ou restreindre les emprunts effectués par la Compagnie sur des lettres de change ou billets à ordre faits, tirés, acceptés ou endossés par la Compagnie ou en son nom;

Que tout actionnaire qui désire vendre ses actions de la compagnie soit obligé de les offrir d'abord aux directeurs qui auront droit de conseiller leur achat à tout actionnaire, au même prix que celui offert par toute autre personne, pour ces dites actions, sous le nom de "D'Orsay, Limited", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.00), monnaie courante du Canada, divisé en cinquante (50) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

part similar to those of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

That in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors, or with any firm of which one or more of its Directors are members or employees or with any other corporation or association of which one or more of its Directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such Director or Directors have or may have an interests therein which is or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other Directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

That if authorized by by-law, sacntioned by at least two thirds of the votes cast at a sepcial general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the Company;

b. Limit or increase the amount to be borrowed;

c. Issue bonds, debentures, debenture-stock or other securities of the Company and pledge, sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

d. Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the Company, or both, to secure any such bonds, debentures, stock debenture or other securities and any money borrowed for the purposes of the Company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on Bills of Exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

That any shareholder who desires to sell his shares in the company will be obliged to first offer them to the directors, who shall be entitled to direct their purchase by any shareholder at the same price as is offered for said shares by any other person, under the name of "D'Orsay, Limited", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), current money of Canada, divided into fifty (50) common shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5367 ALEXANDRE DESMEULES.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
5368 Acting Assistant Provincial Secretary.

"European Delicacies, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour d'octobre 1930, constituant en corporation: René Chênevert, Mario Lattoni, avocats, Solomon Vineberg, notaire public, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'aliments, préparations alimentaires, bonbons et confiseries;

Faire des analyses chimiques, physiques et biologiques;

Exercer et exploiter, soit directement ou par la possession d'actions du capital-actions d'une ou plusieurs corporations constituées présentement ou devant être constituées dans l'avenir, l'industrie ou les industries de la production, fabrication, préparation, achat, vente et commerce de ait, produits du lait, viandes, produits de la viande, poisson, produits du poisson, aliments, produits alimentaires, pain, biscuits, gâteaux, extraits, conserves, sauces, condiments, thé, café, bonbons, confiseries, épiceries et tous autres articles de commerce convenables pour la consommation et exploiter tous et chacun de ces commerces comme grossistes ou détaillants;

Soit directement ou par la possession d'actions du capital-actions d'une ou plusieurs corporations constituées présentement ou devant être constituées dans l'avenir, acheter ou autrement acquérir, posséder, détenir, fournir, développer, améliorer, vendre, échanger ou autrement disposer de laiteries, crèmeries, fermes, plantations, vergers, usines de fabrication, fabriques, établissements pour la mise en conserve, usines pour la fabrication de boîtes en fer blanc, jarres, boîtes, empaquetages ou autres récipients et matériel bruts dont aucuns des dits articles sont fabriqués, entrepôts, entrepôts frigorifiques, stations de livraison, magasins et toutes ou aucune des machineries, fournitures, accessoires, appareils et dispositifs qui peuvent être nécessaires, utiles, appropriés ou convenables en rapport avec les objets susdits ou avec aucun des commerces ou entreprises de la corporation;

Faire et entreprendre l'importation et l'exportation d'effets, articles et marchandises de toutes sortes, caractère et description, acheter et vendre tels effets et faire un commerce général d'importation et d'exportation;

Exploiter généralement un commerce mercantile comme importateurs et négociants de toutes sortes d'effets, articles et marchandises, soit en gros ou en détail, et au moyen de magasins, entrepôts, boutiques ou agences dans tous les endroits que la compagnie jugera profitables et avantageux;

Agir comme agents à commission ou agents commerciaux concernant toutes sortes de produits naturels importés ou manufacturés, de toute nature et description, et acheter et vendre tous tels produits, à base de commission, salaire ou autre considération légale;

Faire le commerce et agir comme courtiers et agents généralement pour l'achat et la vente de produits négociables, de toute nature et des-

"European Delicacies, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1930, incorporating: René Chênevert, Mario Lattoni, advocates, Solomon Vineberg, notary public, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in foods, food preparations, candy and confectionery;

To conduct chemical, physical and biological analysis;

To engage in and carry on, either directly or through the ownership of shares of capital stock of one or more corporations now or hereafter to be incorporated, the business or businesses of producing, manufacturing, preparing, purchasing, selling and dealing in milk, milk products, meats, meat products, fish, fish products, food, food products, breads, biscuits, cakes, extracts, canned goods, sauces, condiments, teas, coffees, candies, confectioneries, groceries and all other articles of commerce suitable for consumption and to conduct each and every of such businesses as wholesalers or retailers;

Either directly or through ownership of shares of the capital stock of one or more corporations, now or hereafter incorporated, to purchase or otherwise acquire, own, hold, equip, extend, improve, sell, exchange or otherwise dispose of dairies, creameries, farms, plantations, orchards, manufacturing plants, factories, canneries, plan for the manufacture of cans, jars, bokes, packages or other receptacles and raw materials of which any of the foregoing are made, warehouses, cold storage houses, delivery stations, stores and any and all machinery, equipment, fixtures, appliances and appurtenances that may be necessary, useful, proper or expedient in connection with the foregoing or with any of the businesses or enterprises of the corporation;

To enter upon and undertake the importing and exporting of goods, wares and merchandise of every kind, character and description, to buy and sell such goods, and to do a general import and export business;

To carry on a general mercantile business as importers and dealers in all kinds ofgoods, wares and merchandise, whether wholesale or retail, and by means of stores, warehouses, shops or agencies in all such places as the Company may deem to be profitable and advantageous;

To act as commission or commercial agents in respect of all kinds of natural imported or manufactured products of every nature and description, and to buy and sell all such products upon a commission, salary or other lawful consideration;

To act and carry on business as brokers and agents generally for the buying and selling of merchantable commodities of every kind and

cription, et faire et entreprendre chacune et toutes sortes de contrats légaux concernant ces dits produits;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet, accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie,

description, and to make and enter into every and all kinds of lawful contracts in respect thereof;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect, of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful objects;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any

ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures, ou d'autres valeurs ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation, ou par toute telle personne ou toutes telles personnes;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulai-

other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any manufacturies, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interest, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To invest the money of the company not immediately required in such a manner as may from time to time be determined;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by

res, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "European Delicacies, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5369 ALEXANDRE DESMEULES.

circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "European Delicacies, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

5370 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Freelaib Loan and Investment Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de septembre 1930, constituant en corporation: Francis-George Bush, gérant, William-Patrick Creagh, clerc avocat, John-Lawrence McCrory, et Alfred-John Martin, secrétaires, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes;

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et détenir, soit comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, négocier, garantir la vente et assigner, transférer ou autrement disposer ou faire le commerce d'hypothèques, nantissements, balances de prix garanties par privilèges ou autrement, contrats de ventes conditionnelles, billets promissoires avec garanties, contrats de location, d'achat, privilèges sur biens mobiliers, réclamations et obligations de toute nature et description, et recevoir, accepter, et obliger des vendeurs ou de ceux qui font des transferts, des garanties pour l'exécution et le paiement d'iceux, et acheter, vendre et autrement faire le commerce d'obligations, débentures, titres, actions et autres valeurs, lettres de change, traites commerciales, reçus d'entrepôts, billets promissoires, contrats de ventes conditionnelles, contrats, comptes recevables et toutes sortes d'effets de commerce, et preuves de dettes de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, ou de toute compagnie bancaire, d'utilité publique commerciale, industrielle ou autre compagnie, ou corporation ou individu ou association, et transiger et exploiter généralement les affaires d'une agence financière, de placement et de courtage, et agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration et l'administration de toute propriété, industrie ou entreprise;

Agir comme courtiers en assurance, et agents et courtiers pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers et accepter et exécuter, comme procureurs, agents ou autrement, toute transaction d'affaires, le placement de fonds, la perception de prêts, rentes, intérêts, dividendes, et l'émission, le maniement, la gestion et la perception d'hypothèques, dében-

"Freelaib Loan and Investment Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1930, incorporating: Francis George Bush, manager, William Patrick Creagh, law clerk, John Lawrence McCrory, and Alfred John Martin, secretaries, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange, or other legal title, and hold either as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, deal in, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in hypothecs, mortgages, balances of price secured by privilege or otherwise, conditional sales agreements, lien notes, hire, purchase agreements, chattel mortgages, claims and obligations of every nature and description, and to receive, accept and enforce from the vendors or transferors thereof guarantees for the performance and payment thereof and to buy, sell and otherwise deal in bonds, debentures, stocks, shares and other securities, bills of exchange, trade acceptances, warehouse receipts, promissory notes, conditional sale agreements, contracts, accounts receivable and all kinds of commercial paper and evidences of indebtedness of any government or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association, and to transact and carry on a general financial agency, investment and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement and management of any property, business or undertaking;

To act as insurance brokers and agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money and to accept and fulfil, as attorneys, agents or otherwise, any transaction of business, the investment of funds, the collection of loans, rent, interest, dividends, and the issuing, making, handling and collecting of mortgages, debentures, bonds, bills, notes,

tures, obligations, billets, notes, certificats et autres valeurs ou deniers;

Prêter de l'argent aux termes et conditions et au taux d'intérêt, comme il sera jugé convenable, et prendre telle garantie, pour le remboursement du principal et des intérêts et l'exécution des conditions, que la compagnie jugera appropriée;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir toutes propriétés mobilières ou immobilières ou intérêts en icelles, avec ensemble tous édifices ou constructions qui peuvent être sur les dites propriétés immobilières ou aucune d'elles, et vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie de telles propriétés immobilières et de tous ou aucun des édifices ou constructions qui sont maintenant, ou peuvent être, à l'avenir, érigés sur icelles, et prendre telle garantie sur icelles, comme il sera jugé nécessaire, ériger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction, améliorer, modifier et administrer les dites propriétés immobilières et les édifices, et prendre ou détenir des mortgages ou hypothèques pour toute balance non payée du prix d'achat d'aucune des propriétés immobilières, édifices ou constructions ainsi vendus et vendre ou autrement disposer des dits mortgages ou hypothèques;

Faire enregistrer, patenter ou reconnaître la compagnie dans toute province du Canada ou dans tout pays ou état étranger, et y désigner des personnes, conformément aux lois de telle province, tel pays ou état, représenter la compagnie et accepter des services pour ou en son nom, dans tout procès ou poursuite;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, dessins, droits d'auteur, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret, ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autoristion d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, ga-

coupons and other securities or moneys;

To lend money on such terms and conditions and at such rates of interest as may be considered advisable and to take such security for the repayment of the principal and interest and the fulfilment of the conditions, as the Company may think proper;

To take or otherwise acquire and hold shares of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire any moveable or immoveable properties or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said immovable properties or any of them, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole or any portion of such immoveable properties and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary, to erect buildings and deal in building material, to improve, alter and manage the said immovable properties and buildings, and to take or hold mortgages or hypothecs for any unpaid balance of the purchase price on any of the immoveable properties, buildings or structures so sold and to sell or otherwise dispose of the said mortgages or hypothecs;

To procure the Company to be registered, licensed or recognized in any province of Canada or in any foreign country or state and to designate persons therein according to the laws of such province, country or state, to represent the Company and to accept services for and on its behalf of any process or suit;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, designs, copyrights, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the

rantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et—ou valeurs de toute telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus ou les bénéfices nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital-actions, ou faire des contrats avec toute compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie ou émettre des bons, débentures, ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, transporter, ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits, et faire chacune ou toutes les choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la

contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expennses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company or to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage, or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

And it is ordained and declared that in case

compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20), non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Freelaib Loan and Investment Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de septembre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5371 ALEXANDRE DESMEULES.

the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stock-holders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

The number of shareholders of the Company is limited to twenty (20), exclusive of the present and past employees who are shareholders of the Company and who have continued so to be after leaving its employ;

Any appeal to the public to subscribe for shares of the Company is forbidden, under the name of "Freelaib Loan and Investment Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of September, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

5372 Acting Assistant Provincial Secretary.

"George Normand, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'octobre 1930, constituant en corporation: Napoléon Bédard, George Normand, négociants, Odile Métivier-Bédard, épouse séparée de biens de Napoléon Bédard, tous de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers, commerçants, négociants et détaillants de vêtements de toute sorte et description pour dames, hommes et enfants, faire le commerce de marchandises sèches, soies, satins, fournitures pour tailleurs, tissus de toutes sortes et articles en drap et en coton généralement, et faire les affaires de tailleurs, costumiers et drapiers;

Exercer le négoce de manufacturiers, détaillants, négociants, importateurs, exportateurs et agents de toutes sortes et espèces d'articles, effets et marchandises;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Acheter, assumer, louer ou autrement acquérir des terrains, machines, usines et propriétés qui peuvent être utiles pour les fins de la compagnie;

Eriger et construire les édifices, usines et machineries qui peuvent être jugés nécessaires en rapport avec aucune des fins de la compagnie, ou qui s'y rattachent;

Acheter ou autrement acquérir tous autres biens, droits ou intérêts qui peuvent être utiles pour aucune des fins sudites;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, privi-

"George Normand, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1930, incorporating: Napoléon Bédard, George Normand, traders, Odile Métivier-Bédard, wife separate as to property of Napoléon Bédard, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, dealers and retailers in ladies', men's and children's clothing of every kind and description, to deal in dry-goods, silks, satins, tailor's trimmings, textile fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally, and to carry on the business of trailors, outfitters and clothiers;

To carry on the business of manufacturers, retailers, jobbers, importers, exporters and agents of all kinds and description of goods, wares and merchandise;

To act as agents, commission agents, commission merchands, brokers or representatives for other persons, firms or corporations;

To purchase, take over, lease or otherwise acquire any lands, machinery, works or property that may be useful for the purposes of the company;

To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental to the purposes of the company;

To purchase or otherwise acquire any other properties, rights or interests which may be useful for any of the purposes aforesaid;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or

lèges ou autorités pour ou relativement à toutes inventions qui pourraient être utiles à la compagnie;

Hypothéquer, mettre en gage, vendre, louer, ou aliéner des terrains, usines, marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés ou autres biens de la compagnie;

Détenir et posséder des actions et valeurs dans toute autre compagnie ou d'autres compagnies exerçant un négoce de même nature et vendre ou autrement négocier la dite compagnie ou les dites compagnies;

Acquérir de toute personne, firme ou corporation toute industrie de nature semblable ou incidente aux objets susdits et émettre des actions entièrement acquittées en paiement total ou partiel du prix d'achat d'icelle;

Acquérir et posséder des actions dans toute compagnie exerçant un commerce semblable ou connexe au commerce susdit, et émettre des actions entièrement libérées, en paiement ou paiement partiel du prix d'achat;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou espèce, réelles ou personnelles, pour dettes, obligations ou engagements envers la compagnie, contractés ou à être contractés relativement aux fins et objets de la compagnie, sous le nom de "George Normand, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.-00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5373 ALEXANDRE DESMEULES.

authorities for or in respect of any inventions which may be useful to the company;

To mortgage, pledge, sell, let or dispose of any of the lands, works, trade-marks, industrial designs, patents, patent rights or other property of the company;

To hold and own shares and securities in any other company or companies carrying on business of a like nature and to sell or otherwise deal with the said company or the said companies;

To acquire from any person, firm or corporation, any business of a like nature or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To acquire and own shares in any company carrying on any business similar to or incidental to the foregoing, and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities, or obligations to the company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company, under the name of "George Normand, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

5374 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Granby Bargain Store, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'octobre 1930, constituant en corporation: Lazarus Millman, avocat, Aaron Millman, marchand, et Max Getz, pharmacien, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce, en gros et en détail, de marchandises sèches, lainages, drap, vêtements pour dames et enfants, fourrures brutes et préparées, nouveautés et bimbeloteries, bottes et souliers, chapeaux et casquettes, bijouterie et articles de fantaisie, jouets et accessoires électriques;

Fabriquer, importer, exporter, acheter et vendre les marchandises comprises dans le commerce ci-haut mentionné, au comptant ou à crédit, ou d'après le plan de versements partiels, ouvrir et exploiter des succursales et établir des fabriques pour les fins ci-dessus;

Vendre, transférer ou disposer de tout ou d'aucune partie du commerce ou entreprise de cette compagnie à toute autre compagnie ou personne et accepter comme considération pour telle vente, transfert ou aliénation toutes actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie et acheter avec les actions de la compagnie tout commerce semblable à celui que cette compagnie est autorisée à exercer;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débentures et autres effets négociables;

Faire toutes choses, exercer tous les pouvoirs et faire tout commerce avantageux à l'exercice des objets pour lesquels la compagnie est incor-

"Granby Bargain Store, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1930, incorporating: Lazarus Millman, advocate, Aaron Millman, merchant, and Max Getz, pharmacist, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in dry goods, woollens, clothing, ladies and children's wear, raw and ready made furs, notions and smallwares, boots and shoes, hats and caps, jewellery and fancy goods, toys and electrical appliances;

To manufacture, import, export, buy and sell goods included in the aforesaid business, for cash or credit on the instalment plan, to open and operate branches and to establish factories for the above purpose;

To sell, transfer or dispose of the whole or any part of the business or undertaking of this Company to any other Company or person and to accept by way of consideration for such sale, transfer or disposal, any shares, debentures or securities of any other Company and to purchase with the shares of the Company any similar business to that which this Company is authorized to carry on;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, checks, debentures and other transferable instruments;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on the objects wherefor the Company is incor-

porée, sous le nom de "Granby Bargain Store, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Granby, dans notre dite province.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5375 ALEXANDRE DESMEULES.

porated, under the name of "Granby Bargain Store, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Granby, in our said province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
5376 Acting Assistant Provincial Secretary.

"H. R. Bouffard, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1930, constituant en corporation: Jeanne-B. Huard, épouse séparée de biens de Henri-Réné Bouffard, dûment autorisée par son mari, Charles Huard, commis, Jean-B. Couture, inspecteur d'assurances, tous de Québec, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce d'agents d'assurance contre le feu, sur la vie, contre les accidents ou autres risques dans toutes ses spécialités ou de gérants, agents ou réassureurs pour semblables assurances;

Se charger, aux termes qui seront trouvés convenables, du commerce présentement exercé par Etienne Givernaud;

Souscrire, assurer et acquérir par achat, échange ou autre titre et détenir comme propriétaires absolus ou au moyen de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente, céder, transférer ou disposer et faire le commerce autrement des obligations, des débentures, stocks, actions et autres valeurs ou preuves de dettes de tout gouvernement ou de toute corporation municipale ou scolaire, ou de toute banque, commission d'utilité publique, compagnie ou corporation, minière, manufacturière, industrielle ou commerciale;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers ou immobiliers que la compagnie jugera nécessaires ou avantageux, et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens de la compagnie;

Manufacturer, importer, exporter, vendre et trafiquer de produits, denrées et marchandises de toutes sortes, et promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation, compagnie ou entreprise commerciale;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toutes propriétés, commerces ou entreprises;

De temps à autre demander, acheter, acquérir par cession transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de toutes concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité souveraine, municipale ou locale, ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir de décréter, faire ou octroyer, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépense nécessaires;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir brevets d'invention, licences et choses semblables conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret et autres renseignements s'y rapportant, propres à servir à aucun des objets de la compagnie ou dont l'acquisition peut paraître susceptible direc-

"H. R. Bouffard, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1930, incorporating: Jeanne B. Huard, wife separate as to property of Henri Réné Bouffard, duly authorized by her husband, Charles Huard, clerk, Jean B. Couture, insurance inspector, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of agents of fire, life, accident or any other kind insurance in all their respective branches, or as managers, agents or underwriters thereof;

To take over, on such terms as may be found advisable, the business at present carried on by Etienne Givernaud;

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other title and hold either absolutely as owners or by way of collateral security or otherwise and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, stocks, shares and other securities or evidences of indebtedness of any government or municipal or school corporation or any banking, public utility, mining, manufacturing, commercial or industrial company or corporation;

To purchase, take on lease or in exchange, hire and otherwise acquire any real and personal property which the company may think necessary or desirable, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account, and otherwise deal with all or any part of the company's property;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise of all kinds whatsoever and to promote, organize, manage or develop any corporation, company or business enterprise;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any concession, right or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, and the like, conferring an exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other informations as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated

tement ou indirectement de profiter à la compagnie, et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les droits et renseignements ainsi acquis;

Emettre et attribuer comme entièrement libéré, du stock de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement ou partie de paiement pour affaires, franchise, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licences, contrats, immeubles, capitaux, obligations et débentures ou autres propriétés ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs conférés par les présentes;

Prélever et aider à prélever des deniers pour, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement et garantir l'exécution de contrats ou le paiement des obligations, ou aider, et assister autrement toute personne, firme ou corporation avec ou dans lesquelles la compagnie peut être financièrement intéressée ou avoir des relations commerciales, et agir comme employé, agent ou gérant de toute telle corporation ou firme;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les riques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou qui semblerait en aucune manière susceptible d'augmenter la valeur des propriétés ou titres de la compagnie;

Vendre, louer ou céder autrement l'entreprise et les biens de la compagnie, ou une partie quelconque desdits biens et de ladite entreprise, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Distribuer, au moyen de dividendes déclarés légalement, à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, entre les actionnaires de la compagnie, en nature, tous biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle peut avoir le pouvoir de disposer;

Faire enregistrer, patenter ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout pays étranger ou état, et y désigner des personnes en conformité des lois de telle province, pays ou état, pour représenter la compagnie et accepter l'assignation de procédure pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Placer et approprier les deniers de la compagnie non immédiatement requis sur telles valeurs et de la manière déterminées de temps à autre;

Faire tout ce qui est nécessaire, utile, convenable ou approprié à l'accomplissement de l'un quelconque ou de plusieurs des objets énumérés dans les présentes, ou qui sera ou semblera nécessaire en aucun temps pour la protection ou l'avantage de la compagnie, soit comme détenteur de toute propriété ou intéressée dans toute propriété ou autrement;

Faire toutes ou aucune des choses autorisées dans les présentes soit seule ou conjointement avec d'autres ou comme facteurs ou comme agents, sous le nom de "H. R. Bouffard, Inc.", avec un capital total de quinze mille dollars ($15,000.00), divisé en quinze cents (1,500) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the rights and information so acquired;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement and to guarantee the performance of contracts or payment of liabilities or otherwise aid and assist any person, firm or corporation in whom or in which the company may be financially interested or with which it may have business relations and to act as employee, agent or manager of any such corporation or firm;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in or carry on, or which is calculated in any way to enhance the value of the company's properties or securities;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To distribute by way of dividend legally declared out of the net profits of the Company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or other securities in other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any other Province of Canada or in any foreign country or state, and to designate persons therein according to the laws of such province, country or state to represent the company and to accept service for and on its behalf of any process or suit;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such security and in such manner as may from time to time be determined;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any one or more of the objects herein enumerated, or which shall or may at any time be necessary for the protection or benefit of the corporation, either as holders of or interested in any property or otherwise;

To do all or any of the matters hereby authorized, either alone or in conjunction with others or as factors or agents, under the name of "H. R. Bouffard, Inc.", with a total capital stock of fifteen thousand dollars ($15,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of ten dollars ($10.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5377 ALEXANDRE DESMEULES.

"John R. Anderson & Son, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1930, constituant en corporation: John-Russell Anderson, marchand, Albert-Douglas Anderson, commis, James-Edward Neville, comptable, tous de la cité de Montréal, (Québec), pour les fins suivantes:

1. Agir comme agents, importateurs, marchands à commission, courtiers ou représentants pour des manufacturiers européens ou autres, ou pour des maisons d'affaires;

a. Acheter, vendre et généralement faire le commerce de produits européens ou autres, qui peuvent être importés en Canada;

2. Agir comme agents, importateurs, marchands à commission, courtiers et représentants pour des manufacturiers canadiens et des maisons d'affaires;

a. Acheter, vendre et généralement faire le commerce de toutes sortes de produits canadiens qui peuvent être exportés en Europe et ailleurs;

3. Engager des sous-agents et correspondants, et ouvrir des salles d'échantillons pour l'exploitation convenable des affaires de la compagnie;

4. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

5. Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérêts fonciers, avec tous les édifices ou constructions qui peuvent se trouver sur les dits terrains ou aucun d'iceux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement aliéner la totalité ou toute partie des terrains et la totalité ou aucun des édifices ou constructions qui sont maintenant ou qui seront à l'avenir y érigés et prendre toutes les garanties qui seront jugées nécessaires;

a. Prendre et détenir des hypothèques pour toute balance non payée du prix d'achat d'aucun des dits terrains, édifices ou constructions ainsi vendus et vendre, hypothéquer ou autrement aliéner les dites hypothèques;

b. Améliorer, modifier et administrer les dits terrains et édifices comme propriétaires ou agents;

6. Acquérir et assumer, comme industrie en exploitation toute propriété ou commerce appartenant actuellement ou devant appartenir dans le futur à tout individu privé ou Compagnie, soit incorporée ou non-incorporée, et tous ou aucun des biens et responsabilités de tel individu privé ou Compagnie, soit incorporée ou non, et payer son propriétaire ou ses propriétaires respectivement pour l'acquisition de tel commerce, soit en argent ou par l'émission à tel propriétaire ou propriétaires ou à son ou à leurs nominataires, des actions dans le capital-actions de la Compagnie ou par l'émission d'obligations ou débentures grevant toutes ou aucune des propriétés de la compagnie;

7. S'associer ou conclure des contrats de société avec toutes autres corporations et avec des individus et firmes et garantir toute dette de toute

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

5378 Acting Assistant Provincial Secretary.

"John R. Anderson & Son, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1930, incorporating: John Russell Anderson, merchant, Albert Douglas Anderson, clerk, James Edward Neville, accountant, all of the city of Montreal, (Quebec), for the following purposes:

1. To act as agents, importers, commission merchants, brokers or representatives for European or other manufacturers or commercial houses;

a. To buy, sell and generally deal in all European or other products as can be imported into Canada;

2. To act as agents, importers, commission merchants, brokers and representatives for Canadian manufacturers and commercial houses;

a. To buy, sell and generally deal in all kinds of Canadian products as can be exported to Europe and elsewhere;

3. To engage sub-agents and correspondents, and to open sample rooms for the proper carrying on of the business;

4. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

5. To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire land or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands, or all or any of the buildings or structures that are now or may be hereafter erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

a. To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell, mortgage or otherwise dispose of the said mortgages;

b. To improve, alter and manage the said lands and buildings, as owners and—or agents;

6. To acquire and take over as a going concern any property or business at present or in the future belonging to any private individual or Company, whether incorporated or unincorporated, and all or any of the assets and liabilities of such private individual or Company, whether incorporated or not, and to pay its owner or owners respectively for the acquiring of such business either cash or by the issue to such owner or owners or his or their nominees, of shares in the capital stock of the Company or by the issue of bonds or debentures charged upon all or any of the Company's property;

7. To enter into partnership and partnership ventures with other corporations and with individuals and firms, and guraantee any indebted-

autre compagnie ou individu avec lesquels la compagnie a des relations d'affaires;

8. Acheter, acquérir, recevoir, détenir, donner en gage, vendre et aliéner des actions du capital-actions et des obligations, débentures et actions-débentures d'autres compagnies;

9. Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret, ou autre renseignement au sujet de telle invention, qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer, ou octroyer des permis en ce qui les concerne ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

10. Distribuer, par la déclaration de dividendes à même les bénéfices nets, entre les actionnaires de la compagnie, en espèces ou en nature, aucun des biens de la compagnie, y compris des actions, débentures ou valeurs de toute nature que cette compagnie pourra acquérir ou avoir en son entière possession;

11. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement du capital-actions de la compagnie, ou toutes débentures, ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations, soit par des paiements en argent ou par l'émission d'actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital-actions de la compagnie, ou par l'émission de débentures ou autres valeurs de la compagnie, suivant que les directeurs le jugeront à propos;

12. Faire toutes ou chacune des choses susmentionnées, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

13. Faire tous les autres actes et choses qui peuvent être avantageux ou appropriés à la réalisation des objets pour lesquels la constitution en corporation est demandée, ou qui découlent nécessairement ou convenablement de l'accomplissement des fins de son incorporation ou qui peuvent être convenables ou nécessaires pour ces fins;

La compagnie sera administrée par un bureau de trois directeurs, lesquels seront élus à la première assemblée générale des actionnaires, sous le nom de "John R. Anderson & Son, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.-00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5379 ALEXANDRE DESMEULES.

ness of any other company or individual with which the company may have business relations;

8. To purchase, acquire, receive, hold, pledge, sell and dispose of shares in the capital stock of and bonds, debentures and debenture stock of other companies;

9. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any inventions which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

10. To distribute, by the declaration of dividends out of the net profits, amongst the shareholders of the company in specie or in kind, any property of the company, including shares, debentures or securities of any kind which this company may acquire or have in its full possession;

11. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business, either by paying of cash or by the issue of fully paid up and non-assessable shares in the capital stock of the company, or by the issue of debentures or other securities of the company, as the Directors may see fit;

12. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

13. To do all other acts and things which may be advantageous or conducive to the carrying out of the objects for which incorporation is now sought, or which may necessarily or conveniently follow from the carrying out of the purposes of incorporation, or which may be convenient or necessary therefor;

The Company shall be managed by a board of three directors to be elected at the first General Meeting of the Shareholders, under the name of "John R. Anderson & Son, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

5380 Acting Assistant Provincial Secretary.

"L'Union Catholique des Cultivateurs, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'octobre 1930, constituant en corporation, sans-capital-actions: Aldéric Lalonde, cultivateur, de Rigaud, Paul Boucher, cultivateur, de Boucherville, et Charles-Henri Lalonde, avocat, de Montréal, dans les buts suivants:

"L'Union Catholique des Cultivateurs, Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1930, incorporating without share capital: Aldéric Lalonde, farmer, of Rigaud, Paul Boucher, farmer, of Boucherville, and Charles Henri Lalonde, advocate, of Montreal, for the following purposes:

Promouvoir et sauvegarder les intérêts généraux de l'agriculture;

Grouper tous les membres de la classe agricole indépendemment de toutes considérations autres que celle de leur profession;

Donner aux cultivateurs un organisme bien à eux, qui les personnifiera comme classe et qui leur permettra d'étudier leurs problèmes et d'exprimer leur volonté;

Mettre les cultivateurs, au point de vue organisation, sur un pied d'égalité avec les autres corps sociaux pour leur permettre de travailler plus efficacement au bien-être de l'agriculteur et de la communauté entière;

Développer les initiatives individuelles et leur permettre de s'exercer librement pour le bien commun;

Coordonner les activités des organisations agricoles spéciales existantes et de celles qui seront créées dans l'avenir;

Travailler à organiser les producteurs agricoles selon leurs spécialités;

Faire bénéficier les différents groupes de producteurs agricoles de l'influence de toute la classe agricole;

Coopérer à la vulgarisation des enseignements de la science agronomique;

Renseigner les cultivateurs, au moyen d'enquêtes que fera ou suscitera l'Union, sur les question de production et d'écoulement des produits agricoles;

Travailler à diriger méthodiquement la production agricole de manière à répondre aux exigences des marchés locaux et étrangers;

Provoquer l'établissement de nouvelles industries agricoles;

Encourager la création de sociétés coopératives, de caisses de crédit, de sociétés d'assurances mutuelles, ou de toute autre organisation susceptible d'aider l'agriculture;

Surveiller et inspirer la législation agricole;

Faire représenter l'agriculture auprès des pouvoirs publics ou de toute autre organisation ou institution, toutes les fois et de la manière que l'intérêt général l'exigera;

Travailler à rehausser l'agriculture dans l'estime publique;

Travailler à maintenir vivantes au sein de la population rurale les traditions canadiennes-françaises catholiques qui sont le fondement de notre existence économique et religieuse comme race, en adhérant toujours à toutes les directions et à tous les enseignements de l'Eglise catholique qui ont trait aux matières qui font l'objet des activités de l'Uuion;

Conjointement à son action directe et afin d'atteindre le but ci-dessus projeté, de créer des unions diocésaines et des cercles locaux dont elle secondera l'action et qu'elle orientera vers la fin qu'elle s'est fixée;

Faciliter aux cercles les moyens de créer, dans leur sein et au profit exclusif de leurs membres, diverses institutions économiques, telles que: comptoirs d'achats en commun, organisme ayant pour objet la vente en commun ou le travail des produits de l'agriculture, syndicats coopératifs, sections pour l'amélioration et l'exploitation économique des animaux, des plantes et des semences, institutions de crédit, assurances mutuelles, expositions ou concours agricoles, syndicats ou sociétés d'agriculture, d'apiculture, d'horticulture, pomologiques et fruitières; laitières, de produits laitiers, de beurreries et fromageries, de coopératives, d'élevages, d'animaux pur sang ou de

To promote and safeguard the general interests of agriculture;

To group together all the members of the agricultural class, independently of all considerations other than those of their profession;

To give the farmers an organization entirely their own, which will standardize them as a class and will allow them to study their problems and to express their will;

To place farmers, from an organization standpoint, on an equal footing with other social bodies, thus allowing them to do more efficient work for the welfare of agriculture and of the whole community;

To develop private initiative and to allow free scope to same for the common good;

To coordinate the activities of special existing agricultural organizations and of those to be created in future;

To further the organization of agricultural producers according to the specialties thereof;

To cause the different groups of agricultural producers to be benefitted by the influence of the whole agricultural class;

To cooperate in the popularizing of the teaching of agronomic science;

To give information to the farmers by means of enquiries held or brought about by the Union, on questions respecting the production and disposal of agricultural products;

To endeavour to give a methodical direction to agricultural production in such manner as to meet the requirements of local and foreign markets;

To incite the establishment of new agricultural industries;

To encourage the creation of co-operative societies, credit bureaus, mutual insurance societies and of any other organization capable of aiding agriculture;

To watch and inspire agricultural legislation;

To cause agriculture to have representation with the public powers or with any other organization or institution, at any time and in such manner as the general interest may require;

To endeavour to uplift agriculture in public opinion;

To endeavour to keep alive in the midst of the rural population those French-Canadian Catholic traditions which are the foundation of our economic and religious existence as a race, by adhering always to all the directions and teachings of the Catholic church, relating to matters forming the object of the Union's activities;

Jointly with its direct action, and in order to attain the hereinabove projected purpose, to create diocesan unions and local clubs, the action of which the Union will second and to which it will give proper direction towards the object which it has in view;

To facilitate for clubs the means of creating in their midst and for the exclusive profit of their members, various economic institutions, such as: counters for purchases in common, organizations whose object may be common sales or the working of agricultural products, co-operative syndicates, sections for the improvement and economic exploitation of animals, plants and seedlings, credit institutions, mutual insurance, exhibitions or agricultural competitions, syndicates or agricultural, apicultural, horticultural, pomological, fruit and dairy societies, dairy products, butter and cheese factories, co-operatives, breeding, pure breed or other farm or fur-bearing animals, dairy

tous autres animaux de ferme ou à fourrures, écoles de laiterie, halles au beurre et au fromage, fermes de démonstration, journaux agricoles, drainage des terres;

Contribuer en argent, par don ou autrement, à l'organisation et au maintien de ces institutions économiques, et posséder, acquérir et disposer des actions ou débentures d'icelles;

Organiser sans intention de faire un gain pécuniaire mais dans le but d'encourager l'agriculture, des concours ou des expositions agricoles et y donner des prix; aussi donner des prix ou autres récompenses aux expositions ou aux concours agricoles existants;

Etablir, promouvoir, ou aider à établir et promouvoir, et souscrire à, ou devenir membre de toute autre association ou organisation, dont les objets sont similaires ou en partie similaires aux objets de cette Union, ou dont l'établissement ou la promotion peuvent être de bonne foi un bénéfice à l'Union, et un moyen de mieux rem lir les objets de l'Union;

Faire application, promouvoir et obtenir du Dominion du Canada ou de toute autre autorité législative, qu'elle soit fédérale, provinciale, impériale, coloniale ou étrangère, ainsi que de toute autorité subordonnée, municipale ou scolaire, tout statut, licence, franchise, privilège, ordonnances, ordre, règlement, ou autres législation ou règlementation qui peuvent sembler désirables à l'Union ou qui paraîtront lui bénéficier directement ou indirectement; et s'opposer à toute procédure ou procédés, application qui peuvent sembler préjudiciables aux intérêts de l'Union;

Faire toutes autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière; faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, facteurs, ou autrement, soit seuls ou conjointement avec d'autres;

L'interprétation d'aucun des pouvoirs accordés dans aucun des paragraphes ci-dessus ne devra être limitée ou restreinte par rapport à ou à raison des termes d'aucun autre paragraphe ou par rapport à, ou en s'inférant du nom de la compagnie, sous le nom de "L'Union Catholique des Cultivateurs, Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars ($10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5381 ALEXANDRE DESMEULES.

schools, butter and cheese markets, demonstration farms, agricultural newspapers, land drainage;

To contribute in money, by gift or otherwise, to the organization and maintenance of such economic institutions, and to own, acquire and dispose of shares or debentures thereof;

Without intention of making any pecuniary gain but for the purpose of encouraging agriculture, to organize agricultural competitions or exhibitions and award prizes therefor; also to give prizes and other rewards to existing exhibitions or agricultural competitions;

To establish, promote or aid in the establishment and promotion, and subscribe to or become a member of any other association or organization having objects similar or partly similar to those of this Union, or the establishment or promotion of which may, in good faith, be a benefit to the Union and a means of better attaining the purposes thereof;

To apply for, promote and obtain from the Dominion of Canada or from any other legislative authority, whether federal, provincial, imperial, colonial or foreign, and also from any subordinate municipal or school authority, any statute, license, franchise, privilege, ordinance, order, regulation or other legislation or ruling which the Union may deem desirable or which may seem to benefit the same directly or indirectly; and to oppose any procedure or proceeding, application which may appear detrimental to the interest of the Union;

To do all such other things as are necessary to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, factors or otherwise, either alone or in conjunction with others;

The interpretation of any of the powers granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or from the terms of any other paragraph or by reference to or inference from the name of the company, under the name of "L'Union Catholique des Cultivateurs, Inc.".

The amount of immovable property which the company may own shall be limited to ten thousand dollars ($10,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

5382 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Credit Service Exchange, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de septembre 1930, constituant en corporation: Paul-John Weade Glasgow, avocat, Francis-George Bush, gérant, Herbert-William Jackson, comptable, et Alexander-Gordon Yeoman, clerc avocat, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

a. 1. Agir comme enquêteurs et généralement vérifier les affaires, comptes, conditions financières de personnes, firmes, corporations et associations et enquêter sur les conditions physiques de propriétés, usines, moulins et fabriques de toutes sortes; et généralement obtenir toutes informations nécessaires pour faire crédit, et autres rapports

"Montreal Credit Service Exchange, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1930, incorporating: Paul John Weade Glasgow, advocate, Francis George Bush, manager, Herbert William Jackson, accountant, and Alexander Gordon Yeoman, law clerk, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

a. 1. To carry on the business of investigators and generally to examine into the business, accounts, financial condition of persons, firms, corporations and associations and to investigate the physical condition of properties, plants, mills and manufactories of all kinds; and generally to obtain all information necessary to make credit

et relevés concernant les objets susdits; préparer des statistiques, rapports commerciaux et autres et généralement enquêter et vérifier l'état et la valeur financiers des objets susdits; acquérir, conserver et propager les informations commerciales valables; et généralement exercer les fonctions de rapporteurs sur les opérations à crédit;

2. Compiler, éditer, publier, imprimer et distribuer des informations, statistiques, états financiers et autres publications comprenant des rapports et autres pamphlets contenant des nouvelles commerciales, avis et autres informations concernant les affaires en général; et généralement agir comme publicistes et imprimeurs;

3. Faire affaires comme agent pour la perception, l'ajustement, la transaction et le règlement de dettes, réclamations, comptes, états et revendications de toutes sortes, comprenant les réclamations contre le dommage;

b. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

c. Faire enregistrer, patenter ou reconnaître la compagnie dans toute province du Canada, ou dans tout pays ou état étranger, et y désigner des personnes, conformément aux lois de telle province, pays ou état, pour représenter la compagnie et accepter des services pour la compagnie et en son nom, dans tout procès ou poursuite;

d. Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, dessins, droits d'auteur, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret, ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

e. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son industrie, et spécialement des machines, du matériel, le fonds de commerce;

f. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

g. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autre-

and other reports and statements on the foregoing; to prepare statistical, trade and other returns and reports and generally to investigate and examine into the financial standing and worth of the foregoing; to acquire, preserve and disseminate valuable business information and generally carry on the business of credit reporting;

2. To compile, edit, publish, print and distribute information, statistics, financial statements and other publications including reports and pamphlets containing trade news, notices and other information of interest to businesses generally; and generally to carry on the business of publishers and printers;

3. To carry on the business of an agent for the collection, adjustment compromise and settlement of debts, demands, accounts, estates and claims of all kinds, including damage claims;

b. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

c. To procure the Company to be registered, licensed or recognized in any province of Canada or in any foreign country or state and to designate persons therein according to the laws of such province, country or state, to represent the Company and to accept services for and on its behalf of any process or suit;

d. To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, designs, copyrights, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

e. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

f. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

g. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares

ment des actions et—ou valeurs de toute telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

h. Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

i. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

j. Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

k. Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus ou les bénéfices nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

l. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

m. Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits et entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

n. Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital-actions, ou faire des contrats avec toute compagnie pour les payer;

o. Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie ou émettre des bons, débentures, ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

p. Hypothéquer, transporter, ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

q. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits; et faire chacune ou toutes les choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des con-

and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

h. To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

i. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

j. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

k. To distribute, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

l. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

m. To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

n. To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

o. To borrow money on the credit of the company or to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

p. To hypothecate, mortgage, or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

q. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

And it is hereby ordained and declared that in case the Company enters into contracts or trans-

trats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20), non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Montreal Credit Service Exchange, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de septembre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5383 ALEXANDRE DESMEULES.

acts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stock-holders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

The number of shareholders of the Company is limited to twenty (20), exclusive of the present and past employees who are shareholders of the Company and who have continued so to be after leaving its employ;

Any appeal to the public to subscribe for shares of the Company shall be prohibited, under the name of "Montreal Credit Service Exchange, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of September, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

5384 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Ready Supplies, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'octobre 1930, constituant en corporation: Harry-Osgood Charlton, solliciteur de contrats d'annonce, Katherine-Eleanor Wright, fille majeure, George Héon, éditeur financier, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Exploiter et transiger une agence générale d'affaires;

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre, échanger et faire le commerce d'effets, articles et marchandises générales;

Acheter, prendre à bail ou en échange, ou autrement acquérir, vendre toutes propriétés réelles ou personnelles, et les améliorer, administrer, développer, louer, en disposer, les mettre en valeur ou autrement les négocier;

Acheter ou autrement acquérir, vendre, disposer et faire le commerce de propriétés réelles et personnelles, de toutes sortes, et particulièrement, de papeteries, accessoires de librairie et marchandises en général, instruments scientifiques, techniques, et livres, accessoires de bureau de toutes espèces quelconques;

Acheter ou autrement acquérir des terrains, actions, titres, débentures, valeurs, dettes de livre, et tout intérêt dans des propriétés réelles ou personnelles, et toute réclamation envers telle propriété, personne ou compagnie;

Faire affaires comme agents manufacturiers;

Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

"Ready Supplies, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1930, incorporating: Harry Osgood Charlton, advertising salesman, Katherine Eleanor Wright, spinster, George Heon, financial editor, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on and transact a general agency business;

To import, export, manufacture, buy, sell, exchange and deal in goods, wares and general merchandise;

To purchase, take on lease or in exchange, or otherwise acquire, sell any real or personal property, and to improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with same;

To purchase or otherwise acquire, sell, dispose of and deal in real and personal property, of all kinds, and in particular, stationery, stationers' supplies and staple goods, scientific instruments, technical instruments and books, office supplies of any kind whatsoever;

To purchase or otherwise acquire lands, shares, stocks, debentures, securities, book debts, and any interest in real or personal property, and any claims against such property, person or company;

To carry on the business of manufacturers' agents;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property or rights;

Acquérir ou entreprendre la totalité ou toute partie du commerce et des responsabilités de toute personne, société ou firme, ou compagnie, exploitant tout commerce que la compagnie est autorisée d'exercer, et les payer, en tout ou en partie, par l'émission d'actions du capital-actions de la compagnie, devant être émises comme actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel;

Bâtir, construire, louer des édifices et entrepôts, et acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir et faire le commerce de toutes propriétés réelles ou personnelles et tous droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et particulièrement toutes machineries, usines, fonds de commerce ou propriétés immobilières requis pour son commerce;

Aider et assister au moyen de bonis, avances d'argent ou autrement, avec ou sans garantie, les acheteurs et locataires de toutes propriétés réelles ou personnelles, appartenant à la compagnie ou vendues, ou louées, ou de toute manière disposées par la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération qui sera jugée convenable et particulièrement en tout ou en partie pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour des services rendus ou à être rendus dans la formation, la promotion, le développement de la compagnie, et les payer en tout ou en partie par l'émission d'actions de la compagnie, entièrement acquittées et non sujettes à appel;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par la publication de pamphlets, livres, revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la compagnie ou de ses biens ou droits;

Faire toutes les choses précitées et aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents, ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute autre firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce

To acquire or undertake the whole or any part of the business and liabilities of any person, partnership or firm or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, and to pay for same, in full or in part, by the issue of shares of the capital stock of the company, to be issued as fully paid and non-assessable;

To build, construct, lease buildings and warehouses, and to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire and deal in any real or personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade or immovable property required for its business;

To aid and assist by way of bonus, advances of money or otherwise, with or without security, purchasers or lessees of any property, real or personal, belonging to the company or sold, leased or in any manner disposed of by the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular in whole or in part for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in the formation, promotion, development of the company, and to pay for same in full or in part by the issue of shares of the company, fully-paid and non-assessable;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of pamphlets, books, periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the company or of its property or rights;

To do all and any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

That in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or

ou ces directeurs ont ou peuvent avoir un intérêt dans ces contrats ou transactions qui est ou peut être contraire aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Que, s'ils y sont autorisés par règlement, sanctionné par au moins les deux-tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour prendre en considération tel règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

a. Faire des emprunts d'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant des argents ainsi empruntés;

c. Emettre des obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, et les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

d. Hypothéquer, nantir ou donner en gage les biens réels ou personnels de la compagnie, ou les deux, pour garantir toutes telles obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs, ou toute somme d'argent empruntée pour les fins de la compagnie;

Rien de contenu dans cette clause ne sera interprété comme limitant ou restreignant les emprunts d'argent faits par la compagnie sur lettres de change ou billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties ou autrement, toute personne ou corporation dans le capital-actions desquelles la compagnie détient des actions ou avec lesquelles elle peut avoir des relations commerciales, et agir comme employés, agents ou gérants de toute telle corporation, et garantir l'exécution des contrats par toute telle corporation ou par toute telle personne ou telles personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations commerciales;

Acheter, souscrire, acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer d'actions du capital, obligations, débentures ou autres valeurs, dans toute autre corporation, et preuves de dettes dans toute telle corporation (comprenant des obligations, débentures ou autres valeurs de la Puissance du Canada ou de toutes provinces de la Puissance du Canada ou de toute corporation municipale), conformément et en vertu de l'article 37 du chapitre 223, S. R. Q., 1925;

Faire société ou conclure des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exploitant ou exerçant, maintenant ou dans l'avenir, tout commerce ou toute transaction que cette compagnie est autorisée d'exploiter ou d'exercer, et promouvoir ou aider, ou se joindre dans la promotion de toute telle compagnie;

Faire enregistrer, patenter ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes, conformément aux lois de tel pays, pour représenter la compagnie, et accepter des services pour et au nom de la compagnie, dans tout procès ou poursuite;

Faire toutes telles choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, ou aucun d'eux;

Que tout actionnaire qui désire vendre ses

may have interest therein which is or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

That, if authorized by by-law, sanctioned by at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the Directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the Company;

b. Limit or increase the amount to be borrowed;

c. Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

d. Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the Company, or both, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the Company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the Company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the Company;

To raise and assist on raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsements, guarantee or otherwise any person or corporation in the capital stock of which the company holds shares or with which it may have business relations, and to act as employee, agent or manager of any such corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such corporation or by any person or persons with whom the company may have business relations;

To purchase, subscribe for, acquire, hold, sell or otherwise dispose of shares of stock, bonds, debentures or other securities, in any other corporation and evidences of indebtedness in any such corporation (including bonds, debentures or other securities of the Dominion of Canada or of any provinces of the Dominion of Canada or of any municipal corporation) pursuant and in accordance with article 37 of chapter 223, R. S. Q., 1925;

To enter into any partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-opération, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company now or hereafter carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, and to promote or assist or join in the promotion of any such company;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such country, to represent the company and to accept service for and on behalf of this company of any process or suit;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

That any shareholder who desires to sell his

actions de la compagnie, soit obligé de les offrir d'abord aux directeurs, qui auront droit de les offrir en vente à tout actionnaire, au même prix que celui offert à toute autre personne, pour ces dites actions, sous le nom de "Ready Supplies, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions de cinq dollars ($5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5385 ALEXANDRE DESMEULES.

shares in the company will be obliged to first offer them to the directors, who shall be entitled to direct their purchase by any shareholder at the same price as if offered for said shares by any other person, under the name of "Ready Supplies, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four thousand (4,000) shares of five dollars ($5.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
5386 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Sherbrooke Carpet Mills, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour d'octobre 1930, constituant en corporation: Alfred-Bartholemew Conway, Joseph-Charles Valère, Albert Olivier, manufacturiers, William Redmond Hayes, avocat, tous de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, pour les fins suivantes:

Acquérir et prendre comme une industrie en opération le commerce de tapis, actuellement exercé par Alfred Bartholemew Conway et Joseph Albert Olivier, sous les nom et raison sociale de "Canadian Carpet Manufacturing Co.", avec ensemble le fonds de commerce, livres de crédit, la clientèle et tous les biens et propriété mobilière généralement appartenant à la dite "Canadian Carpet Mfg. Co.", et payer pour la propriété ou affaires ainsi acquises du capital-actions de la compagnie ou en argent, de la manière jugée convenable;

Manufacturer, préparer, traiter, filer, mettre en écheveau, teindre, peigner, importer, exporter, distribuer, acheter, vendre en gros et en détail et faire le commerce, d'effets, denrées et marchandises de toutes sortes, et sans limiter la généralité de ce qui précède, ledit commerce comprendra toutes sortes de lainages, tissus, coton, toiles, filaments de toile, fil de soie et autres substances fibreuses et autres canevas et tous produits et sous-produits nécessaires, et aussi tous articles dans la fabrication desquels sont compris aucun matériel susdit ou produits ou sous-produits nécessaires, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, des tapis, rugs, tapisseries et nattes de toutes sortes et description;

Faire affaires comme blanchisseurs, teinturiers et fabricants d'appareils pour blanchir et teindre;

Agir comme agents de la compagnie, association ou personne possédant des pouvoirs similaires ou exerçant un commerce semblable;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter ou autrement acquérir et entreprendre tous ou aucun des biens, commerce, propriété, privilèges, contrats, droits, obligations, responsabilités de toute compagnie, société, association ou personne exerçant aucune partie du commerce que la compagnie a le droit d'exercer, et possédant des propriétés convenables aux fins de cette compagnie ou de toute compagnie dans laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débentures, actions-débentures ou

"Sherbrooke Carpet Mills, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1930, incorporating: Alfred Bartholemew Conway, Joseph Charles Valère Albert Olivier, manufacturers, William Redmond Hayes, advocate, all of the City of Sherbrooke, District of Saint Francis, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the carpet business now carried on by Alfred Bartholemew Conway and Joseph Valere Albert Olivier, under the firm name of the "Canadian Carpet Manufacturing Co.", together with the stock in trade, book debts, goodwill and all assets and moveable property generally belonging to the said Canadian Carpet Mfg. Co. and to pay for the property or business so to be acquired in capital stock of the Company or in cash, as may be agreed upon;

To manufacture, prepare, treat, spin, reel, dye, comb, import, export, distribute, purchase, sell either by wholesale or retail and deal in goods, wares and merchandise of all kinds and, without limiting the generality of the foregoing, the same shall be deemed to include all kinds of woollens, textile goods, cotton, linens, linen fibres, jute silk and other fibre substances and other bast materials and all products and by-products thereof, and also all articles into the manufacture of which any of the above material or products or by-products thereof enter, including, but without limiting the generality of the foregoing, carpets, rugs, tapestries and mats of every nature and kind;

To carry on the business of bleachers, dyers and makers of bleaching and dyeing materials;

To act as agents of the company, partnership or person possessed of similar powers or carrying on similar business;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase, or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or person carrying on any part of the business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this Company or of any company in which this Company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, and to pay for the same

autres valeurs, et les payer en argent ou en actions ou valeurs de cette compagnie, ou partiellement en argent ou partiellement en actions ou valeurs ou toute autre considération, ou exercer le commerce de toute telle compagnie, société, association ou personne dont les biens sont ainsi acquis;

Acquérir ou détenir, vendre ou autrement disposer de titres, actions, valeurs ou entreprises de toute autre compagnie ayant pour l'un de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, et transférer son entreprise ou ses biens à ou se fusionner avec toute telle compagnie;

Employer toute partie de ses fonds dans l'achat d'actions de toute autre compagnie et, durant la possession ou détention de ces actions, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour telles actions;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les droits de la compagnie ou l'un quelconque desdits droits, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Construire, acquérir, louer, posséder, exploiter et maintenir des moulins, usines, entrepôts, cours ainsi que l'industrie nécessaire, la fabrication, la vente, la livraison et la disposition de carpets, tapisseries, tapis et produits ci-dessous mentionnés;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la Compagnie et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la Compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la Compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente Compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exer-

in cash or in shares or securities of this Company, or partly in cash or partly in shares or securities or any other consideration, and to carry on the business of any such company, society, partnership or person whose assets are so acquired;

To acquire and hold, to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company, and to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company;

To use any of its funds in the purchase of stock in any other company and, while the owner or holder thereof, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant or stock-in-trade;

To construct, acquire, lease, own, operate and maintain mills, factories, storehouses, yards as well as the necessary plant for the manufacture, sale, delivery and disposal of carpets, tapestries, rugs and above mentioned products;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise,

cice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de tel pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou aucune telle personne ou personnes;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par des circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Placer et employer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui pourra être déterminée de temps à autre;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, liens et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour aucune balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, liens ou charges;

Payer les dépenses ou tout ce qui est nécessaire à la promotion, l'incorporation et l'organisation de la compagnie et aucun montant que les directeurs de la compagnie jugeront raisonnable pour tous services rendus pour ou au nom de la compagnie, soit dans sa promotion, incorporation, organisation ou autrement et soit que tels services aient été rendus avant son incorporation ou seront rendus dans la suite;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou donner des permis sur droits régaliens ou autre-

carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent the company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations and to guarantee the performance of contract by any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may deem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the company;

To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of the company's property of whatsoever kind sold by the Company, or any money due to the company from purchasers, and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

To pay the expenses of, or incidental to the promotion, incorporation and organization of the company and any amount which the directors of the company may deem reasonable for any services rendered for or on behalf of the Company, whether in its promotion, incorporation, organization or otherwise, and whether such services were rendered before incorporation or shall be rendered thereafter;

To apply, obtain, register, purchase, lease or license on royalty or otherwise acquire and hold,

ment acquérir et détenir, utiliser, posséder, introduire et vendre, louer ou donner des permis sur droits régaliens ou autrement ou autrement disposer d'aucun droit d'auteur ou droits d'auteurs dans aucun travail littéraire ou autre dont les droits doivent être réservés;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, droits d'auteur, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, fiduciaires, entrepreneurs, facteurs, gérants, curateurs, bailleurs, locataires ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer et exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres, et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus ou profit net de la compagnie ou de la manière énoncée dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, louer, hypothéquer, disposer, faire valoir ou autrement négocier toutes ou aucune partie des propriétés de la compagnie;

Entreprendre ou prendre part à la gestion, surveillance ou contrôle du commerce ou des opérations de toute corporation, compagnie ou entreprise et pour cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts, employés ou agents;

Employer des experts pour rechercher et examiner la condition, les prospects, valeurs, caractères et conditions de toutes industries en exploitation et entreprises, et généralement de tous biens, propriétés ou droits;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement total ou partiel du prix d'achat d'iceux;

Demander, obtenir, acquérir par cession, trans-

use, own, introduce and sell, assign, lease or license on royalty or otherwise, or otherwise dispose of any copyright or copyrights, in any literary or other work capable of being copyrighted;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, copyrights, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, receivers, lessors, lessees or otherwise and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the Company, or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To sell, improve, manage, develop, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the Company's property;

To undertake or take part in the management, supervision or control of the business or operations of any corporation, company or undertaking, and for that purpose, to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts, employees or agents;

To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings and generally of any assets, property, or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both in whole or part payment of the purchase price thereof;

To apply for, secure, acquire by assignment,

fert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Conclure tous arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant, ou ayant l'intention d'exercer aucun commerce ou transaction capable d'être exercé de manière à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

Promouvoir, organiser, développer, gérer ou aider à la promotion, organisation, développement et gestion de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou industrie ayant des objets similaires en tout ou partie à ceux de la compagnie et, comme nécessaires à iceux, entreprendre, gérer, contrôler ou autrement négocier le commerce et l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu dans le but de protéger les valeurs par iceux et réaliser les réclamations;

Prêter de l'argent à des personnes ou compagnies ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir avec ou sans garantie la réalisation des contrats ainsi que la réalisation de toutes obligations ou entreprises de toute autre compagnie ou personne dans laquelle ou avec laquelle la compagnie est intéressée, et accepter comme garantie pour tels prêts et garanties toute valeur qui peut être offerte par telle compagnie ou personnes, y compris les actions, obligations, actions-débentures, mortgages, nantissements, liens ou autres valeurs de toutes telles compagnies, ou sur la propriété de telles personnes ou compagnies;

Etablir des agences et des succursales;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents, ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres; sous le nom de "Sherbrooke Carpet Mills, Limited".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en deux mille (2,000) actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de dix mille dollars ($10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Saint-François, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5387 ALEXANDRE DESMEULES.

transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on, or intending to carry on any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company, and, as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

To lend money to persons or companies having dealing with the company, and to guarantee, with or without security, the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or person in which the company is interested, and to accept as security for such loans and guarantees any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies, or upon the property of such persons or companies;

To establish agencies and branches;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Sherbrooke Carpet Mills, Limited";

The capital stock of the Company shall be divided into Two thousand (2,000) shares without par or nominal value, and the amount of capital stock with which the Company will commence its operations will be Ten thousand dollars ($10,000.00).

The head office of the company will be in the City of Sherbrooke, District of Saint Francis, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
5388 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The "Best-Filter" Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'octobre 1930, constituant en corporation: Joseph-Auguste-Raymond Grenier, Henri Aubin, commis, François Aubin, Philémon Guimond, comptable, tous de Montréal, Québec, dans les buts suivants:

"The "Best-Filter" Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1930, incorporating: Joseph Auguste Raymond Grenier, Henri Aubin, clerk, François Aubin, Philemon Guimont, accountant, all of Montreal, Quebec, for the following purposes:

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer, ou autrement acquérir et détenir, posséder, utiliser, mettre en opération, introduire et vendre, céder ou autrement disposer de toutes sortes de marques de commerce, formules, procédés secrets, marques de fabrique et marques distinctives et de toutes inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec ou obtenus en vertu de lettres patentes ou autrement du Canada ou de tout autre pays; et utiliser, exercer, développer, octroyer des permis en ce qui les concerne ou autrement mettre en valeur toutes ces marques de commerce, brevets, permis, concessions, procédés et autres privilèges similaires ou toutes telles propriétés, droits et renseignements ainsi acquis et en vue de les exploiter et de les développer, et particulièrement acquérir par achat un certain brevet, étant le brevet No 246337 de la Puissance du Canada, étant un brevet relatif à un Filtre;

Manufacturer, importer, acheter, vendre, distribuer, disposer et autrement transiger de toutes manières en ce qui concerne les machines, instruments et effets d'utilité domestique tels que filtres ou tous accessoires et tous autres effets d'utilité domestique, tant en gros qu'en détail;

Faire le commerce en gros et en détail, sous quelques formes que ce soit, de toutes sortes de marchandises, articles et effets de toutes espèces, et, sans limiter la généralité de ce qui précède, faire le commerce comme manufacturiers, marchands ou agents de tous produits ou articles d'utilité domestique;

Agir comme agents à commission, représentants de manufacturiers, marchands de gros et de détail, et établir des succursales et des agences pour tous genres de commerce ou d'industrie;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des terrains et des bâtisses et des immeubles en général non seulement pour l'exploitation des commerces susdits de la compagnie, mais aussi dans un but de spéculation ou de profit pour la compagnie, soit comme agents ou comme principaux;

Construire sur tous immeubles possédés par la compagnie des magasins, entrepôts ou logements ou faire toutes autres constructions jugées convenables et profitables pour la compagnie;

Promouvoir et subventionner de toute façon jugée convenable le commerce d'autres compagnies ou d'autres personnes et y devenir intéressés par tous moyens jugés convenables et profitables pour la compagnie, sous le nom de "The "Best-Filter" Company, Limited".

Le montant du capital-actions social de la compagnie est de $99,000.00, divisé en 1980 actions de $50.00 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de $90,000.00, divisée en 1,800 actions de $50.00 chacune.

Les privilèges attachés aux actions préférentielles du capital-actions de la compagnie sont:

1. Un dividende annuel de huit pour cent (8%) non cumulatif, payable à même les profits de l'année écoulée;

2. Les porteurs n'auront pas le droit de voter, ce droit n'appartenant qu'aux détenteurs d'actions communes;

Les 180 actions communes autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix de $50.00, totalisant $9,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5389 ALEXANDRE DESMEULES.

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire and to hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any and all trade-marks, formulae, secret processes, trade names and distinctive marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patent or otherwise of Canada, or of any other country; and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any and all such trade-marks, patents, licenses, concessions, processes and the like, or any such property, rights and information so acquired, and with a view to the working and development of same, and particularly to acquire by purchase a certain patent, being patent No 246,337 of the Dominion of Canada, being the patent relating to a Filter;

To manufacture, import, purchase, sell, distribute, dispose of and otherwise deal in any manner in machines, implements and domestic utility goods, such as filters and any accessories and other domestic utility goods, both wholesale and retail;

To carry on business, wholesale and retail, under any form whatever in goods, wares and merchandise of every kind and, without limiting the generality of the aforegoing, to carry on business as manufacturers, merchants or agents of any products or domestic utility articles;

To act as commission agents, manufacturers' representatives, wholesale or retail merchants, and to establish branches and agencies for all kinds of business and trade;

To acquire, lease, hold and alienate lands and buildings and immovable property generally, not only for the operation of the aforesaid businesses of the company, but also for the purpose of speculation or profit to the company, either as agents or as principals;

To construct on any immovables held by the company stores, warehouses or dwellings or to erect any other buildings deemed advisable and profitable for the company;

To promote and subsidize in any manner deemed fit, the business of any other companies or other persons and to become interested therein by any means deemed advisable and profitable for the company, under the name of "The "Best-Filter" Company, Limited".

The amount of the capital stock of the company shall be $99,000.00, divided into 1980 shares of $50.00 each.

The part of the capital stock which will be issued as preferred shares shall be $90,000.00, divided into 1800 shares of $50.00 each.

The privileges attached to the preferred shares of the capital stock of the company shall be:

1. An annual dividend of eight per cent (8%) non cumulative, payable out of the profits of the past year;

2. The holders shall not have the right to vote, such right shall belong only to the holders of common shares.

The 180 common shares other than the preferred shares shall be issued and allotted at the price of $50.00 totalizing $9,000.00.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

5390 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Montreal Jewelry Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'octobre 1930, constituant en corporation: Joseph Burdman, horloger, Hyman Burdman, marchand général, Juliette Lacroix, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme bijoutiers, orfèvres et manufacturiers de toutes sortes de métaux;

Manufacturer, acheter, importer, exporter, vendre et faire le commerce d'effets, articles et marchandises faits en tout ou en partie d'or, d'argent et autres métaux;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de quincaillerie de toute description, machineries et accessoires de machineries;

Acquérir ou se charger de la totalité ou de toute partie du commerce, des propriétés et responsabilités de toute personne ou compagnie exploitant toute industrie que la compagnie est autorisée d'exercer ou possédant des propriétés convenables pour les fins de la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété personnelle et tous droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toutes machineries, tout matériel et fonds de commerce;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérêts en iceux, avec ensemble tous édifices ou constructions qui peuvent être sur les dits terrains ou aucun d'eux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des terrains et de tous ou aucun des édifices ou constructions qui sont maintenant, ou peuvent être dans l'avenir érigés sur iceux, et prendre telle garantie sur iceux, comme il sera jugé nécessaire;

Eriger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction;

Prendre ou détenir des mortgages pour toute balance non payée du prix d'achat d'aucun des terrains, édifices ou construstions ainsi vendus, et vendre, hypothéquer ou autrement disposer des dits mortgages;

Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seul ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "The Montreal Jewelry Company, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5391 ALEXANDRE DESMEULES.

"The Montreal Jewelry Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1930, incorporating: Joseph Burdman, watchmaker, Hyman Burdman, general merchant, Juliette Lacroix, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths and manufacturers in all kinds of metal;

To manufacture, buy, import, export, sell and deal in goods, wares and merchandise made in whole or in part of gold, silver and other metals;

To manufacture, buy, sell and deal in hardware of all descriptions, machines and machines' supplies;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

To erect buildings and deal in building materials;

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell, mortgage or otherwise dispose of said mortgages;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "The Montreal Jewelry Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

5392 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Quebec Miniature Golf Club, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'octobre 1930, constituant en corporation: Bernard Devlin, C. R., Guy Belleau, comptable, Roger Vézina, étudiant en droit, tous de Québec, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme pourvoyeurs d'amusements publics; exploiter des parcs d'amusements, comptoirs de rafraîchissements, et particulièrement disposer et préparer tous terrains ou empla-

"The Quebec Miniature Golf Club, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1930, incorporating: Bernard Devlin, K. C., Guy Belleau, Accountant, Roger Vezina, Student at Law, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business of furnishing amusement to the public; to carry the business of amusement park, refreshment stands and in particular to lay out and prepare any lands or

cements pour le jeu de golf en miniature, jeu à la crosse, jeu de lawn-tennis ou toutes autres sortes d'amusements, récréations, sports et divertissements; construire des tribunes ou autres estrades, bains, édifices et commodités, soit de nature permanente ou temporaire, qui peuvent être directement ou indirectement appropriés aux objets de la compagnie;

Acheter, se charger ou louer ou autrement acquérir tous terrains, édifices, commodités ou propriétés réelles et personnelles, qui peuvent être requis pour les fins de, ou susceptibles d'être convenablement utilisés en rapport avec aucun des objets de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété et des entreprises de la compagnie ou toute partie d'icelles, pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et accepter de l'argent, des actions, obligations, débentures, titres ou valeurs de toute autre compagnie, en paiement total ou partiel d'icelles;

Placer et disposer des argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans telles valeurs et de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

S'unir à tout individu, firme ou corporation exploitant une entreprise dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions qui seront jugés convenables;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "The Quebec Miniature Golf Club, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions de cinq dollars ($5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5393 ALEXANDRE DESMEULES.

"The St. Maurice Warehousing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre 1930, constituant en corporation: John-Foster Chisholm, George-Miller Hyde, et Hamilton-Larratt Smith, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce d'entreposeurs et gardiens de quais, et acquérir, construire, exploiter, maintenir, louer et disposer d'entrepôts, magasins, élévateurs, cours et édifices aux fins d'hangarer le bois de pulpe, bois de charpente, produits et sous-produits du bois, grains et céréales de toutes sortes, beurre, fromage, œufs, volailles, fruits, légumes et tous autres articles de commerce; faire les affaires d'expéditeurs dans toutes ses spécialités, et percevoir, recevoir, transférer, transporter et expédier du bois, produits et sous-produits du bois, bois de pulpe, papier, effets, denrées, marchandises, produits et tous autres articles de commerce;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement, et détenir, posséder, exploiter, développer, négocier, vendre ou autrement disposer de toutes sortes d'immeubles et propriétés immobilières, lots, édifices, entrepôts, fabriques, résidences et constructions, et tous intérêts ou droits s'y rapportant;

emplacements for the running of miniature golf courses, cricket courses, lawn tennis courses or any other kind of amusement, recreation, sport and entertainment; to construct grand or other stands, booths, buildings and conveniences, whether of a permanent or temporary nature, which may seem directly or indirectly conducive to the Company's objects;

To purchase, take over or lease or otherwise acquire any lands, buildings, easements or property, real and personal, which may be requisite for the purposes of or capable of being conveniently used in connection with any of the objects of the Company;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the Company or any part thereof for such considerations as the Company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment thereof;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, upon such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this Company, on such terms and conditions as may be deemed advisable;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Quebec Miniature Golf Club, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four thousand (4,000) shares of five dollars ($5.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

5394 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The St. Maurice Warehousing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1930, incorporating: John Foster Chisholm, George Miller Hyde, and Hamilton Larratt Smith, Advocates, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of warehousing and wharfingers, and to acquire, construct, operate, maintain, lease and dispose of warehouses, storehouses, elevators, yards and buildings for the purpose of storing pulpwood, lumber, lumber products and by-products, grain and cereals of all kinds, butter, cheese, eggs, poultry, fruits, vegetables and all other articles of commerce; to carry on the business of forwarders in all its branches, and to collect, receive, transfer, convey and forward lumber, lumber products and by-products, pulpwood, paper, goods, wares, merchandise, produce and all other articles of commerce;

To acquire by purchase, exchange, lease, or otherwise, and to hold, own, operate, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immoveable property, lots, buildings, warehouses, factories, residences and structures, and any interests or rights connected therewith;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous permis, droits brevetés, toutes marques de commerce, formules, licences, concesstions et choses de même nature, conférant un droit exlusif ou non exclusif, ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis, ou les faire valoir autrement;

Se fusionner, ou s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins semblables, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la Compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter; ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente Compagnie et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie et les vendre, les détenir, ou les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement, et détenir des actions dans toute compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure tous arrangements avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront favoriser les objets de la compagnie ou aucun de ses objets, et obtenir de telles autorités les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira avantageux d'obtenir, et mener à bonne fin et exercer tels arrangements, droits, privilèges et concessions, et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet, accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurance pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisanse, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale

Organiser une ou des compagnies dans le but de faire l'acquisition de la totalité ou d'une partie des biens et engagements de la compagnie, ou pour toute autre fin qui paraîtra directement ou indirectement susceptible de profiter à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou appropriés aux fins de son industrie, et particulièrement toute machinerie, installation, fonds de commerce;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler tous chemins, routes, embranchements ou voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et commodités, seulement sur les propriétés appartenant à la compagnie ou sur celles dont elle a le contrôle pour les seules fins

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, trade marks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company, (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To construct, improve, maintain, work, mannage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences, only on the property belonging to the Company or that under its control, for the sale purpose of its commerce and industry, which may

de son commerce et de son industrie, qui sembleraient susceptibles de favoriser, directement ou indirectement, les intérêts de la compagnie, et contribuer à, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, le maintien, le travail, l'administration, l'exploitation ou le contrôle d'iceux;

Prêter de l'argent aux clients ou autres en relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquels la compagnie se propose d'entrer en relations d'affaires, ou à toute compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, reçus d'entrepôts, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par toute telle personne avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, mettre en valeur du autrement attribuer la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Emettre et répartir les actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement total ou partiel de toute propriété réelle ou personnelle achetée ou autrement acquise par la compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, espèces ou autrement, comme il sera résolu, au moyen de dividendes, ou de toute autre manière jugée convenable, toute propriété ou tous biens de la compagnie ou tous produits de la vente ou de la disposition de toutes propriétés de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de, ou de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont elle a le pouvoir de disposer;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses de, ou incidentes à la formation et à l'organisation d'icelle, ou que la compagnie jugera être préliminaires;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

seem calculated directly or indirectly to advance the company's interest, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers or others having dealings with the company or with whom the Company proposes to have dealings, or to any company any of whose shares are held by the Company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warehouse receipts, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any person with whom the Company may have business relations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To issue and allot fully paid shares of the capital stock of the Company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the Company;

To distribute among the shareholders of the Company in kind, specie or otherwise, as may be resolved, by way of dividend or in any other lawful manner deemed advisable, any property or assets of the Company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the Company, and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other company belonging to this Company, or of which it may have power to dispose;

To pay out of the funds of the Company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the Company may consider to be preliminary;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

Exercer toute autre industrie, (soit manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Etablir des agences et succursales;

Exploiter tous au aucun des objets de la compagnie comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "The St. Maurice Warehousing Company, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district des Trois-Rivières, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5395 ALEXANDRE DESMEULES.

"Universal Ladies' Wear, Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'octobre 1930, constituant en corporation: Michael Garber, avocat, Westmount, Québec, Jacob-Harold Blumenstein, avocat, et Rose Rosen, sténographe, fille majeure, de Montréal, Québec, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, faire le trafic et le commerce de soieries, lainages, vêtements, chapeaux, robes, costumes, casquettes, fourrures, articles de mode, confections, tweeds, tissus, marchandises sèches ou autres habillements, tricots ou tous articles se rapportant de toute manière, directement ou indirectement, avec le commerce susmentionné;

Manufacturer, acheter, et de toute manière acquérir, posséder, détenir, ou autrement mettre en valeur et vendre et de toute manière disposer et faire le commerce et le trafic d'articles, effets, marchandises et biens personnels de toute nature et description;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie aux objets de cette compagnie, ou exploitant toutes affaires pouvant être exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent que les directeurs nommeront;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société faisant des affaires dans toute ligne se rapportant directement ou indirectement au commerce qui sera exercé par "Universal Ladie's Wear, Ltd.", et en payer le prix convenu soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-ac-

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To establish agencies and branches;

To carry on all or any of the objects of the Company as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the Company, under the name of "The St. Maurice Warehousing Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Three-Rivers, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

5396 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Universal Ladies' Wear, Ltd.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1930, incorporating: Michael Garber, advocate, Westmount, Quebec, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Rose Rosen, stenographer, spinster, of Montreal, Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade and deal in all kinds of silks, woollens, clothing, hats, dresses, suits, caps, furs, millinery wearing apparel, tweeds, fabrics, dry goods or any garments, knitted goods or any article connected in any way, directly or indirectly, with the abovementioned trade;

To manufacture, purchase, and in any manner acquire, to own, hold, and otherwise turn to account, and to sell and in any manner dispose of, and to trade in and deal with goods, wares, merchandise and personal property of every class and description;

To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold or sell or dispose of in any way shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds, and other obligations of any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company and to vote all shares so held through such agent as the Directors may appoint;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business carried on by "Universal Ladies' Wear, Ltd", and to pay for same the price agreed upon, either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the com-

tions de la compagnie constituée par les présentes ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant affaires dans toutes lignes se rapportant à aucun des objets de la présente compagnie;

Se fusionner à toute compagnie, corporation, société ou personne exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débentures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

Faire des prêts d'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution de contrats par aucune de ces personnes, sous le nom de "Universal Ladies' Wear, Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5397 ALEXANDRE DESMEULES.

pany hereby created, or partly in cash and partly in paid up shares;

To operate and open branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores, and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the present company's objects;

To amalgamate with any company, corporation, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way immovable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present company;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts to any such person, under the name of "Universal Ladies' Wear Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,

5398 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Lucien Côté, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et 41, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deuxième jour d'octobre 1930, à la Compagnie "Lucien Côté, Incorporée", modifiant les lettres patentes originaires de la Compagnie comme suit, savoir:

Exhibit "A"—Que les dispositions suivantes des lettres patentes de la Compagnie, savoir:

"Le privilège des actions privilégiées consiste en ce qui suit:

a. Droit à un dividende cumulatif de six pour cent (6%) l'an;

b. Sur préavis de soixante (60) jours, les actions privilégiées seront rachetables au prix de cent trois pour cent (103%) plus les dividendes non payés lors du rachat;

c. Les actions privilégiées ne comporteront pas le droit de vote;

d. Advenant la liquidation de la Compagnie, le montant des actions privilégiées sera remboursé aux détenteurs de ces actions par préfé-

Supplementary Letters Patent

"Lucien Côté, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30 and 41, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1930, to the company "Lucien Côté, Incorporée", amending the original letters patent of the company as follows, to wit:

Exhibit "A".—That the following provisions of the letters patent of the company, to wit:

"The privileges of the preferred shares shall be composed of the following:

a. The right to a cumulative dividend of six per cent (6%) per annum;

b. Upon previous notice of sixty (60) days, the preferred shares shall be redeemable at the price of one hundred and three per cent (103%) plus the unpaid dividends at the time of redemption;

c. The preferred shares shall not have the right to vote;

d. In the event of the liquidation of the company, the amount of the preferred shares shall be repaid to the holders of such shares in priority

rence et avant remboursement du montant des actions ordinaires aux détenteurs de ces dernières actions;" soient remplacées par les suivantes:

Les dites actions privilégiées donneront droit et seront sujettes aux droits, priorité, privilège, limitations et conditions qui suivent, savoir:

1. Les détenteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir un dividende privilégié, cumulatif au taux de 6% par année, payable semi-annuellement, le 30 juin et le 30 décembre, sur le capital alors versé sur les dites actions;

2. Les dites actions privilégiées prendront rang quant au paiement de tel dividende ou remboursement du capital en cas de faillite, liquidation ou dissolution de la compagnie, avant les actions ordinaires de la compagnie;

3. Les dites actions privilégiées auront en outre droit, lorsqu'un dividende sera payé sur les actions ordinaires, à un dividende spécial égal au dividende ainsi payé sur les actions ordinaires, mais dans aucun cas ce dividende spécial ne devra excéder $5.00 par action en une année;

4. Les dites actions privilégiées ne confèreront pas le droit de voter sauf lorsque et aussi longtemps que deux dividendes annuels n'auront pas été payés;

5. Par un vote du conseil de l'administration, la totalité ou toute partie des actions privilégiées de la compagnie, en aucun temps, en cours, peuvent être rachetées et retirées par la compagnie, à la date fixée par le Bureau de Direction, au prix de $105.00 par action, avec en plus les dividendes jusqu'à la date du rachat de telles actions conformément à tel appel, ou rachetées et retirées à tel prix, ou à tout autre prix inférieur auquel les dites actions peuvent être obtenues de gré à gré. Au cas de rachat partiel des actions privilégiées qui seront rachetées, le prix d'achat des actions ainsi rachetées sera payable au bureau de la compagnie en la cité de Québec. Avis de tel rachat fixant le jour pour lequel l'appel est fait et l'endroit où le prix d'achat des actions est payable sera adressé par la poste à chaque détenteur des actions appelées dont l'adresse est inscrite dans les livres de la compagnie, à son adresse ainsi inscrite, pas moins de trente jours avant la date du rachat des actions.

Exhibit "B"—Aucune action ordinaire ou privilégiée de la compagnie ne pourra être transférée autrement que par décès à une personne qui n'est pas déjà actionnaire de la compagnie, dès qu'il se trouvera un actionnaire prêt à acquérir la dite action au prix déterminé d'après les règles ci-après définies:

La personne qui désire transférer une action privilégiées ou ordinaire de la compagnie, ci-après appelée "l'actionnaire-vendeur", donnera un avis écrit à la compagnie à cet effet, et cet avis devra contenir la désignation de la personne à qui il désire vendre son action et constituera par lui-même la compagnie son agent pour la vente de la dite action au prix fixé d'après les règles ci-dessous:

Si la compagnie, dans les quinze jours de tel avis, trouve un actionnaire qui désire acheter telle action, ci-après appelé "l'actionnaire-acheteur", et en donne avis à "l'actionnaire-vendeur", celui-ci est tenu dans les dix (10) jours de cet avis sur paiement du prix fixé, de transférer telle action à l'actionnaire-acheteur.

A défaut par l'actionnaire-vendeur ainsi tenu d'opérer tel transfert, la Compagnie peut recevoir le prix de telle action et faire inscrire le nom de

and before repayment of the amount of the common shares to the holders of such latter shares; be replaced by the following:

The said preferred shares shall carry and be subject to the following rights, priorities, privileges, limitations and conditions, to wit:

1. Holders of such preferred shares shall be entitled to receive a cumulative preferential dividend at the rate of (6%) per annum, payable semi-annually on the 30th of June and the 30th of December, on the capital for the time being paid up on such shares;

2. The said preferred shares shall rank, both as regards payment of such dividend and return of capital, in case of bankruptcy, liquidation or disolution, in priority to the ordinary shares of the company;

3. The said preferred shares shall, moreover, be entitled, when a dividend is paid on the common shares, to a special dividend equal to the dividend thus paid on the common shares, but such special dividend must not, in any case, exceed $5.00 per share in one year;

4. The said preferred shares shall not entitle their holders to vote save when and as long as two annual dividends shall remain unpaid;

5. By vote of the Board of Directors, all or any part of the preferred stock at any time outstanding may be called and retired by the company on such date as may be fixed by the Board of Directors, for a price of $105.00 per share, together with dividends up to the day on which the shares are to be redeemable pursuant to such call, or purchased and retired at that or any less price at which the same can be obtained by private agreement. In the event of the partial redemption of the preferred shares to be redeemed, the purchase price of the stock so called shall be payable at the office of the company, in the city of Quebec. Notice of such call, stating the date for which the call is made and the place or places where the purchase price of the stock called is payable, shall be mailed to each holder of stock so called whose address is registered on the books of the company, at his address so registered, not less than thirty days prior to the date of redemption of the shares;

Exhibit "B".—No common or preferred share of the company may be transferred otherwise than by decease to any person not being already a shareholder in the company, as long as there be a shareholder willing to acquire the said share at the price fixed upon according to the rules hereinafter defined;

A person desiring to transfer a preferred or common share of the company, hereinafter called "shareholder-vendor", shall give a written notice to the company to this effect, and such notice must contain the designation of the person to whom the shares are to be sold and shall himself constitute the company his agent for the sale of said share, for the price fixed upon according to the rules hereinbelow stated:

If the company, within fifteen days of such notice, should find a shareholder desiring to purchase such share, hereinafter called "shareholder-purchaser" and should give notice thereof to the "shareholder-vendor", the latter shall be bound, within ten (10) days from such notice, on payment of the price fixed upon, to transfer such share to the shareholder-purchaser;

Should the shareholder-vendor thus bound, fail to effect such transfer, the company may receive the price of such share and have the name of the

l'actionnaire-acheteur dans les registres comme détenteur de la dite action et en gardera le prix comme fiduciaire en faveur de l'actionnaire-vendeur, de ses héritiers ou ayants-droits, et le reçu de la compagnie sera une quittance suffisante pour l'actionnaire-acheteur. Celui-ci ne sera pas tenu de voir à la remise de l'argent à qui de droit, et une fois son nom inscrit dans les registres conformément aux dispositions ci-dessus, il sera réputé propriétaire de la dite action et aucune contestation ne pourra s'élever sur la validité des procédures auxquelles il participera.

Si la compagnie ne se prévaut pas des droits ci-dessus dans les quinze jours de l'avis donné par l'actionnaire-vendeur, celui-ci pourra dans les six mois de l'expiration du susdit délai disposer comme il l'entendra de son action. S'il n'en dispose pas avant l'expiration de ces six mois, les dispositions qui précèdent doivent de nouveau être observées.

A chaque assemblée annuelle il incombera aux actionnaires présents d'estimer et d'établir par résolution la valeur réelle des actions ordinaires et privilégiées du capital-actions, en se basant sur l'état des affaires de la compagnie, et la valeur ainsi établie sera le prix fixé pour le transfert des dites actions et nul autre.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5399 ALEXANDRE DESMEULES.

shareholder-purchaser inscribed in the registers as holder of the said share, and shall retain the price thereof as trustee in favor of the shareholder-vendor, his heirs or assigns, and the company" receipt shall be sufficient discharge for the shareholder-purchaser. The latter shall not be bound to see to the remittance of the money to its owners and once his name shall be inscribed in the registers, according to the above provisions, he shall be considered the owner of the said share and no contestation may arise as to the validity of the procedures in which he may participate;

If the company should not take advantage of the above rights within fifteen days after the notice given by the shareholder-vendor, the latter may, within six months of the expiration of the said time, disose of his share at will. Should he not dispose thereof within these six months, the preceding provisions must again be observed;

At each annual meeting, it shall behoove the shareholders present to estimate and establish, by resolution, the real value of the common and preferred shares of the capital stock, taking as basis the state of the Company's business, and the value thus established shall be the fixed price for the transfer of said shares and no other.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
5400 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The English Village, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 24 et 30, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du septième jour d'octobre 1930, à la compagnie "The English Village, Inc.", ratifiant un règlement de la compagnie, comme suit, à savoir:

Pour étendre les pouvoirs de la dite compagnie à l'effet que le délai mentionné dans la section 24, division 12, du chapitre 223, des Statuts Refondus de Québec, 1925, (la Loi des Compagnies de Québec) pour l'annulation de la charte de la compagnie, si elle n'en fait pas usage ou si elle ne fait pas d'opérations, soit de neuf années.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'octobre 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5401 ALEXANDRE DESMEULES.

"The English Village, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 24 and 30, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1930, to the Company "The English Village, Inc.", ratifying a By-law of the Company as follows, to wit:

To extend the powers of the said Company to the effect that the delay mentioned in Section 24, Division 12 of Chapter 223 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, (The Quebec Companies Act) for the forfeiture of the Charter of the Company for non-user or for non-carrying on of operations, shall be nine years.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
5402 Acting Assistant Provincial Secretary.

Assurances

Avis est par le présent donné que la "First National Insurance Company of America" a été enregistrée et licenciée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance: "Feu; Transport intérieur; Dégâts causés par arroseurs automatiques; Ouragan; Automobile, à l'exception de l'assurance de responsabilité pour pertes ou dommages aux personnes causés par un automobile; Assurance contre les dommages à la propriété d'aucune sorte causés par l'explosion du gaz naturel ou autre", le et après le premier jour d'octobre, 1930.

Le nom et l'adresse de l'Agent principal pour la province, sont: Jules Thibaudeau, 466, rue Saint-François-Xavier, Montréal.

DONNÉ conformément à l'article 121 de la

Insurances

Notice is hereby given that the "First National Insurance Company of America" has been registered and licensed to transact, throughout the Province of Quebec, the business of: "Fire Insurance; Inland Transportation Insurance; Sprinkler Leakage Insurance; Tornado Insurance; Automobile Insurance, excluding insurance against liability for loss or damage to persons caused by an automobile; Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas", on and after the First day of October, 1930.

The name and address of the Chief Agent for the Province, are: Jules Thibaudeau, 466, Saint François Xavier Street, Montreal.

GIVEN pursuant to Article 121 of the Quebec

Loi des assurances de Québec, ce dix-septième jour d'octobre, 1930.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le Surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5403—43-2

Insurance Act, this seventeenth day of October, 1930.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 5404—43-2

Avis est par le présent donné que la "General Casualty Company of America" a été enregistrée et licenciée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance: "Contre le vol avec effraction; Contre les blessures corporelles et la mort par accident; Pour responsabilité pour pertes ou dommages d'un accident à des employés ou autres personnes; Automobile, à l'exception de l'assurance pour pertes ou dommages par le feu; Bris de glaces", le et après le premier jour d'octobre, 1930.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province, sont: Jules Thibaudeau, 466, rue Saint-François-Xavier, Montréal.

DONNÉ conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce dix-septième jour d'octobre, 1930.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5405—43-2

Notice is hereby given that the "General Casualty Company of America" has been registered and licensed to transact, throughout the Province of Quebec, the business of: "Burglary Insurance; Insurance against bodily injury and death by accident; Insurance against liability for loss or damage from accident to employees or other persons; Automobile Insurance, excluding Insurance against loss or damage by fire; Plate Glass Insurance", on and after the First day of October, 1930.

The name and address of the Chief Agent for the Province, are: Jules Thibaudeau, 466, Saint François Xavier Street, Montreal.

GIVEN pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, this Seventeenth day of October, 1930.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 5406—43-2

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de la paroisse deVerchères", dans le comté de Verchères, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation à l'effet de tenir assurés contre les accidents du feu, ou du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, des bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la dite municipalité, ainsi que les grains, foins, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage contenus dans les dits bâtiments, conformément aux dispositions de l'article 40 de la Loi des Assurances de Québec.

DONNÉ conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, (Chap. 243, S. R. Q., 1925), ce treizième jour d'octobre, 1930.

Le Surintendant des Assurances,
B.-ARTHUR DUGAL,

Pour le trésorier de la province de Québec,
Intérimaire.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5425—43-2

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de la paroisse de Verchères", in the county of Verchères, has been licensed and registered as a corporation in order to keep insured against accidents by fire, or fire and lightning, or fire, lightning and wind, any building erected upon taxable land within the said municipality, as well as grain, hay, fodder, household furniture and agricultural implements contained in such buildings, pursuant to the provisions of Section 40 of the Quebec Insurance Act.

GIVEN pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this thirteenth day of October 1930.

B. ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance.

For the Acting Treasurer of the Province of Quebec.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 5426—43-2

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Cécile de Masham", dans le comté de Hull, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés),

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Cécile de Masham", in the county of Hull, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire upon farm buildings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Hull,

dans les limites du comté de Hull, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du dix-septième jour d'août, 1930.

DONNÉ conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap. 243 S. R. Q., 1925), ce vingt et unième jour d'octobre, 1930.

Le surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.

Pour le trésorier de la Province de Québec.
Service des assurances,
Département du Trésor.
Québec, P. Q. 5433—43-2

as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the seventeenth day of August, 1930.

GIVEN pursuant to the provisions of Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this twenty first day of October, 1930.

B. ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 5434—43-2

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que Alice Frances Dwane, de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, épouse séparée de biens de James Richard Ross Elliott, gentilhomme, du même lieu, et par son dit époux dûment autorisée, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi devant augmenter l'annuité payable, conformément aux dernières volontés et testament de feu John Dwane, et pour autres fins.

Montréal, le 15 octobre 1930.

ALICE F. ELLIOTT,
5417—43-4 JAMES R. R. ELLIOTT.

Avis est par le présent donné que le Bureau de Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la Cité de Québec s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander d'augmenter ses pouvoirs d'emprunt par débentures.

Québec, 22 octobre, 1930.

Le secrétaire-trésorier du Bureau de Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la Cité de Québec.
5467—43-4 ANTOINE-C. TASCHEREAU.

CITÉ DE VERDUN.

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes:

Carte d'identification pour les élections municipales, réglementer les dépôts de matériaux sur les lots vacants, autorisation pour la cité à accepter certains terrains des successions Cross et Campbell, réglementer le travail de nuit, réglementer l'enlèvement de la neige dans les ruelles privées et publiques, emprunts pour travaux publics, établissement d'une Cour Juvénile, expropriation si besoin est, finances et chemins, acquisition de rues et de ruelles, passer des règlements pour mettre des lumières sur les véhicules, faire des règlements pour le pavage des ruelles.

Verdun, le 10 octobre 1930.

Les avocats de la cité de Verdun,
5299—42-4 FAUTEUX & FAUTEUX.

Avis public est par les présentes donné que l'Hôpital Sainte-Justine, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi augmentant ses pouvoirs tels que décrétés par sa charte,

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that Alice Frances Dwane, of the City of Outremont, in the District of Montreal, wife separate as to property of James Richard Ross Elliott, Esquire, of the same place, and by her said husband duly authorized, will make an application to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session, for obtaining the adoption of a Law to increase the annuity payable under the terms of the Last Will and Testament of the late John Dwane, and for all other purposes.

Montreal, 15th October, 1930.

ALICE F. ELLIOTT,
5418—43-4 JAMES R. R. ELLIOTT.

Notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for permission to increase its borrowing powers by debentures.

Quebec, October 22, 1930.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
Secretary-Treasurer of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec. 5468—43-4

CITY OF VERDUN.

The City of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

Identification card for municipal election, regulation for deposit of materials on vacant lots, authorization for the City to accept cession of Streets from Estates Cross and Campbell, regulation of nightworks, regulation of snow removal on public and private lanes, loans for public works, establishment of a Juvenile Court, expropriation if there is any, finance and roads, acquisition of lanes and streets, regulation of lights on vehicles, and regulation of the paving of lanes.

Verdun, this 10th., day of October, 1930.

FAUTEUX & FAUTEUX,
5300—42-4 Attorneys for the City of Verdun.

Notice is hereby given that l'Hôpital Sainte-Justine, a body politic and corporate having its head office and principal place of business in the City of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to extend its powers as contained in its charter 8 Edward VII, chapter

Loi 8 Edouard VII, chapitre 137, et ses amendements 14 Georges V, chapitre 118, et 15 George V, chapitre 128, et plus spécialement augmentant son pouvoir d'acquérir et de posséder des immeubles pour son usage et son occupation jusqu'à concurrence d'une somme de deux millions de dollars.

Les procureurs de la requérante,
5353—42-4 LACOSTE & LACOSTE.

Avis est par les présentes donné que les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Arthur Roy, en son vivant gentilhomme, de la Cité d'Outremont, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi, aux fins de définir et augmenter leurs pouvoirs comme exécuteurs testamentaires de la dite succession et pour toutes autres fins concernant le testament du dit feu Arthur Roy.

Montréal, 7 octobre, 1930.

Les avocats des requérants,
5195—41-4 ST-GERMAIN & ST-GERMAIN.

137, as amended by 14 George V, chapter 118 and 15 George V, chapter 128, and more especially to increase its powers to acquire and possess immoveable for its own use and occupation to the extent of two millions of dollars.

LACOSTE & LACOSTE,
5354—42-4 Attorneys for applicant.

Notice is hereby given that the testamentary executors of the estate of the late Arthur Roy, in his lifetime gentleman, of the City of Outremont, will make an application to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for obtaining the adoption of a law, to determine and increase their powers as testamentary executors of the said estate and for all other purposes concerning the will of the said late Arthur Roy.

Montreal, October 7th, 1930.

ST-GERMAIN & ST-GERMAIN,
5196—41-4 Attorneys for Petitioners.

Département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries

Conformément à l'article 15, section V, du chapitre 84 des S.R.P.Q. (1925), avis est par la présente donné qu'une société Coopérative de pêcheurs a été constituée dans le comté de Gaspé, sous le nom de "La Société Coopérative des Pêcheurs de Petite-Madeleine", dont le principal bureau d'affaires est situé à Petite-Madeleine, comté de Gaspé.

Le Sous-Ministre de la Colonisation,
de la Chasse et des Pêcheries,
L.-A. RICHARD.

Québec, 21 octobre 1930. 5435

Department of Colonization, Game and Fisheries

In conformity with Article 15, Section V, Chapter 84 of the R.S.P.Q. (1925) notice is hereby given that a fishermen's cooperative association has been formed in the County of Gaspé, under the name of "The Petite Madeleine Fishermen's Cooperative Association" and that its principal place of business will be at Petite Madeleine, County of Gaspé.

L. A. RICHARD,
Deputy Minister of Colonization,
Game and Fisheries.

Quebec, October 21, 1930. 5436

Département des terres et forêts

AVIS D'AFERMAGE D'UNE CONCESSION FORESTIERE

Avis est par les présentes donné qu'un permis spécial d'exploitation forestière pour l'approvisionnement de scieries sera offert aux enchères, le douzième jour de novembre à l'hôtel du gouvernement, à Québec, à 10.30 a.m. et ce conformément aux dispositions de la loi, chap. 44, 45, 46 et 47 S. R. P. Q., 1925, des règlements du ministère des Terres et Forêts et de l'arrêté-du-Conseil 2345, du 15 novembre, 1925 et celui No 2136 du 2 octobre 1930.

Ce bloc de forêt est situé en partie dans les cantons de Beaudin, de Bourmont et de Diaz, occupant une partie du bassin supérieur de la rivière Kekek, affluent de la rivière Mégiscane et couvre environ 30 milles carrés, tel qu'indiqué sur le plan déposé au ministère des Terres et Forêts.

Comme ce bloc de forêt doit servir exclusivement pour l'approvisionnement d'une scierie c affermage sera sujet en sus des conditions ordinaires, à celles énumérées ci-après.

1. La durée du permis est limitée à vingt années, à compter de la date de l'affermage.

2. Durant cette période, le concessionnaire est tenu de faire renouveler son permis chaque année,

3. Le concessionnaire est censé avoir examiné

Department of Lands and Forests

NOTICE OF LEASE OF TIMBER LIMIT

Notice is hereby given that a special lumbering permit for the supply of sawmill will be offered at auction, on the twelfth day of November, 1930, at the Parliament building in Quebec, at half past ten o'clock a.m., and this in conformity with the provisions of the law, chapters 44, 45, 46 and 47 of the R. S. P. Q., 1925, of the regulations of the Department of Lands and Forests and of order in council 2345, of November 15th, 1929, and of the order in council No. 2136, dated October 2nd, 1930.

This block of timber is situated partly in townships of Beaudin, Diaz and Bourmont, occupying a part of the upper basin of Kekek river, a tributary of the Megiscan river and covers about thirty (30) square miles and as indicated on the plan fyled in the department of Lands and Forests.

Since this block of forest will serve exclusively or the supply of a sawmill, this lease shall be subject in addition to the ordinary conditions to those hereinafter enumerated:

1. The duration of such period shall be limited to twenty years from the date of the leasing.

2. During such period, the lessee must however, have this permit renewed each year.

3. The lessee shall be deemed to have fully

à fonds le territoire qu'il afferme et aucun des montants payés comme prime d'adjudication, etc., ne sera remboursé sous prétexte qu'il ne s'y trouve plus suffisamment de bois exploitable pour la durée du permis.

4. Dans un délai de dix-huit mois, le concessionnaire devra faire établir à la satisfaction du ministre les bornes de sa concession et c'est la superficie déterminée par cet arpentage qui seule servira pour le calcul final des sommes à payer comme prime d'adjudication et comme rente foncière annuelle.

5. La prime d'adjudication, fixée à $400.00 par mille carré, est payable en trois versements égaux; le premier tiers immédiatement après l'adjudication; le deuxième tiers douze (12) mois après l'adjudication et le dernier tiers, vingt-quatre (24) mois après l'adjudication; le tout avec intérêt, au taux de six (6) pour cent par an.

6. La rente foncière pour l'exercice en cours est payable immédiatement après l'adjudication.

7. En sus du paiement de la prime d'adjudication mentionnée dans le paragraphe 4 il y aura une enchère qui portera exclusivement sur le montant à payer en sus des droits de coupe en vigueur par mille pieds, mesure de planche, mais la première enchère sera d'au moins vigt-cinq (25) sous et chaque surenchère ne devra pas être moindre de dix (10) sous sur l'enchère précédente.

8. Les coupes de bois devront se faire suivant le programme d'exploitation, tracé chaque année par les officiers du Service Forestier en conformité avec le plan d'aménagement adopté pour cette concession.

9. Aucune coupe ne pourra être commencée sur les susdits terrains sans un avis adressé par le concessionnaire, par lettre recommandée au ministère et sans avoir reçu permission de celui-ci de commencer les travaux, et ce sous peine d'amende d'un ou de plusieurs droits de coupe additionnels.

10. Aucune exploitation forestière ne pourra être faite dans une zone mesurant cent pieds de profondeur de chaque côté des cours d'eau et autour des lacs, sans la permission expresse du ministère.

11. Le concessionnaire devra exploiter, avant aucun arbre vert, tous les arbres brûlés, renversés ou endommagés par les insectes ou les champignons.

12. Tous les arbres devront être abattus avant le premier de l'an car aucun travail d'abatage ne sera toléré avant la reprise des opérations de l'été suivant.

13. Tous les bois devront être exploités dans les houppiers jusqu'à quatre (4) pouces de diamètre, sinon une amende de $0.25 par houppier renfermant une bille de plus de huit pieds de longueur, sera imposée.

14. Les souches ne devront pas avoir une hauteur excédant un pied au-dessus du niveau du sol, sinon une amende de $0.25 par souche sera imposée.

15. Le concessionnaire ne peut placer ni faire déposer dans aucun ruisseau ou rivière ou cours d'eau aucun déchet, sciure de bois, produit chimique ou toute autre matière qui pourrait être préjudiciable aux personnes, au gibier ou au poisson.

16. Autour des campements et des dépôts de bois, de même que le long des chemins de fer, des chemins de halage et de portage ou en tous autres endroits, tous les déchets qui peuvent constituer une menace d'incendie, seront disposés de la façon et aux temps indiqués par le ministère et ce, aux frais du concessionnaire.

examined the territory which he leases and any of the amount paid as a bonus of adjudication, etc., shall not be returned under pretext that there is no longer sufficient marketable timber for the duration of the permit.

4. Within a delay of eighteen months, the lessee must have established to the satisfaction of the Minister the boundaries of his limit and it is the area determined by such survey which shall be used exclusively for the final calculation of the amount to be paid as bonus of adjudication and as annual ground rent.

5. The bonus of adjudication fixed at $400.00 per square mile shall be payable in three equal payments: the first third, immediately after adjudication; the second third, twelve (12) months after adjudication; and the last third, twenty four (24) months after adjudication. The whole with interest at the rate of (6%) six per cent per annum.

6. The ground rent for the current fiscal year, shall be payable immediately after adjudication.

7. In addition to the payment of the bonus of adjudication mentioned in the paragraph 4, there shall be a bid which shall bear exclusively on the amount to be paid in addition to the stumpage dues in force per thousand feet, board measure, but the first bid must never be less than twenty five cents ($0.25) and every overbid must not be less than ten cents ($0.10) over the preceding bid.

8. The cuts of timber must be made according to the lumbering program made out each year by the officers of the Forest Service in conformity with the working plan adopted for said limit.

9. No cut of timber shall be commenced on the aforesaid lands without a notice by registered letter addressed by the lessee to the Department without having received permission from the latter to commence work, and such under penalty of a fine of one or more additional stumpage dues.

10. No lumbering operations shall be carried on in any zone measuring one hundred feet in depth from each side of the water-courses and around lakes without the express permission of the Department.

11. Before any green timber may be cut, the lessee must exploit the fire-killed trees and windfalls as well as those affected by insects or fungi.

12. All trees must be felled before the first of the year, for no felling of trees shall be tolerated before the beginning of the following summer's operation.

13. All timber must be removed in the tops up to four (4) inches in diameter, if not, a fine of $0.25 per top containing a lot of more than eight feet in length shall be imposed.

14. The stumps must not exceed one foot in height above the level of the soil, if not, a fine of $0.25 per stump shall be imposed.

15. The lessee must not place or have deposited in any stream or river or watercourse any waste sawdust, chemical products or any other matter which may be prejudicial to persons, game or fish.

16. Around the camps and skidways and along railways, hauling and portage roads or in any other places, all the waste which may constitute a fire menace shall be disposed of in the manner and at the time indicated by the Department, and such at the expenses of the lessee.

17. Tous les bois coupés devront être empilés et aucune bille ne pourra être charroyée avant que le mesurage n'en ait été fait, par les mesureurs du gouvernement.

18. Tous les bois exploités seront mesurés par les officiers du gouvernement. Les honoraires indiqués par le ministre des Terres et Forêts pour les frais de cette opération seront exigibles en sus et en même temps que les droits de coupe.

19. La protection des terrains affermés sera faite exclusivement par les officiers du gouvernement, suivant les dispositions de l'article 134, chap. 44, S. R. P. Q., 1925.

20. Le concessionnaire devra débiter tous les bois provenant de sa concession dans une scierie qui sera installée soit dans la concession soit à proximité de celle-ci.

21. Il est interdit, sous peine d'annulation de ce permis de coupe: 1. de le transférer à d'autres personnes, sans la permission du ministère; 2. d'employer le bois de cette concession pour toute fin autre que celle de la fabrication des bois de sciages.

22. La garantie, fixée à trois mille cinq cents piastres ($3,500.00) sera conservée jusqu'à un an après la mise en marche de la scierie construite pour utiliser les bois coupés en vertu de ce permis, et pourvu que le concessionnaire ait alors fidèlement rempli toutes ses obligations, cette garantie pourra lui être remise.

23. A l'expiration de la période de vingt années fixées pour la durée de ce permis, toutes les améliorations faites, de même que toutes les constructions érigées sur la concession, deviendront automatiquement la propriété du gouvernement sans autres formalités et le gouvernement en prendra possession et contrôle sans aucun recours par le concessionnaire.

24. Pour empêcher que ces terrains ne soient détenus en spéculation en plus de la rente foncière, il sera exigé un montant égal aux droits de coupe sur une quantité de 10,000 p.m.p. pour chaque et tout mille carré de terrain détenu en vertu du dit permis et ce, pour chaque année que la concession ne sera pas exploitée ou que l'exploitation n'aura pas atteint le minimum fixé plus haut.

25. Le gouvernement se réserve le droit de disposer à son gré des forces hydrauliques situées dans les territoires forestiers présentement affermés. Il se réserve le même droit pour tous les terrains nécessaires à l'exploitation, au développement et à la transmission de ces forces.

26. Toute personne désirant la mise à l'enchère de ce permis spécial pour scierie devra déposer entre les mains du ministre des Terres et Forêts un montant de trois mille cinq cents piastres ($3,500.00) à titre de garantie consistant, soit en un chèque accepté, soit en débenture de la province, qu'il transmettra en même temps que sa demande par écrit pour obtenir la dite mise à l'enchère. Toute autre personne ou compagnie désirant se porter acquéreur de ce même permis d'exploitation devra aussi faire un dépôt en garantie du même montant le ou avant 5 hrs p.m., le huit novembre 1930.

27. Il est bien entendu que chaque dépôt en garantie sera confisqué si, lors de l'affermage, le requérant ne met pas une enchère tel que mentionné dans la condition 7 ci-dessus, ou, si étant l'adjudicataire, il ne se conformait point aux conditions de l'affermage.

Le ministre des Terres et Forêts,

5227—41-5 HONORE MERCIER.

17. All the timber cut must be piled and no log shall be taken away before being scaled by the Government scalers.

18. All timber cut shall be measured by Government officiers. The fees indicated by the Department of Lands and Forests for the expense of such operations shall be exigible in addition to and at the same time as the stumpage dues.

19. The protection of leased lands shall be made exclusively by the officers of the Government according to the provisions of article 134, chapter 44, R. S. P. Q., 1925.

20. The lessee must manufacture all the timber derived from his limit in a sawmill which shall be erected either on the limit or in proximity thereto.

21. It shall be forbidden under penalty of the cancellation of such permit to cut: 1. to transfer it to other persons without the permission of the Department; 2. to employ the timber from such limit for any other purpose than that of the manufacture of sawn lumber.

22. The guarantee fixed at $3,500.00 will be kept until the sawmill which must be erected to utilize the timber cut in accordance with this permit, has been in operation for at least a year; provided the lessee has complied fully with all the obligations of his lease then the minister may decide if this guarantee will be reimbursed or not.

23. At the expiration of the period of the twenty years fixed for the duration of the said permit, all the improvements made as well as all the structures erected on the limit shall automatically become the property of the Government without other formalities and the Government shall take possession and control thereof without any recourse by the lessee.

24. To prevent the said lands being held for speculation in addition to the ground rent an amount equal to the stumpage dues shall be exacted on a quantity of 10,000 ft b.m. for each and every square mile of land held under the said permit and such, for each year that the limit shall not be operated or that the operations shall not attain the above fixed minimum.

25. The Government reserves the right to dispose at its option of the water powers situated in the said leased timber territory. It reservese the same right in all the lands necessary for the operation, development and transmission of such powers.

26. Any person desiring to obtain the putting up at auction of this special permit for sawing, must deposit with the Minister of Lands and Forests, an amount of $3,500.00 for the guarantee of this timber limit, such guarantee consisting either of an accepted cheque or bonds of the Province, which he shall transmit at the same time as his written application to obtain the said auction. Any other person or company desiring to become a purchaser of such lumbering permit must make in the same manner a deposit of the the same amount and of the same hature on or before 5 o'clock p.m., the eight of November, 1930.

27. It is quite understood that any deposit as security shall be confiscated if, at the time of the lease, the applicant does not make a bid as mentioned in the herabove condition 7, or if being the purchaser, he should not comply with the conditions of the lease.

HONORE MERCIER,

5228—41-5 Minister of Lands and Forests.

Ministère de l'agriculture

Liste additionnelle de paroisses où les ours causent des dommages et qui peuvent bénéficier de la prime accordée pour la destruction des ours:

Chicoutimi: Saint-Alexis-de-Grande-Baie.
Sainte-Anne.

Le Chef, Industrie Animale,
S.-J. CHAGNON.

Québec, le 18 octobre 1930. 5409

Department of Agriculture

Additional list of parishes where bears cause damage and which may benefit by the bounty offered for the destruction of bears:

Chicoutimi: Saint Alexis de Grande Baie.
Sainte Anne.

S. J. CHAGNON,
Chief of Livestock Industry.

Quebec, October 18, 1930. 5410

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 634. Dame Joséphine Dusseault, épouse de Joseph Southière, de la cité de Granby, district de Bedford, demanderesse; vs le dit Joseph Southière, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14ième jour d'octobre 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
PROVOST & GAUDET.

Sweetsburg, 15 octobre 1930. 5411—43-4

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No B-73298. Dame Dalia, dite Yvonne Lachapelle, épouse d'Ovila Marcil, journalier, de la cité et du district de Montréal, a intenté à son époux une action en séparation de biens.

Le procureur de la demanderesse,
5413—43-4 LOUIS DINER.

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 632. Dame Lilian-J.-S. Sanborn, épouse commune en biens de Herbert-O. Sanborn, cultivateur, du canton de Brome, dans le district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Herbert-O. Sanborn, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 11ième jour d'octobre 1930.

Sweetsburg, Qué., 17 octobre 1930.

Le procureur de la demanderesse,
5415—43-4 R. F. STOCKWELL.

Province de Québec, District de Saint-François, No. 929, Cour Supérieure, Dame Antoinette Rouillard, épouse de J.-Alphonse Roy, de Windsor, district de Saint-François, dûment autorisée, demanderesse; vs Le dit J.-Alphonse Roy, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3 octobre 1930.

Sherbrooke, 12 octobre, 1930.

Le procureur de la demanderesse,
5465—43-4 CESAIRE GERVAIS.

Cour Supérieure, district de Joliette, No 3184. Dame Elisabeth Levesque, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph Desroches, cultivateur, de Saint-Calixte de Kilkenny, dans le district de Joliette, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph Desroches, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-troisième jour de septembre 1930.

Joliette, 25 septembre 1930.

Les avocats et procureurs de la demanderesse,
LADOUCEUR, TELLIER & TELLIER.

5303—42-4

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 634. Dame Josephine Dusseault, wife of Joseph Southière, of the city of Granby, district of Bedford, plaintiff; vs The said Joseph Southière, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 14th day of October, 1930.

PROVOST & GAUDET,
Attorneys for plaintiff.

Sweetsburg, October 15, 1930. 5412—43-4

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. B-73298. Dame Dalia, dite Yvonne Lachapelle, wife of Ovila Marcil, labourer, of the City and District of Montreal, has sued her husband in separation as to property.

LOUIS DINER,
5414—43-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 632. Dame Lilian J. S. Sanborn, wife common as to property of Herbert O. Sanborn, farmer, of the township of Brome, in the district of Bedford, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Herbert O. Sanborn, defendant.

An action in separation of property was instituted in this cause the 11th day of October, 1930.

Sweetsburg, Que., October 17th, 1930.

R. F. STOCKWELL,
5416—43-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 929, Superior Court. Dame Antoinette Rouillard, wife of J. Alphonse Roy, of Windsor, district of Saint Francis, duly authorized, plaintiff; vs the said J. Alphonse Roy, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 3rd of October, 1930.

CEZAIRE GERVAIS,
5466—43-4 Attorney for plaintiff.

Superior Court, district of Joliette, No. 3184. Dame Elisabeth Levesque, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Desroches, farmer, of St. Calixte de Kilkenny, in the district of Joliette, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Desroches, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty third day of September, 1930.

Joliette, September 25, 1930.

LADOUCEUR, TELLIER & TELLIER,
Advocates and Attorneys for plaintiff.

5304—42-4

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No A-54820, (In Forma Pauperis). Dame Bessie Bell, épouse commune en biens de Harry Nadler, ajusteur, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Harry Nadler, ajusteur, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5e jour de juillet 1930.

Montréal, le 11 octobre 1930.

Le procureur de la demanderesse,

5311—42-4 ADOLPHE GARDNER.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No C-74300. Dame Marie-Jeanne Levert, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens d'Aldéric Ouellette, boucher, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Aldéric Ouellette, boucher, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le neuvième jour d'octobre mil neuf cent trente.

Montréal, 14 octobre 1930.

Le procureur de la demanderesse,

5315—42-4 C.-H. LALONDE.

Province de Québec, District de Trois-Rivières, Cour Supérieure, No 731. Dame Blandine Moreau, des cité et district de Trois-Rivières, épouse commune en biens de Victor Gagnon, contremaître, du même endroit, demanderesse; vs Ledit Victor Gagnon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15 octobre, 1930.

Trois-Rivières, 15 octobre, 1930.

Les procureurs de la demanderesse,

5355—42-4 DUPLESSIS, LANGLOIS & LAMOTHE.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No C-74050. Dame Ardelise Pilon, de la Cité et du District de Montréal, épouse de Donat Hainault, alias Hunault, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Donat Hainault alias Hunault, défendeur.

Une action en separation de biens a été instituée en cette cause, le 25ème jour de septembre 1930.

Montréal, 2 octobre 1930.

Le procureur de la demanderesse,

5151—41-4 GUSTAVE ADAM.

Province de Québec, district de Saint-François, No 796. Dame Marie-Anna Mercier, épouse de Désiré Dubois, journalier, de Windsor Mills, dit district, dûment autorisée aux présentes, demanderesse, et ledit Désiré Dubois, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 27 août 1930.

Sherbrooke, 2 octobre 1930.

Les procureurs de la demanderesse,

5153—41-4 VERRET & DESILETS.

Province de Québec, district de Saint-François, No 797. Dame Eugénie St-James, épouse de Wellie Dion, cultivateur, de Springhill, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, et ledit Wellie Dion, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21 août 1930.

Sherbrooke, 2 octobre 1930.

Les procureurs de la demanderesse,

5155—41-4 VERRET & DESILETS.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. A-54820, (In Forma Pauperis). Dame Bessie Bell, wife common as to proprety of Harry Nadler, trimmer, of the City and District of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Harry Nadler, trimmer, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 5th day of July, 1930.

Montreal, October 11th, 1930.

ADOLPHE GARDNER,

5312—42-4 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. C-74300. Dame Marie Jeanne Levert, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Aldéric Ouellette, butcher, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Aldéric Ouellette, butcher, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this 9th day of October, 1930.

Montreal, October 14th, 1930.

C. H. LALONDE.

5316—42-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Three Rivers, Superior Court, No 731. Dame Blandine Moreau, of the city and district of Three Rivers, wife of Victor Gagnon, foreman, of Three Rivers, plaintiff; vs The said Victor Gagnon, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 15th of October 1930.

Three Rivers, 15th October, 1930.

DUPLESSIS, LANGLOIS & LAMOTHE,

5356—42-4 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. C-74050. Dame Ardelise Pilon, of the city and district of Montreal, wife of Donat Hainault alias Hunault, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Donat Hainault alias Hunault, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 25th day of September, 1930.

Montreal, October 2, 1930.

GUSTAVE ADAM,

5152—41-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of St. Francis, No. 796. Dame Marie Anna Mercier, wife of Desire Dubois, laborman, of Windsor Mills, said district, duly authorized, plaintiff, and the said Desire Dubois, defendant.

An action for a separation as to property has been instituted on the 27 of August, 1930.

Sherbrooke, September 2nd, 1930.

VERRET & DESILETS,

5154—41-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of St. Francis, No. 797. Dame Eugenie St-James, plaintiff, wife of Wellie Dion, farmer, of Sprinhill, said district, duly authorized, and the said Wellie Dion, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 21st of August, 1930.

Sherbrooke, October 2nd, 1930.

VERRET & DESILETS,

5156—41-4 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, No 885, Cour Supérieure, Dame Rose-Anna Simard, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse de Damien Martel, bourgeois, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, demanderesse; vs Damien Martel, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dix-huitième jour de septembre mil neuf cent trente.

Sherbrooke, 25 septembre 1930.

Les procureurs de la demanderesse,

5035—40–4 FOREST & LEBLANC.

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis, No. 885, Superior Court, Dame Rose-Anna Simard, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff; vs Damien Martel, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on the eighteenth day of September, one thousand nine hundred and thirty.

Sherbrooke, September 25th, 1930.

FOREST & LEBLANC,

5036—40–4 Attorneys for plaintiff.

Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No C-68494. Dame Rosamund C. Little, épouse commune en biens de Clarence-A. Tucker, ci-devant failli, et résidant à Saint-Vincent de Paul, dans le district de Montréal, demanderesse; vs Ledit Clarence-Arthur Tucker, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le quinzième jour de juillet 1930.

Montréal, le 9ème jour d'octobre 1930.

Les procureurs de la demanderesse,

FOSTER, PLACE, HACKETT, MULVENA,

5305—42–4 HACKETT & FOSTER.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour Supérieure, No 732. Edwin-Sylvester Hartson, du village de Ayer's Cliff, canton de Stanstead, province de Québec, commis, demandeur; vs Dame Gertrude-Erien-Sumberoy Hartson, autrefois des mêmes lieux, et présentement de la cité de Saint-Johnsbury, dans l'état du Vermont, l'un des Etats-Unis d'Amérique, épouse commune en biens du dit Edwin-Sylvester Hartson, défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le vingt-quatrième jour de juillet 1930.

Daté à Sherbrooke, ce dixième jour d'octobre 1930.

Les procureurs du demandeur,

5307—42–4 WELLS & LYNCH.

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 630. Dame Maude Owens, du village de Brome, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Charles-E. Rhicard, cultivateur, du même endroit, demanderesse; vs ledit Charles-E. Rhicard, défendeur.

Une action en sépraration de corps et de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, au village de Sweetsburg, le 8 octobre 1930.

Sweetsburg, Qué., 9 octobre 1930.

Le procureur de la demanderesse,

5309—42–4 R.-F. STOCKWELL.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, Cour Supérieure, No 655, (1930). Alida Charpentier, épouse en communauté de biens de Elzéar Dupont, cultivateur, de la paroisse de la Visitation de la Pointe du Lac, district des Trois-Rivières, dûment autorisée à instituer la présente procédure, et actuellement domiciliée

Actions for separation as to bed and board

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. C-68494. Dame Rosamund C. Little, wife common as to property of Clarence A. Tucker, heretofore bankrupt, and residing at St. Vincent de Paul, in the district of Montreal, plaintiff; vs the said Clarence Arthur Tucker, defendant.

An action as to separation as to bed and board was instituted in this cause on the 15th day of July, 1930.

Montreal, 9th October, 1930.

FOSTER, PLACE, HACKETT, MULVENA,

HACKETT & FOSTER,

5306—42–4 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis, Superior Court, No. 732. Edwin Sylvester Hartson, of the village of Ayer's Cliff, township of Stanstead, Province of Quebec, clerk, plaintiff; vs Dame Gertrude Erien Sumberoy Hartson, formerly of the same place and presently of the city of St. Johnsbury, in the State of Vermont, of the United States of America, wife common as to property of the said Edwin Sylvester Hartson, defendant.

An action for separation from bed and board and as to property has been instituted in this case the twenty fourth day of July, 1930.

Dated at Sherbrooke, this tenth day of October, 1930.

WELLS & LYNCH,

5308—42–4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, No. 630, Superior Court. Dame Maude Owens, of the village of Brome, in the district of Bedford, wife common as to property of Charles E. Rhicard, farmer, of the same place, plaintiff; vs the said Charles E. Rhicard, defendant.

An action for separation as to bed and board and for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, in the village of Sweetsburg, on the 8th day of October, 1930.

Sweetsburg, Que., October 9th, 1930.

R. F. STOCKWELL,

5310—42–4 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 655, (1930). Alida Charpentier, wife common as to property of Elzear Dupont, farmer, of the parish of La Visitation de la Pointe du Lac, district of Three Rivers, duly authorized to institute the present proceedings, and actually residing at No. 32A

au numéro 32A, de la rue Ste-Marie, Trois-Rivières, demanderesse; vs Elzéar Dupont, cultivateur, de la paroisse de la Visitation de la Pointe du Lac, district des Trois-Rivières, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 15 septembre 1930.

Trois-Rivières, 3 octobre 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
5147—41-4 LAJOIE, LAJOIE & PINSONNAULT.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No E-76208. Dame Anne Labonté, épouse commune en biens de Henri Fauchert, dûment autorisée à ester en justice, par jugement de l'honorable juge Boyer, le premier octobre 1930, à instituer ces procédures, demanderesse; vs Henri Fauchert, de lieux inconnus, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée ce premier jour d'octobre 1930, et le défendeur est sommé de comparaître, dans un délai d'un mois.

Montréal, le premier octobre 1930.

Le procureur de la demanderesse,
5149—41-4 JOS.-A. BUDYK.

Avis divers

ST-PAUL DE MILLE VACHES

Avis pubic est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que par une résolution passée le huitième jour de septembre 1930, ce conseil transmettra au Lieutenant-Gouverneur, une demande pour que le nom de notre municipalité St-Paul de Mille-Vaches, soit changé en celui de "St-Paul du Nord" et que tous ceux qui auront des plaintes à faire valoir contre cette demande devront, avant l'expiration des dits trente jours de la publication de cet avis, en saisir le ministre des affaires municipales.

Donné ce 12ème jour d'octobre 1930.

Le secrétaire-trésorier,
5429 J.-M. PIUZE.

Bureaux-chef

"ALDERSON & MACKAY, INCORPORATED"

Canada, Province de Québec, district de Montréal.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Alderson & Mackay, Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes de Québec, le premier jour d'octobre 1930, a établi son bureau-chef à Chambre No 1108 Dominion Square Building, Montréal.

A compter et après la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce quinzième jour d'octobre 1930.

Le secrétaire-trésorier,
5419 WM. PATERSON.

Ste. Marie St., in the City of Three Rivers, plaintiff; vs Elzear Dupont, farmer, of the parish of La Visitation de la Pointe du Lac, district of Three Rivers. defendant.

An action for separation from bed and board has been instituted in the present case, on September the 15th, 1930.

Trois-Rivières, October the 3rd, 1930.

LAJOIE, LAJOIE & PINSONNAULT,
5148—41-4 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. E-76208. Dame Anne Labonté, wife common as to property of Henri Fauchert, duly authorized to *ester en justice*, by judgment of Hon. Justice Boyer, of the 1st of October, 1930, to institute these proceedings, plaintiff; vs Henri Fauchert, of parts unknown, defendant.

An action in separation as to bed and board and as to property has been instituted this 1st day of October, 1930, and the defendant is ordered to appear within one month's delay.

Montreal, October 1st, 1930.

JOS. A. BUDYK.
5150—41-4 Attorney for plaintiff.

Miscellaneous Notices

ST. PAUL DE MILLE VACHES

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality that by a resolution passed the eighth day of September, 1930, the Council shall transmit a petition to the Lieutenant-Governor to have the name of our municipality of "St. Paul de Mille Vaches", changed to that of "St. Paul du Nord", and that all those who have complaints to make against the said petition must notify the Minister of Municipal Affairs before the expiration of the said thirty days of the publication of such notice.

J. M. PIUZE,
5430 Secretary-Treasurer.

Chief Offices

"ALDERSON & MACKAY, INCORPORATED"

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that "Alderson & Mackay, Incorporated", incorporated by Quebec Letters Patent, on the 1st day of October, 1930, has established its office at Room No. 1108 Dominion Square Building, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 15th day of October, 1930.

WM. PATERSON,
5420 Secretary-Treasurer.

Province de Québec, district de Montréal.

Avis public est, par les présentes, donné que la compagnie "Canadian Silver Black Fox, Limited, incorporée par lettres patentes de la province de Québec, en date du 6 octobre 1930, a son siège social au No 354 de la rue Sainte-Catherine-Est, en la cité de Montréal.

Le secrétaire,
5421 ADRIEN JOANNETTE.

Canada, Province de Québec, District de Québec, In re: la Compagnie "Lucien Côté, Incorporée",

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Lucien Côté, Incorporée", a été constituée en corporation par lettres patentes en date du 16ième jour de juillet 1930.

La dite compagnie "Lucien Côté, Incorporée", aura son bureau principal en la cité de Québec, édifice de la Banque Canadienne Nationale, au No 72 de la rue Saint-Pierre, en la dite cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau en la cité de Québec.

Donné à Québec, ce 17ième jour d'octobre 1930.

Le président,
5423 LUCIEN COTÉ.

Avis est donné que le bureau principal de la Compagnie a être connue sous le nom de "United Hotel Service Corporation.—Corporation du Service Unifié des Hôtels", ci-devant "United Hotel Service of the Province of Quebec, Incorporated" "Le Service Unifié des Hôtels de la Province de Québec, Incorporée", sera à l'immeuble du Carré Dominion, Chambre 316 en les cité et district de Montréal, en vertu d'une résolution adoptée à une assemblée spéciale des actionnaires de la Compagnie, tenue à Montréal, le 20 août 1930.

Montréal, 15 septembre 1930.

Le procureur de la requérante,
5437 JULES PRIEUR.

Province of Quebec, District of Montreal.

Public notice is hereby given that the company "Canadian Silver Black Fox, Limited", incorporated under letters patent of the province of Quebec, dated October 6th, 1930, has its head office at No. 354 Ste. Catherine Street East, in the city of Montreal.

ADRIEN JOANNETTE,
5422 Secretary.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. In re: the company "Lucien Côté, Incorporée".

Notice is hereby given that the company "Lucien Côté, Incorporée", has been incorporated by letters patent dated the 16th day of July, 1930.

The said company "Lucien Côté, Incorporée", shall have its principal place of business in the city of Quebec, the Banque Canadienne Nationale Building, No. 71 St. Peter Street, in the said city of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office in the city of Quebec.

Given at Quebec, this 17th day of October, 1930.

LUCIEN COTÉ,
5424 President.

Notice is hereby given that the head office of the company to be known under the name of "United Hotel Service Corporation.—Corporation du Service Unifié des Hôtels", heretofore "United Hotel Service of the Province of Quebec, Incorporated" "Le Service Unifié des Hôtels de la Province de Québec, Incorporée", shall be in Dominion Square Building, Room 316, in the City and District of Montreal, in virtue of a resolution adopted at a special meeting of the shareholders of the company, held at Montreal, on the 20th of August, 1930.

Montreal, September 15, 1930.

JULES PRIEUR,
5438 Attorney for the petitioner.

Charte:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Montreal City Central Corporation", constituée en corporation par lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'avril 1926.

Avis est de plus donné qu'à compter du dix-huitième jour d'octobre, 1930, la compagnie "Montreal City Central Corporation", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'octobre, 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5407 ALEXANDRE DESMEULES.

Charter:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, has been pleased to accept the surrender of the charter of the "Montreal City Central Corporation", incorporated by letters patent dated the twenty third day of April, 1926.

Notice is also given that from and after the eighteenth day of October, 1930, the "Montreal City Central Corporation", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of October, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
5408 Acting Assistant Provincial Secretary.

ERRATUM

Re: Cercle agricole de la paroisse de Sainte-Rite, à la page 3445 de la *Gazette Officielle de Québec*, en date du 11 octobre 1930, partout où se lit: paroisse de Sainte-Rita, lire: paroisse de Sainte-Rite. 5485

ERRATUM

Re: Farmers' Club of the parish of Sainte Rite, on page 3445 of the *Quebec Official Gazette*, dated October 11th, 1930, everywhere there is: parish of Sainte Rita, read: parish of Sainte Rite. 5486

Minutes de notaire

Québec, le 14 octobre 1930.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Jean-Baptiste Moussette, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Tite de Champlain, district des Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. L.-Ernest Germain, en son vivant, notaire, de Saint-Stanislas de Champlain, même district.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.

5319—42-5

Notarial Minutes

Quebec, October 14, 1930.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Jean-Baptiste Moussette, notary public, residing and practising in St. Tite de Champlain, district of Trois-Rivières, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of M. L. Ernest Germain, in his lifetime notary, of St. Stanislas de Champlain, same district.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.

5320—42-5

Ratification de titres

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 160. En Vertu de l'Acte des Liquidations. Dans l'affaire de: "Excelsior Hats, Limited", en liquidation, Iberville, Québec.

Avis est donné que les documents suivants ont été déposés entre les mains de L.-P. Lortie, C. A., C. P. A., 354, rue Sainte-Catherine Est, à Montréal, en sa qualité de liquidateur de "Excelsior Hats, Limited":

Le certificat du régistrateur et une copie de l'acte de vente passé devant Mtre Grégoire Guillet, notaire, le 26 septembre 1930, sous le numéro 13,808 de ses minutes, à savoir:

Vente par Louis-Philippe Lortie, es-qualité, à L.-Arsène Prairie, des immeubles suivants:

Un lot de terre situé en la ville d'Iberville, comté d'Iberville, étant connu et désigné sous le numéro trois cent cinq (305) des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville, comté d'Iberville—avec les bâtisses sus-érigées et toutes les machines et machineries détaillées et désignées en la liste contenue au jugement rendu par l'Honorable Juge Jean-J. Denis, le 17 juillet 1930; le dit jugement déclarant et stipulant expressément que toutes les dites machines et machineries sont immeubles par destination et font partie intégrante des dites bâtisses et du dit lot cadastral No 305 de la ville d'Iberville, et des bâtisses sus-érigées.

Tel que le tout se trouve, dont l'acquéreur se déclare satisfait; les titres que le liquidateur a en mains, seront remis à l'acquéreur.

Les dits immeubles appartenaient à la dite "Excelsior Hats, Limited" en liquidation, aux termes de l'acte suivant, savoir:

Contrat de cession par la ville d'Iberville à "Excelsior Hats, Limited", passé devant Mtre Grégoire Guillet, notaire, le 10 novembre 1920, enregistré à Iberville, sous le numéro 45,520.

La requête du liquidateur pour faire confirmer la susdite vente sera présentée à la Cour Supérieure du district de Montréal, dans la salle d'audience No 31, au Palais de Justice à Montréal, le 12 novembre 1930, à 10.30 heures du matin ou aussitôt que la cause pourra être entendue.

Tout créancier de la compagnie en liquidation, et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur les immeubles ci-haut vendus devra produire, entre les mains du soussigné, sa

Confirmation of titles

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 160. In virtue of the Winding up Act. In the matter of "Excelsior Hats, Limited", in liquidation, Iberville, Quebec.

Notice is given that the following documents have been deposited with L. P. Lortie, C. A., C. P. A., 354, Sainte Catherine Street East, Montreal, in his quality of liquidator of the "Excelsior Hats, Limited":

The registrar's certificate and a copy of the deed of sale passed before Mtre George Guillet, notary, on the 26th. of September, 1930, under number 13,808 of his minutes, to wit:

Sale by Louis Philippe Lortie, *es-qualité*, to L. Arsene Prairie, of the following immovables:

A lot of land situate in the Town of Iberville, County of Iberville, being known and designated under number three hundred and five (305) on the official plan and book of reference for the said Town of Iberville, County of Iberville—with the buildings thereon erected and all the machines and machinery detailed and designated on the list held when judgment was rendered by the Honourable Judge Jean J. Denis, on July 17th., 1930; the said judgment declaring and stipulating expressly that all the said machines and machinery are immovables by destination and form an integrant part of the said buildings and of the said cadastral lot No. 305 of the Town of Iberville and the buildings thereon erected.

As the whole actually exists, and with for which the purchaser declares himself satisfied; the titles which the liquidator has on hand, shall be remitted to the purchaser.

The said immovables belonged to the said "Excelsior Hats, Limited", in liquidation, under the terms of the following deed, to wit:

Deed of conveyance by the Town of Iberville to "Excelsior Hats, Limited", passed before Mtre Gregoire Guillet, notary, on November 10th., 1920, registered at Iberville, under number 45,520.

The liquidator's petition to have the aforesaid sale confirmed shall be presented in the Superior Court for the District of Montreal, in Court room No. 31 of the Court House at Montreal, on November 12th., 1930, at 10.30 o'clock in the forenoon or as soon as the case may be heard.

Any creditor of the company in liquidation, and any person having hypothecary or real rights upon the hereabove sold immovables must file, with the undersigned, his duly sworn claim,

réclamation dûment assermentée, dans les six jours qui suivent la date fixée pour la présentation de la requête pour confirmer la susdite vente.

Tout créancier de la compagnie en liquidation, et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur les immeubles vendus, ont le droit d'offrir une ou plusieurs surenchères sur le prix d'achat porté dans l'acte de vente ci-haut mentionné et suivant les dispositions des paragraphes 9 et suivants du chapitre 277, des Statuts Refondus de la province de Québec, 1925.

Le liquidateur,
L.-P. LORTIE, C. A., C. P. A.

Bureau de:
Lortie, Dufresne & Cie,
Comptables Publics Licenciés,
354 est rue Sainte-Catherine,
Montréal. 5203—41-2

within six days following the date fixed for the presentation of the petition to confirm the aforesaid sale.

Any creditor of the company in liquidation, and any person having hypothecary or real rights upon the immovables sold are entitled to offer an increase over the purchase price mentioned in the deed of sale hereabove mentioned and according to the provisions of paragraph 277, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925.

L. P. LORTIE, C. A., C. P. A.,
Liquidator.

Office of:
Lortie, Dufresne & Cie,
Chartered Public Accountants,
354, Sainte Catherine Street East,
Montreal. 5204—41-2

Soumissions

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières. La Commission Scolaire de la Cité des Trois-Rivières.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Ecoles pour la cité des Trois-Rivières, recevront jusqu'à mercredi, le 12 novembre 1930, à 4 heures p.m., au bureau du soussigné, No 4 de la rue Hart, en la cité des Trois-Rivières, des soumissions écrites cachetées et endossées "Soumission pour Débentures".

Ces débentures ou obligations au montant global de $12,000.00, par coupures au choix de l'acquéreur, sont datées du premier novembre 1930, payables dans la province de Québec, par séries de versements annuels. L'intérêt au taux de 5% par année, payable semi-annuellement au bureau de la Banque de Montréal, en la cité des Trois-Rivières, ou en la cité de Montréal, ou en la cité de Québec, les premiers mai et novembre.

Les séries de versements annuels sont payables comme suit:

1er nov.	1931	$100.00	1er nov.	1946	$ 400.00	1st Nov.	1931	$100.00	1st Nov.	1946	$ 400.00
1 " "	1932	100.00	1 " "	1947	400.00	1 " "	1932	100.00	1 " "	1947	400.00
1 " "	1933	100.00	1 " "	1948	400.00	1 " "	1933	100.00	1 " "	1948	400.00
1 " "	1934	100.00	1 " "	1949	400.00	1 " "	1934	100.00	1 " "	1949	400.00
1 " "	1935	100.00	1 " "	1950	400.00	1 " "	1935	100.00	1 " "	1950	400.00
1 " "	1936	200.00	1 " "	1951	500.00	1 " "	1936	200.00	1 " "	1951	500.00
1 " "	1937	200.00	1 " "	1952	500.00	1 " "	1937	200.00	1 " "	1952	500.00
1 " "	1938	200.00	1 " "	1953	500.00	1 " "	1938	200.00	1 " "	1953	500.00
1 " "	1939	200.00	1 " "	1954	500.00	1 " "	1939	200.00	1 " "	1954	500.00
1 " "	1940	200.00	1 " "	1955	500.00	1 " "	1940	200.00	1 " "	1955	500.00
1 " "	1941	300.00	1 " "	1956	500.00	1 " "	1941	300.00	1 " "	1956	500.00
1 " "	1942	300.00	1 " "	1957	1,000.00	1 " "	1942	300.00	1 " "	1957	1,000.00
1 " "	1943	300.00	1 " "	1958	1,000.00	1 " "	1943	300.00	1 " "	1958	1,000.00
1 " "	1944	300.00	1 " "	1959	1,000.00	1 " "	1944	300.00	1 " "	1959	1,000.00
1 " "	1945	300.00	1 " "	1960	1,000.00	1 " "	1945	300.00	1 " "	1960	1,000.00

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'émission. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution du contrat, sans intérêt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

Les dits Commissaires d'Ecoles seront en mesure de livrer les susdites obligations dès après leur impression, l'acquéreur devant en prendre possession sur avis.

Les soumissions seront prises en considération à l'assemblée de la Commission, qui sera tenue le

Tenders

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières. The School Commission of the City of Trois-Rivières.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the City of Trois-Rivières, will receive, until Wednesday, the 12th of November, 1930, at 4 o'clock p. m., at the office of the undersigned, No. 4 Hart Street, in the City of Trois-Rivières, written sealed tenders endorsed "Tender for Debentures".

Such debentures or bonds for a total amount of $12,000.00 in denominations at the option of the purchaser, shall be dated the first of November, 1930, payable in the Province of Quebec, serially in annual payments. Interest at the rate of 5% per annum, payable semi-annually at the office of the Bank of Montreal, in the city of Trois-Rivières or in the city of Montreal, or in the city of Quebec, on the first day of May and November.

The series of Annual payments are payable as follows:

The tenders must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the issue. The cheque of the tenderer whose offer shall have been accepted shall be returned to him after the execution of the contract, without interest.

The interest outstanding on the bonds must be added to the price offered at the time of their delivery.

The said School Commissioners shall be able to deliver the aforesaid bonds immediately after the printing thereof, the purchaser taking possession of the same upon notice.

The tenders shall be taken into consideration at a meeting of the Commission, which shall be

12 novembre 1930, mercredi, à huit heures du soir ou à un ajournement de cette séance.

La Commission ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Trois-Rivières, Qué., le 22 octobre 1930.

Le secrétaire-trésorier,

5469 J.-U. GREGOIRE.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières. La Commission Scolaire de la Cité des Trois-Rivières.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Ecoles pour la cité des Trois-Rivières, recevront jusqu'à mercredi, le 12 novembre 1930, à 4 heures p.m., au bureau du soussigné, No 4 de la rue Hart, en la cité des Trois-Rivières, des soumissions écrites cachetées et endossées "Soumission pour Débentures".

Ces débentures ou obligations au montant global de $154,000.00, par coupures au choix de l'acquéreur, sont datées du premier mai 1930, payables dans la Province de Québec, par séries de versements annuels. L'intérêt au taux de 5% par année, payable semi-annuellement au bureau de la Banque de Montréal, en la cité des Trois-Rivières, ou en la cité de Montréal, ou en la cité de Québec, les premiers mai et novembre.

Les séries de versements annuels sont payables comme suit:

1er mai	1931	$ 500.00	1er mai	1951	$5,000.00
1 " "	1932	500.00	1 " "	1952	5,000.00
1 " "	1933	500.00	1 " "	1953	5,000.00
1 " "	1934	500.00	1 " "	1954	5,000.00
1 " "	1935	500.00	1 " "	1955	5,000.00
1 " "	1936	1,000.00	1 " "	1956	6,000.00
1 " "	1937	1,000.00	1 " "	1957	6,000.00
1 " "	1938	1,000.00	1 " "	1958	6,000.00
1 " "	1939	1,000.00	1 " "	1959	6,000.00
1 " "	1940	1,000.00	1 " "	1960	6,000.00
1 " "	1941	2,000.00	1 " "	1961	6,000.00
1 " "	1942	2,000.00	1 " "	1962	6,000.00
1 " "	1943	2,000.00	1 " "	1963	6,000.00
1 " "	1944	2,000.00	1 " "	1964	6,000.00
1 " "	1945	2,000.00	1 " "	1965	7,000.00
1 " "	1946	3,000.00	1 " "	1966	7,000.00
1 " "	1947	3,000.00	1 " "	1967	7,000.00
1 " "	1948	3,000.00	1 " "	1968	7,000.00
1 " "	1949	3,000.00	1 " "	1969	7,000.00
1 " "	1950	3,000.00	1 " "	1970	7,500.00

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'émission. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution du contrat, sans intérêt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

Les dits Commissaires d'Ecoles seront en mesure de livrer les susdites obligations dès après leur impression, l'acquéreur devant en prendre possession sur avis.

Les soumissions seront prises en considération à l'assemblée de la Commission, qui sera tenue le 12 novembre 1930, mercredi, à huit heures du soir ou à un ajournement de cette séance.

La Commission ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Trois-Rivières, Qué., le 22 octobre 1930.

Le secrétaire-trésorier,

5471 J.-U. GREGOIRE.

---

held on the 12th of November, 1930, Wednesday, at eight o'clock in the evening or at an adjournment of such meeting.

The Commission shall not be bound to accept the lowest or any of the tenders.

Trois-Rivières, Que., October 22, 1930.

J. U. GREGOIRE,

5470 Secretary-Treasurer.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières. The School Commission of the City of Trois-Rivières.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the City of Trois-Rivières, will receive, until Wednesday, the 12th of November, 1930, at 4 o'clock p. m., at the office of the undersigned, No. 4 Hart Street, in the City of Trois-Rivières, written sealed tenders endorsed "Tender for Debentures".

Such debentures or bonds for a total amount of $154,000.00, in denominations at the option of the purchaser, shall be dated the first of May, 1930, payable in the Province of Quebec, serially in annual payments. Interest at the rate of 5% per annum payable semi-annually at the office of the Bank of Montreal, in the city of Trois-Rivières or in the city of Montreal, or in the city of Quebec, on the first of May and November.

The series of Annual payments are payable as follows:

1st May	1931	$ 500.00	1st May	1951	$5,000.00
1 " "	1932	500.00	1 " "	1952	5,000.00
1 " "	1933	500.00	1 " "	1953	5,000.00
1 " "	1934	500.00	1 " "	1954	5,000.00
1 " "	1935	500.00	1 " "	1955	5,000.00
1 " "	1936	1,000.00	1 " "	1956	6,000.00
1 " "	1937	1,000.00	1 " "	1957	6,000.00
1 " "	1938	1,000.00	1 " "	1958	6,000.00
1 " "	1939	1,000.00	1 " "	1959	6,000.00
1 " "	1940	1,000.00	1 " "	1960	6,000.00
1 " "	1941	2,000.00	1 " "	1961	6,000.00
1 " "	1942	2,000.00	1 " "	1962	6,000.00
1 " "	1943	2,000.00	1 " "	1963	6,000.00
1 " "	1944	2,000.00	1 " "	1964	6,000.00
1 " "	1945	2,000.00	1 " "	1965	7,000.00
1 " "	1946	3,000.00	1 " "	1966	7,000.00
1 " "	1947	3,000.00	1 " "	1967	7,000.00
1 " "	1948	3,000.00	1 " "	1968	7,000.00
1 " "	1949	3,000.00	1 " "	1969	7,000.00
1 " "	1950	3,000.00	1 " "	1970	7,500.00

The tenders must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the issue. The cheque of the tenderer whose offer shall have been accepted shall be returned to him after the execution of the contract, without interest.

The interest outstanding on the bonds must be added to the price offered at the time of their delivery.

The said School Commissioners shall be able to deliver the aforesaid bonds immediately after the printing thereof, the purchaser taking possession of the same upon notice.

The tenders shall be taken into consideration at a meeting of the Commission, which shall be held on the 12th of November, 1930, Wednesday, at eight o'clock in the evening or at an adjournment of such meeting.

The Commission shall not be bound to accept the lowest or any of the tenders.

Trois-Rivières, Que., October 22, 1930.

J. U. GREGOIRE,

5472 Secretary-Treasurer.

PROVINCE DE QUEBEC

VILLE DE ROBERVAL

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", pour l'achat d'une émission d'obligations datées du 1er novembre 1930, au montant de $40,000.00, remboursables par séries du 1er novembre 1931 au 1er novembre 1960, à 5% d'intérêt, seront reçues par le soussigné, jusqu'à huit heures p.m., lundi, le 3 novembre 1930. Capital et intérêts semi-annuels (le 1er novembre et le 1er mai) payables à la Banque Canadienne Nationale à Québec et à Roberval, de dénominations de $100.00 et de $500.00. L'obligation pourra être enregistrée. Objet de l'emprunt: construction de trottoirs en ciment.

Livraison vers le 15 novembre à Roberval.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission. Les soumissions contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées seront rejetées. La municipalité se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Daté à Roberval, ce 14 octobre 1930.

Le secrétaire-trésorier,
ADJ. BOUCHARD.

5349—42-2

PROVINCE OF QUEBEC

TOWN OF ROBERVAL

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tender for Bonds", for the purchase of an issue of bonds dated the 1st November, 1930, for $40,000.00, redeemable serially from the 1st November, 1931, to the 1st November, 1960, at 5% interest, shall be received by the undersigned until eight o'clock p.m., Monday, the 3 November, 1930. Capital and interest semi-annually (1st November and 1st May), payable at Canadian National Bank, at Quebec and Roberval, denominations of $100.00 and $500.00. The bond may be registered. Object of the loan: Built cement sidewalk. Delivery towards the 15 November, 1930, at Roberval.

Each tender must be accompanied with a certified cheque, equal to 1% of the amount of the loan.

Every tender must specify if the accrued interest is included or not in the price of the tender. Tenders containing conditions other than those hereabove enumerated shall be rejected. The municipality reserves the right not to accept the highest or any of the tenders.

Dated at Roberval, this 14th October, 1930.

ADJ. BOUCHARD,
Secretary-Treasurer.

5350—42-2

Vente d'effets non réclamés

Avis public est par le présent donné que la Conpagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, mercredi, le 10 décembre 1930, chez Fraser Frères, Encanteurs, 901, rue Saint-Jacques, Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés en la possession de la Compagnie, l'espace de douze mois.

LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE,
Par W.-E. ALLISON,
Manager, Mail & Baggage Traffic.

Montréal, le 14 octobre 1930. 5317—42-6

Sale of unclaimed freight

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Wednesday, December 10th, 1930, in the auction rooms of Messrs. Fraser Brothers, 901, St. James Street, Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the Company unclaimed for a space of twelve months.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Per W. E. ALLISON,
Manager, Mail & Baggage Traffic.

Montreal, 14th October, 1930. 5318—42-6

Vente—Loi de faillite

COUR SUPERIEURE

LOI DES LIQUIDATIONS

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 206. Dans l'affaire de: "Mount Royal Creameries, Limited", en liquidation, et Douglas-L. Ross, liquidateur.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, District de Montréal, en date du 10 octobre, 1930, seront vendus par encan public, au bureau du shérif, Palais de Justice, Montréal, JEUDI, le VINGTIEME jour de NOVEMBRE 1930, à ONZE heures du matin, les immeubles ci-dessous décrits:

1. Deux emplacements situés en la cité de Montréal, au coin sud-ouest des rues De la

Sale—Bankruptcy Act

SUPERIOR COURT

WINDING-UP ACT

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 206. In the matter of: "Mount Royal Creameries, Limited", In Liquidation; and Douglas L. Ross, Liquidator.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, District of Montreal, under date of October 10th, 1930, there will be sold by public auction at the Sheriff's office, Court House, Montreal, on THURSDAY, the TWENTIETH day, of NOVEMBER, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immoveables hereunder described:

1. Two emplacements situated in the City of Montreal, at the South-west corner of De la

Roche et Marie-Anne, connus et désignés comme étant les subdivisions numéros cent quatre-vingt-quatorze et cent quatre-vingt-quinze du lot original numéro sept (7-194-195) des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste; mesurant, chacun de ces emplacements, vingt-six-pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur (26′ x 80′) plus ou moins, mesure anglaise—avec ensemble le droit de passage en commun avec tous les autres y ayant droit et sujet aux charges ordinaires d'entretien dans la ruelle située en arrière de ces emplacements portant le numéro deux cent dix-neuf B de la subdivision sept (7-219B) des plan et livre de renvoi; avec ensemble tous les autres droits y appartenant et avec les bâtisses sus-érigées, comprenant une maison à deux étages et deux résidences et une autre maison servant de magasin et toutes les dépendances, le tout portant les numéros civiques 4342 à 4346 de ladite rue De la Roche;

2. Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Marie-Anne, et connu et désigné comme étant les subdivisions numéros quatre-vingt-douze et quatre-vingt-treize du lot original numéro 8 (8-92-93) des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste; mesurant, le lot 8-92, vingt-cinq pieds et dix pouces de largeur en front et vingt-quatre pieds et dix pouces de largeur en arrière sur une profondeur de cent pieds; et ledit lot 8-93, vingt-cinq pieds de largeur en front et en arrière, sur une profondeur de cent pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec tous les droits y appartenant, toutes les servitudes actives et passives y attachées, et avec toutes les bâtisses sus-érigées, magasin, maisons, écuries et autres dépendances, le tout portant le numéro civique 590 rue Marie-Anne-est.

Lesdits immeubles seront vendus en vertu des dispositions de la Loi des Liquidations, chapitre 123 et ses amendements, des Statuts Refondus du Canada, 1927 et aussi en vertu des dispositions des articles 9 à 15 inclusivement du chapitre 277 des Statuts Refondus de Québec 1925, pour donner à ladite vente l'effet d'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

L'acheteur devra déposer au temps de l'adjudication 20% en argent ou par un chèque certifié à l'ordre du liquidateur, la balance étant payable lors de la signature de l'acte de vente.

Le cahier des charges peut être consulté au bureau du soussigné.

Pour autres renseignements, s'adresser au soussigné.

Le liquidateur,
DOUGLAS-L. ROSS.

Douglas-L. Ross,
Clarkson, McDonald, Currie & Co.
231 rue St-Jacques-Ouest, Montréal.
Tél. Marquette 8311 5357—42-2

Roche and Marie Anne Streets, known and designated as subdivisions numbers one hundred and ninety-four and one hundred and ninety-five of original lot number seven (7-194-195) on the Official Plan and Book of reference of the Village of Saint John Baptiste; measuring, each of these emplacements, twenty-six feet in width by eighty feet in depth (26′ x 80′) more or less, English measure—together with the right of passage in common with all others having right therein and subject to the ordinary charges of up-keep in a lane situated in the rear of these emplacements bearing the number two hundred and nineteen B of subdivision seven (7-219B) of the said plan and book of reference; together with all other rights appertaining thereto and with all buildings thereon erected, comprising one two-story house and two dwellings and one other house used as a store and all dependencies, the whole bearing the civic numbers 4342 to 4346 of said De la Roche Street;

2. An emplacement situated in the City of Montreal, fronting on Marie-Anne Street and known and designated as subdivision numbers ninety-two and ninety-three of original lot number 8 (8-92-93) on the Official Plan and Book of Reference of the Village of Saint Jean Baptiste; measuring lot 8-92 twenty-five feet and ten inches in width in front and twenty-four feet and ten inches in width in rear by a depth of one hundred feet; and the said lot 8-93, twenty-five feet in width in front and in rear, by a depth of one hundred feet, the whole English measure and more or less—with all the rights thereto appertaining, all active and passive servitudes attaching thereto and with all buildings thereon erected, store, houses, stables and other dependencies, the whole bearing civic number 590 of Marie-Anne Street East;

The said immoveables will be sold in conformity with the dispositions of the Winding-Up Act, Chapter 123 and its amendments, Revised Statutes of Canada, 1927 and also in accordance with the dispositions of Articles 9 to 15 inclusively of Chapter 277 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, to give the said sale the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of Sale: Cash.

The purchaser shall deposit at the time of adjudication 20% in cash or by a certified cheque to the order of the Liquidator, the balance being payable at the signature of the deed of sale.

The list of charges may be examined at the office of the undersigned.

For any other information, apply to the undersigned.

DOUGLAS L. ROSS,
Liquidator.

Douglas L. Ross, Esq.,
Clarkson, McDonald, Currie & Co.
231 St. James St. West, Montreal, Que.
Tel. Marquette 8311. 5358—42-2

Ventes pour taxes municipales

PROVINCE DE QUÉBEC.

District de Roberval.

LA VILLE DE SAINT-JOSEPH D'ALMA

Avis public est par le présent donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues aux enchères publiques, en la salle des délibérations du Conseil municipal de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, à l'Hôtel de Ville, en la susdite ville, MARDI le ONZIEME jour de NOVEMBRE 1930, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires, intérêt sur ces taxes et les frais, ainsi que tous frais subséquemment encourus, à moins que lesdites taxes, intérêt et frais ne soient plus tôt payés.

Sales for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

District of Roberval.

TOWN OF SAINT JOSEPH D'ALMA.

Notice is hereby given that the hereinafter designated properties will be sold by public auction in the meeting room of the municipal council of the town of Saint Josph d'Alma, at the city Hall of the aforesaid town, on TUESDAY, the ELEVENTH day of NOVEMBER, 1930, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal and school taxes, interest on such taxes and costs, also all costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

No	Propriétaire — Proprietor	Cadastre No — Cadastral No.	Taxes municip. — Municip. taxes	Taxes scolaires — School taxes	Intérêt — Interest	Frais — Costs	Total
1	Conrad Bouchard	14a-68	$ 21.00	$ 21.00	$ 6.06	$ 1.92	$ 49.98
2	Pitre (Emile) Tremblay	12-36	65.50	60.86	17.77	5.76	149.89
3	Justin Dallaire	P.3B33-34	245.00	245.00	67.87	22.31	580.74
4	Fortunat Savard	13a-78	85.00	56.00	15.66	6.26	162.92
5	Dorilla Maltais, Alexis Girard	P14a-20	44.00	44.00	12.39	4.01	104.40
6	Jean, Côté, Geo.-L. Gagnon	15B	59.00	59.00	18.76	5.47	142.23
7	J.-A. Bouchard, Dme-Mrs Euclide Roy	16-11	29.00	.....	2.81	1.27	33.08
8	Nicolas Nemey	3B6	111.50	.....	12.57	4.96	129.03
9	Joseph Néron	P.15B	83.50	83.50	16.67	7.35	191.02
10	Elzéar Néron	½ O.-W. 14a-55	71.00	71.00	19.82	6.47	168.29
11	Louis Pedneault	P.12a	66.00	103.50	7.91	7.09	184.50
12	Arthur Racine	12-48-49	34.00	.....	3.29	1.49	38.78
13	Clodomir St-Gelais	P1-271	.....	47.81	6.15	2.15	56.11
14	Jos. Tremblay, Théop. Alphide Marcil	4-79	47.00	28.00	8.97	3.35	87.32
15	Joseph Levesque	4-6	21.50	21.50	6.66	1.99	51.65
16	William Lavoie	4-58	91.48	95.00	21.06	8.30	215.84
17	Alfred Jean	12-11	19.00	34.00	13.05	2.64	68.69
18	Jos. Côté-Hyp	3B-11	103.38	84.67	17.83	8.23	214.11
19	Aimé Tremblay	12-7-8-9	49.50	30.00	9.42	3.55	92.47
20	Albert Tremblay	12-29	16.00	16.00	15.28	1.89	49.17
21	J.-Bte Gauthier, Dme-Mrs J.-Bte Gauthier	12-16	12.00	17.00	3.93	1.32	34.25
22	Dme-Mrs Eugène Brassard, Jos. Roy	16-63	47.00	32.00	5.37	3.37	87.74
23	Côté & Fils	16-45	57.50	57.50	12.22	5.09	132.31
24	Jos. Côté, Aimé Bergeron	16-93	18.50	10.00	3.73	1.28	33.51
25	Dme-Mrs Elie Girard	P.16	150.00	150.00	32.43	13.29	345.72
26	J.-Edm. Bergeron, Jos. Gaudreault, Jos. Savard	12-41-42	22.00	15.37	3.95	1.65	42.97

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la ville de Saint-Joseph-d'Alma et sont situés dans la ville de Saint-Joseph-d'Alma.

Donné à Saint-Joseph-d'Alma, ce treizième jour d'octobre mil neuf cent trente.

Le secrétaire-trésorier,
J.-E. COTE.

5321—42-2

The aforesaid immoveables are all of the cadastre of the town of Saint Joseph d'Alma and are situate in the town of Saint Joseph d'Alma.

Given at Saint Joseph d'Alma, this thirteenth day of October, one thousand nine hundred and thirty.

J. E. COTE,
Secretary-Treasurer

5322—42-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

LA VILLE DE POINTE-CLAIRE

District de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues par encan public dans la Chambre du Conseil, à l'Hôtel de Ville de Pointe-Claire, le HUITIEME jour de NOVEMBRE, mil neuf cent trente, à DEUX heures de l'après-midi, si avant cette date les cotisations municipales, les cotisations spéciales pour aqueduc, égouts, trottoirs, chemins, etc., ainsi que les intérêts sur icelles et les frais n'ont pas été payés au bureau du secrétaire-trésorier de la ville, No 293 Bord du Lac, Pointe-Claire.

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF POINTE-CLAIRE

District of Montreal.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described, will be sold by public auction, at the office of the Council, at the Town Hall of the town of Pointe-Claire, the EIGHT day of NOVEMBER, nineteen hundred and thirty, at TWO o'clock of the afternoon unless before this date, the municipal taxes, the special taxes for water and sewer, sidewalks, roads, etc., and also interests on same and costs are not paid for, at the office of the Secretary-Treasurer of the town, No. 293 Lakeshore Rd., Pointe-Claire.

Nom du propriétaire — Name of proprietor	Cad. &Sub.	Taxes municip. — Municipal taxes	Taxes spéciales — Special taxes	Int.	Montant dû — Amount due
1.—Pte Claire Lands, Ltd	4-20	$ 23.60	$ 79.95	$ 10.14	$ 113.69
2.— do do	4-21	17.70	79.95	9.50	107.15
3.— do do	4-22	17.70	79.95	9.50	107.15
4.— do do	4-23	17.70	79.95	9.50	107.15
5.— do do	4-24	23.60	79.95	10.14	113.69
6.— do do	4-25	23.60	79.95	10.14	113.69
7.— do do	4-33	23.60	79.95	10.14	113.69
8.— do do	4-39	23.60	79.95	10.14	113.69
9.— do do	4-40	23.60	79.95	01.14	113.69
10.— do do	4-41	23.60	79.95	10.14	113.69
11.— do do	4-44	23.60	79.95	10.14	113.69
12.— do do	4-45	23.60	79.95	10.14	113.69
13.— do do	4-46	23.60	79.95	10.14	113.69
14.— do do	4-47	23.60	79.95	10.14	113.69
15.— do do	4-48	23.60	79.85	10.14	113.69
16.— do do	4-49	23.60	79.98	10.14	113.72
17.— do do	4-50	23.60	79.98	10.14	113.72
18.— do do	4-53	23.60	79.98	10.14	113.72
19.— do do	4-54	23.60	79.98	10.14	113.72
20.— do do	4-103	26.55	75.12	9.99	111.66
21.— do do	4-104	14.75	75.12	8.76	98.63
22.— do do	4-105	14.75	75.12	8.76	98.63
23.— do do	4-106	14.75	75.12	8.76	98.63
24.— do do	4-107	17.70	75.12	9.14	101.96
25.— do do	4-108	26.55	75.12	9.99	111.66
26.— do do	4-109	26.55	75.12	9.99	111.66
27.— do do	4-119	26.55	106.98	12.98	146.51
28.— do do	4-120	23.60	.....	2.47	26.07
29.— do do	4-121	23.60	.....	2.47	26.07
30.— do do	4-129	26.55	75.09	9.99	111.63
31.— do do	4-130	26.55	75.09	9.99	111.63
32.— do do	4-131	26.55	75.09	9.99	111.63
33.— do do	4-132	26.55	75.09	9.99	111.63
34.— do do	4-133	26.55	75.09	9.99	111.63
35.— do do	4-134	26.55	75.09	9.99	111.63
36.— do do	4-135	26.55	75.09	9.99	111.63
37.— do do	4-136	26.55	75.09	9.99	111.63
38.— do do	4-137	26.55	75.09	9.99	111.63
39.— do do	4-138	26.55	75.09	9.99	111.63
40.— do do	4-139	26.55	75.09	9.99	111.63
41.— do do	4-140	26.55	75.09	9.99	111.63
42.— do do	4-141	26.55	107.01	12.99	146.55
43.— do do	4-142	23.60	.....	2.47	26.07
44.— do do	4-148	26.55	75.09	9.99	111.63
45.— do do	4-149	26.55	25.29	5.06	56.90
46.— do do	4-201	24.42	65.82	9.05	99.29
47.— do do	4-202	22.93	65.82	8.80	97.55
48.— do do	4-203	22.92	65.82	8.80	97.54
49.— do do	4-204	22.93	65.82	8.80	97.55
50.— do do	4-205	22.92	65.82	8.80	97.54
51.— do do	4-206	22.93	65.82	8.80	97.54
52.— do do	4-207	22.92	65.82	8.80	97.55
53.— do do	4-208	22.93	65.82	8.80	97.55
54.— do do	4-209	22.92	65.82	8.80	97.54
55.— do do	4-210	22.93	65.82	8.80	97.55
56.— do do	4-211	22.93	65.82	8.80	97.55
57.— do do	4-212	22.93	65.82	8.80	97.55
58.— do do	4-213	22.92	65.82	8.80	97.54
59.— do do	4-214	22.93	65.82	8.80	97.55
60.— do do	4-215	22.92	65.82	8.80	97.54
61.— do do	4-216	22.93	65.82	8.80	97.55
62.— do do	4-217	22.92	65.82	8.80	97.54
63.— do do	4-218	22.93	65.82	8.80	97.55
64.— do do	4-219	22.92	65.82	8.80	97.54

Nom du propriétaire — Name of proprietor	Cad. & Sub.	Taxes municip. — Municipal taxes	Taxes spéciales — Special taxes	Int.	Montant dû — Amount due
65.—Pte Claire Lands, Ltd	4-220	20.70	17.52	3.99	42.21
66.— do do	4-221	20.70	17.52	3.99	42.21
67.— do do	4-222	22.93	83.49	10.46	116.88
68.— do do	4-223	22.93	65.82	8.80	97.55
69.— do do	4-229	22.92	65.82	8.80	97.54
70.— do do	4-230	22.93	65.82	8.80	97.55
71.— do do	4-231	22.92	65.82	8.80	97.54
72.— do do	4-232	22.93	65.82	8.80	97.55
73.— do do	4-233	22.92	65.82	8.80	97.54
74.— do do	4-234	22.93	65.82	8.80	97.55
75.— do do	4-239	23.60	62.62	8.01	94.23
76.— do do	4-239	23.60	62.62	8.01	94.23
77.— do do	4-240	23.60	62.62	8.01	94.23
78.— do do	4-259	23.60	65.62	7.96	97.18
79.— do do	4-260	23.60	65.38	7.92	96.90
80.— do do	4-261	23.60	65.35	7.92	96.87
81.— do do	4-262	14.80	65.56	7.05	87.41
82.— do do	4-263	14.80	65.86	7.07	87.73
83.— do do	4-264	14.80	66.28	7.10	88.18
84.— do do	4-265	14.80	73.66	8.58	97.04
85.— do do	4-266	23.60	82.09	9.84	115.53
86.— do do	4-267	23.60	75.80	9.43	108.83
87.— do do	4-268	20.70	69.45	8.41	98.56
88.— do do	4-269	20.70	69.36	8.40	98.46
89.— do do	4-270	20.70	69.33	8.40	98.43
90.— do do	4-271	20.70	69.36	8.40	98.46
91.— do do	4-272	20.70	69.39	8.41	98.50
92.— do do	4-273	20.70	69.45	8.41	98.56
93.— do do	4-280	32.50	114.03	14.55	161.08
94.— do do	4-281	18.48	60.33	7.81	86.62
95.— do do	4-282	16.25	55.17	6.68	78.10
96.— do do	4-287	20.70	69.00	8.39	98.09
97.— do do	4-288	20.70	68.91	8.36	97.97
98.— do do	4-289	20.70	69.03	8.40	98.13
99.— do do	4-65	10.30	.....	1.12	11.42
100.— do do	4-66	5.90	.....	.62	6.52
101.— do do	4-67	5.90	.....	.62	6.52
102.— do do	4-68	5.90	.....	.62	6.52
103.— do dl	4-153	5.90	.....	.62	6.52
104.— do do	4-154	5.90	.....	.62	6.52
105.— do do	4-155	5.90	.....	.62	6.52
106.— do do	4-187	5.90	.....	.62	6.52
107.— do do	4-188	5.90	.....	.62	6.52
108.— do do	4-189	5.90	.....	.62	6.52
109.— do do	4-190	11.80	19.83	3.04	34.67
110.— do do	4-313	11.80	18.54	2.92	33.26
111.— do do	4-314	11.80	18.51	2.92	33.23
112.— do do	4-315	5.90	.....	.62	6.52
113.— do do	4-316	5.90	.....	.62	6.52
114.— do do	4-317	5.90	.....	.62	6.52
115.— do do	4Pt.S.-O. S.-W.	640.15	.....	67.32	707.47
116.Ville-de-Town of Pte Claire	4-122	34.20	129.05	24.76	188.01
117.— do do	4-123	34.20	125.15	24.06	183.41
118.— do do	99-96	22.80	163.58	35.64	222.02
119.— do do	99-97	22.80	134.61	28.85	186.26
120.— do do	4-296	60.80	183.70	63.44	307.94
121.— do do	4-297	60.80	183.75	63.44	307.99
122.— do do	99-91	44.47	174.05	43.67	262.19
123.— do do	39-23	38.90	122.42	27.62	188.94
124.— do do	40-38	82.90	322.62	58.45	463.97
125.— do do	40-50	73.85	184.77	41.02	299.64

Les lots originaires 4 et 99 sont du cadastre du village de la Pointe-Claire et les autres du cadastre de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire.

Donné sous mon seing à Pointe-Claire, ce huitième jour d'octobre 1930.

Le secrétaire-trésorier de la ville de Pointe-Claire,

5351—42-2 ERNEST-J. DEPOCAS.

The original lots 4 and 99 of the cadastre of the incorporated village of Pointe Claire and the other of the cadastre of the parish of Saint Joachim of Pointe-Claire.

Given under my hand, at Pointe-Claire, this eight day of October, 1930.

ERNEST J. DEPOCAS,
Secretary treasurer of the town of
5352—42-2 Pointe-Claire.

PROVINCE DE QUÉBEC.

VILLE DE BUCKINGHAM.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Buckingham, que les lots suivants situés dans les limites de la ville de Buckingham, seront vendus à l'enchère publique au bureau du Conseil à l'Hôtel de Ville de la dite ville de Buckingham, le DOUZIEME jour du mois de DECEMBRE 1930, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires, et autres impositions, ainsi que les frais encourus pour et par la vente, savoir:

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF BUCKINGHAM.

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Town of Buckingham, that the following lots situate in the Town of Buckingham, will be sold by Public Auction at the office of the Council at the Town Hall in the said Town of Buckingham, on FRIDAY, the TWELFTH day of DECEMBER 1930, at (10) TEN o'clock in the forenoon, for Municipal and School Tax and other impositions and costs incurred by the sale, to wit:

Noms — Names	No du lot — No. of lot	Taxes municip. — Municip. taxes	Taxes scolaires — School taxes	Total
Alexandre Gratton	Pt. 12 x 3	$ 4.38	$ 8.50	$12.88
Mme-Mrs. Anthime Larivière	Pt. 214	7.15	.....	7.15
Joseph Mongeon	Pt. 10 x 5	3.09	1.70	4.79
Edmond Mongeon	Pt. 10 x 5	42.99	37.20	80.19
Propriétaire inconnu—Owner unknown	533-144-145	3.09	.....	3.09
David Roy	425	161.69	63.00	224.69

Donné à Buckingham, ce 20ième jour du mois d'octobre mil neuf cent trente.

Le secrétaire-trésorier de la Corporation Municipale de la Ville de Buckingham.
HAROLD J. GORMAN.

5431—43-2

Given at Buckingham, this 20th day of October (1930) nineteen hundred and thirty.

HAROLD J. GORMAN,
Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the Town of Buckingham.

5432—43-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

VILLE DE SAINTE-ANNE DE BELLEVUE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Sainte-Anne de Bellevue, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique en la salle du Conseil, à Sainte-Anne-de-Bellevue, SAMEDI, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE, mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales mentionnées à l'état ci-dessous et les frais qui seront subséquemment encourus, à moins que les dites taxes municipales et frais ne soient payés plus tôt.

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF SAINTE ANNE DE BELLEVUE.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Sainte Anne de Bellevue, that the immoveables hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the Municipal Hall, in the said town of Sainte Anne de Bellevue, on SATURDAY, the TWENTY NINTH day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes mentioned in the herein statement and the costs which shall be incurred, unless the said municipal taxes and costs be sooner paid.

Comme appartenant à — As belonging to	No du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne — Cadastral No. of the parish of Sainte Anne	Taxes	Intérêts — Interests	Total
Succ.-estate Dme-Mrs J.-B. Brunet	Partie No 80; bornée au nord par le résidu du lot No 80; au sud par le lot No 79; à l'est par la rue Saint-François-Xavier et à l'ouest par partie du lot No 87 et partie du lot No 82—avec les bâtisses.—Part of No. 80; bounded to the north by the residue of lot No. 80; to the south by lot No. 79; to the east by Saint François-Xavier street and to the west by part of lot No. 87 and part of lot No. 82—with buildings	$ 8.10	$ 0.44	$ 8.54
Succ. estate Maria Ouellette et-and Maria Bigras	Subdivision No 86 du-of lot No 195, avec les bâtisses-with buildings	13.95	0.76	14.71

Daté à Sainte-Anne de Bellevue, ce vingt-troisième jour de septembre 1930.

Le secrétaire-trésorier,
LOUIS CREVIER.

5479—43-2

Dated at Sainte Anne de Bellevue, this twenty third day of September, 1930.

LOUIS CREVIER,
Secretary-Treasurer.

5480—43-2

VENTES PAR LE SHÉRIF

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

No 2556. } ST-ONGE & CIE, LIMITEE, d'Amos, demanderesse; vs J.-B. PORTELANCE, ci-devant de Villemontel, maintenant de lieux inconnus, défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, les lots de terre portant les Nos vingt-deux (22) et vingt-trois (23) du rang No cinq (5) du cadastre officiel du canton Trécesson, —avec bâtisses, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Villemontel, MARDI, le QUATRIEME jour de NOVEMBRE mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-U. DUMOND,
Amos, 29 septembre 1930. 5043—40–2
[Première publication, le 4 octobre 1930]

Cour Supérieure.—District de Montréal.

No C-62654. } BANQUE CANADIENNE NATIONALE, demanderesse; vs JOSEPH-HILARION LEMAY & AL., de Landrienne, P. Q., défendeurs, à savoir:

Comme appartenant aux dits défendeurs, le lot de terre portant le No vingt-trois (23) de la subdivision du lot No quatorze (14) du rang No huit (8) du cadastre officiel du canton Landrienne —avec bâtisses, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Landrienne, MERCREDI, le CINQUIEME jour de NOVEMBRE mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 29 septembre 1930. 5077—40–2
[Première publication, le 4 octobre 1930]

SHERIFF'S SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

No. 2556. } ST. ONGE & CIE, LIMITEE, of Amos, plaintiff; vs J. B. PORTELANCE, heretofore of Villemontel, now of parts unknown, defendant, to wit:

As belonging to said defendant, those lots of land bearing numbers twenty two (22) and twenty three (23) in range number five (5) of the official cadastre for the township of Trécesson—with buildings, circumstances and dependencies, shall be sold at the parochial church door of Villemontel, on TUESDAY, the FOURTH day of NOVEMBER, nineteen hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's office, Sheriff.
Amos, September 29, 1930. 5044—40–2
[First publication, October 4, 1930]

Superior Court.—District of Montreal.

No. C-62654. } BANQUE CANADIENNE NATIONALE, plaintiff; vs JOSEPH HILARION LEMAY & AL., of Landrienne, P. Q., defendants, to wit:

As belonging to said defendants, that lot of land bearing number twenty three (23) of the subdivision of lot number fourteen (14) in range number eight (8) on the official cadastre for the township of Landrienne—with buildings, circumstances and dependencies, shall be sold at the parochial church door of Landrienne, on WEDNESDAY, the FIFTH day of NOVEMBER nineteen hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's office, Sheriff.
Amos, September 29, 1930. 5078—40–2
[First publication, October 4, 1930]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 278. } CHAS. A. NUTTING ET AL., demandeurs; vs PETIT & CIE, LIMITED, défenderesse.

Avis est, par les présentes, donné que la vente des propriétés immobilières saisies en cette cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François-Xavier de Shefford, dans le village de Shefford Ouest, dit district, le vingt-septième jour de septembre 1930, à dix heures de l'avant-midi, aura lieu au même endroit, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., le 21 octobre, 1930.
5439

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 278. } CHAS. A. NUTTING, ET AL., plaintiffs; vs PETIT & CIE, LIMITED, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, formerly announced to take place at the parochial church door of the Parish of Saint François Xavier de Shefford, in the village of West Shefford, said District, on the tewnty seventh day of september, 1930, at ten of the clock in the forenoon, will take place at the same place on the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER, 1930, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., October 21st, 1930.
5440

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 572.

L.-A. GIROUX, C. R., demandeur; vs J. - OCTAVE ROBIDOUX, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Les lots numéros deux cent quarante-huit, deux cent cinquante, trois cent vingt-trois et trois cent vingt-quatre (248, 250, 323 et 324), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Granby, district de Bedford,—avec les bâtisses et améliorations sus-érigées.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame-de-Granby, dans la cité de Granby, dit district, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE 1930, à DIX heures du matin.

Le shérif,
C.-B. JAMESON.

Bureau du shérif,
Sweetsburg, Qué., le 23 octobre 1930.

[Première publication, le 25 octobre 1930]

5475—43-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 572.

L. A. GIROUX, K. C. plaintiff; vs J., OCTAVE ROBIDOUX defendant.

As belonging to defendant:

Lots numbers two hundred and forty eight, two hundred and fifty, three hundred and twenty three and three hundred and twenty four (248, 250, 323 and 324), of the official cadastral plan, and in the book of reference of the township of Granby, district of Bedford—with the buildings and improvements thereon.

To be sold *en bloc*, at the parochial church door of the parish of Notre Dame de Granby, in the city of Granby, said district, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER, 1930, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sweetsburg, Que., October 23rd, 1930.

[First publication, October 25, 1930]

5476—43-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 586.

RICHFORD SAVINGS BANK & TRUST CO., corporation légalement constituée en vertu des lois de l'Etat du Vermont, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et ayant sa principale place d'affaires en la ville de Richford, dans le dit Etat du Vermont, demanderesse,; vs JOHN-M.-L. MACFARLANE, voyageur de commerce, du village de Farnham, Est district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Cette certaine parcelle de terrain sise dans la partie Est du canton de Farnham, district de Bedford, connue et décrite comme étant le lot numéro deux cent trente-cinq, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent-Férier, à Adamsville, dit district, le SIXIEME jour de NOVEMBRE 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
C.-B. JAMESON.

Bureau du shérif,
Sweetsburg, Qué., le 30 septembre 1930.

[Première publication, le 4 octobre 1930]

5061—40-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 586.

RICHFORD SAVING BANK & TRUST CO., a body politic and corporate under the laws of the State of Vermont, one of the United States of America, and having its principal place of business in the Town of Richford, in the said State of Vermont, plaintiff; vs JOHN M. L. MACFARLANE, commercial traveller, of the Village of East Farnham, District of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant:

That certain piece of land, lying in the East Part of the Township of Farhnam, District of Bedford, known and described as being lot number two hundred and thirty five, upon the official cadastral plan, and in the book of reference for the said township, —with all building thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Vincent Férier, at Adamsville, said district, on the SIXTH day of NOVEMBER, 1930, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff.

Sheriff's office,
Sweetsburg, Que., September 30th, 1930.

[First publication, October 4, 1930]

5062—40-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: No 4414.

HARRY GAGNON, commerçant de Saint-Bruno, Lac Saint-Jean; vs AUGUSTE JAUVIN de Kénogami.

La demie-nord du lot numéro vingt-trois soixante-neuf (No 23-69) et le lot numéro vingt-trois soixante-dix (23-70) du rang trois au cadastre officiel du canton de Jonquière, le tout formant un emplacement mesurant soixante-quinze pieds (75) de front sur la rue Bergeron, par cent dix (110) pieds de profondeur—avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, et sauf à distraire l'emplacement de Stephan Trottier.

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: No. 4414.

HARRY GAGNON, trader, of Saint Bruno, Lake Saint John; vs AUGUSTE JAUVIN, of Kenogami.

The north half of lot number twenty three-sixty nine (No. 23-69) and lot number twenty three-seventy (23-70) in range three on the official cadastre for the township of Jonquière, the whole forming an emplacement measuring seventy five (75) feet in front on Bergeron Street, by one hundred and ten (110) feet in depth—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save to be withdrawn the emplacement of Stephan Trottier.

Pour être vendu à la porte de l'église de Kénogami, MARDI, le QUATRIEME jour de NOvembre à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. A. RIVERIN.

Chicoutimi, 30 septembre 1930.

[Première publication, 4 octobre 1930]

5045—40-2

To be sold at the church door of Kenogami, on TUESDAY, the FOURTH day of NOVEMBER, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A. RIVERIN,

Sheriff's Office. Sheriff.

Chicoutimi, September 30, 1930.

[First publication, October 4th, 1930]

5046—40-2

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: OSIAS GIRARD, cultivateur, domicilié
No 4276. à Jonquière; vs HARRY O'BRIEN, contracteur, résidant à Jonquière.

Un lopin de terre ou emplacement—avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, connu et désigné au cadastre officiel du canton Jonquière comme faisant partie du lot No 19A (ptie 19A) du rang six dudit canton, borné au total; vers le nord par le chemin de front vers l'est par le chemin public, vers le sud par le terrain de M. Joseph Boily et vers l'ouest par le terrain de M. Amédée Dufour, et pouvant être plus particulièrement décrit comme suit:

a. Un lopin de terre mesurant cinquante-cinq pieds de largeur de l'est à l'ouest, côté nord, et cinquante pieds de largeur au bout de la profondeur qui est de soixante-quinze pieds du sud au nord;

b. Un autre lopin de terre situé à l'ouest de celui décrit au paragraphe *a*, ci-dessus, mesurant quarante-trois pieds de largeur de l'est à l'ouest côté nord, et quarante-neuf pieds de largeur au bout de la profondeur qui est de soixante et onze pieds du sud au nord pour le côté est, et de cinquante-six pieds de profondeur du sud au nord pour le côté ouest.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquière, MARDI, le QUATRIEME jour de NOVEMBRE 1930, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, A. RIVERIN.

Chicoutimi, le 30 septembre 1930.

[Première publication, le 4 octobre 1930]

5047—40-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: OSIAS GIRARD, farmer,
No. 4276. domiciled at Jonquière; vs HARRY O'BRIEN, contractor, residing at Jonquière.

A parcel of land or emplacement—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known and designated on the official cadastre for the township Jonquières as forming part of lot No. 19A (Pt. 19A) of range six of the said township, bounded wholly: to the North by the front road, to the East by the public road, to the South by the land of Mr. Joseph Boily and to the West by the land of Mr. Amédée Dufour, and being more particularly described as follows:

a. A parcel of land measuring fifty five feet in width from East to West, north side, and fifty feet in width at the end of the depth which is seventy five feet from South to North;

b. Another parcel of land situate to the West of that described in paragraph *a* hereabove, measuring forty three feet in width from East to West, north side, and forty nine feet in width at the end of the depth which is seventy one feet from South to North for the East side, and fifty six feet in depth from South to North for the West side.

To be sold at the church door of Jonquière, on TUESDAY, the FOURTH day of NOVEMBER, 1930, at TWO o'clock in the afternoon.

A. RIVERIN,

Sheriff's office, Sheriff.

Chicoutimi, September 30, 1930.

[First publication, October 4, 1930]

5048—40-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Saint-Jean, à savoir: MARGO LEON, domi-
No B-73174. cilié à Montréal, demandeur; contre DAME ROSE-EMELIE OUELLETTE, domiciliée à Montréal, épouse en première, noces de Jean-Adolphe Desjardin, du même lieu, et maintenant épouse séparée de biens de Georges-E. Fuller, aussi domicilié à Montréal, ce dernier étant partie aux présentes pour y autoriser son épouse, défenderesse.

Saisis comme appartenant à ladite défenderesse;

1. Un terrain, contenant vingt-sept arpents et douze perches et demie, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Édouard, Comté de Napierville, sous le numéro quatre cent cinquante-deux (452):

2. Un autre terrain situé au même lieu, contenant un arpent et demi en superficie, plus ou moins, borné à un bout et d'un côté par J. B.

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Saint John's, to wit: MARGO LEON, domi-
No. B-73174. ciled in Montreal, plaintiff; against DAME ROSE EMELIE OUELLETTE, domiciled in Montreal, wife by first marriage of Jean Adolphe Desjardin, of the same place, and now wife separate as to property of Georges E. Fuller, also domiciled in Montreal, the latter being party herein to authorize his wife, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

1. A lot of land containing twenty seven arpents and twelve perches and one half, more or less, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Édouard, County of Napierville, under number four hundred and fifty two (452);

2. Another lot of land situate in the same place, containing one arpent and one half, more or less, in area, bounded at one end and on one

Stuart, et d'un autre côté par ledit numéro quatre cent cinquante-deux (452), connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels susdits, sous partie du numéro quatre cent cinquante et un (pt. 451).

Pour être vendus séparément à la porte de l'Église paroissiale de la paroisse de Saint-Édouard, district d'Iberville, le VINGT-CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain (1930) à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 20 octobre, 1930. 5441—43–2
[Première publication, 25 octobre, 1930]

side by J. B. Stuart, and on the other side by said number four hundred and fifty two (452), known and designated on the aforesaid official plan and book of reference under part of number four hundred and fifty one (Pt. 451).

To be sold separately at the parochial church door of the parish of Saint Edouard, district of Iberville, on the TWENTY FIFTH day of NOVEMBER next, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John's, October 20th, 1930. 5442—43–2
[First publication, October 25th, 1930]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: No 12212. EULOGE-X. PELLETIER, commerçant, de Kamouraska, demandeur; contre J.-A. PARADIS, du même endroit, défendeur.

Une bâtisse à un étage d'environ quarante pieds par cinquante pieds, servant de garage public pour remisage des automobiles et réparations, située en le village de Kamouraska, érigée par le défendeur sur un terrain ou emplacement appartenant au demandeur, le dit terrain faisant partie des lots portant les numéros seize et dix-sept (P. des Nos 16 et 17) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre, pour le village de Kamouraska, et occupé sans bail ou titre quelconque par le dit défendeur; circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Kamouraska, le CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. HAMEL.
Rivière-du-Loup, 1er octobre 1930.
[Première publication, le 4 octobre 1930]
5097—40–2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit: No. 12212. EULOGE X. PELLETIER, trader, of Kamouraska, plaintiff; against J. A. PARADIS of the same place, defendant.

A one storey building of about forty feet by fifty feet, used as a public garage for the storing and repairing of automobiles, stituate in the village of Kamouraska, erected by the defendant on a lot of land or emplacement belonging to the plaintiff, the said lot of land forming part of the lots bearing numbers sixteen and seventeen (P. Nos. 16 and 17) on the official cadastral plan and book of reference for the village of Kamouraska, and occupied without lease or title whatever by the said defendant, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Kamouraska, on the FIFTH day of NOVEMBER next, 1930 at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. HAMEL,
Sheriff's office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, Octobre 1, 1930.
First publication, October 4, 1930]
5098—40–2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No F-71325. MOISE GUERIN, entrepreneur, de la paroisse de Laprairie, comté de Laprairie, district de Montréal, demandeur; vs JOSEPH BISAILLON, fils de Joseph, cultivateur, de la paroisse de Laprairie, comté de Laprairie, district de Montréal, et DAME MARIE-LOUISE ROY, veuve de George Brosseau, en son vivant, cultivateur, de la paroisse de Laprairie, comté de Laprairie, district de Montréal, demeurant en la ville Saint-Lambert, comté de Chambly, district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de légataire usufruitière de feu George Brosseau, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Laprairie, et en sa qualité de tutrice à Rita Brosseau, Irène Brosseau, George-Albert Brosseau, Roméo Brosseau, Cécile Brosseau, Aline Brosseau, Blanche Brosseau, enfants mineurs issus de son mariage avec le dit George Brosseau, héritiers universels en propriété du dit George Brosseau, défendeurs.

Comme appartenant à la défenderesse Dame Marie-Louise Roy, tant personnellement qu'ès-qualité:

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. F-71325. MOISE GUERIN, contractor, of the parish of Laprairie, county of Laprairie, district of Montreal, plaintiff; vs JOSEPH BISAILLON, son of Joseph, farmer, of the parish of Laprairie, county of Laprairie, district of Montreal, and DAME MARIE LOUISE ROY, widow of George Brosseau, in his lifetime farmer, of the parish of Laprairie, county of Laprairie, district of Montreal, residing in the town of St. Lambert, county of Chambly, district of Montreal, both personally and in her quality of usufructuary legatee of the late George Brosseau, in his lifetime farmer, of the parish of Laprairie, and in her quality of tutrix to Rita Brosseau, Irene Brosseau, George Albert Brosseau, Roméo Brosseau, Cécile Brosseau, Aline Brosseau, Blanche Brosseau, minor children born of her marriage with the said George Brosseau, universel property heirs of the said George Brosseau, defendants.

As belonging to the defendant Dame Marie Louise Roy, both personally, and *es-qualité*:

Une terre située en la paroisse de Laprairie, contenant environ 175 arpents en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie, comme formant la partie non subdivisée du lot No 211—avec bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $250.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Coderre, daté le 7 octobre 1930.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 21 octobre 1930. 5207—43–2
[Première publication, le 11 octobre 1930, est nulle]

A farm situate in the parish of Laprairie, containing about 175 arpents in area, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Laprairie as forming the unsubdivided part of lot No. 211—with buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $250.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Justice Coderre, dated the 7th of October, 1930.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, October 21, 1930. 5208—43–2
[First publication, October 11, 1930, is void]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JOSEPH BOYER, bourgeois, demandeur; vs DAME MARIE-ANNE PARADIS, domiciliée et résidant dans la cité de Lachine, district de Montréal, épouse séparée de biens de Alphonse Latour, du même lieu, et le dit ALPHONSE LATOUR, pour assister sa dite épouse aux fins des présentes, défenderesse; et ARMAND BOYER, agent de ventes, demeurant en la cité de Montréal, GEORGES BOYER, gérant d'établissement industriel, demeurant en la dite cité de Montréal, AIMÉ BOYER, électricien, demeurant en la ville de Montréal-Nord, LUCIEN BOYER, mécanicien, demeurant en la dite ville Montréal-Nord, et DAME ALICE BOYER, demeurant aussi en la ville de Montréal-Nord, épouse contractuellement séparée de biens de M. Paul Philippe Guilbault, employé civique, du même lieu, et de ce dernier dûment autorisée à l'effet des présentes, demandeurs en reprise d'instance.

No 47319.

Avis est par le présent donné, que la vente de l'immeuble saisi en cette cause, qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 22ième jour d'août dernier, aura lieu au même endroit, le VINGT-CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Denis, en date du 15 juillet 1930, comme suit, savoir:

Paragraphe No	1	$1,077.00
"	2	990.00
"	3	18.00
"	4	130.00
"	5	128.00
"	6	350.00
"	7	3,402.00
"	8	120.00
"	9	112.70

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 20 octobre 1930.
5443

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JOSEPH BOYER, bourgeois, plaintiff; vs DAME MARIE ANNE PARADIS, domiciled and residing in the city of Lachine, district of Montreal, wife separate as to property of Alphonse Latour, of the same place, and the said ALPHONSE LATOUR, to assist his said wife for the purposes hereof, defendant; & ARMAND BOYER, sales' agent, residing in the city of Montreal, GEORGES BOYER, manufacturers' agent, residing in the said city of Montreal, AIME BOYER, electrician, residing in the town of Montreal-North, LUCIEN BOYER, machinist, residing in the said town of Montreal-North, and DAME ALICE BOYER, also residing in the town of Montreal-North, wife separate as to property by marriage contract of Mr. Paul Philippe Guilbault, civic employee, of the same place, and from the latter duly authorized for the purposes hereof, plaintiffs in continuation of suit.

No. 47319.

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in this cause, which was to be held at my office in the city of Montreal, the 22nd day of August last, shall again be held at the same place, the TWENTY FIFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Honourable Justice Denis, dated the 15th of July, 1930, as follows, to wit:

Paragraph No.	1	$1,077.00
"	2	990.00
"	3	18.00
"	4	130.00
"	5	128.00
"	6	350.00
"	7	3,402.00
"	8	120.00
"	9	112.70

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 20, 1930.
5444

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: ALEXIS CHARRON, gentilhomme demeurant à Chambly-Bassin, et DAME LAURA VANASSE, veuve non remariée de Ulysse Lamoureux, demeurant en la cité de Montréal, dit district, demandeurs; vs FRANÇOIS ROMEO, résidant à Montréal, et BEAUPARLANT, LI-

No D-75109.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: ALEXIS CHARRON, gentleman, residing at Chambly-Basin, and DAME LAURA VANASSE, non-remarried widow of Ulysse Lamoureux residing in the city of Montreal, said district, plaintiffs; vs FRANÇOIS ROMEO, residing in Montreal, and BEAUPARLANT, LIMITÉE,

No. D-75109.

MITÉE, corps politique légalement constitué ayant sa principale place d'affaires à Montréal, et JOSEPH BEAUPARLANT, constructeur, à Montréal, défendeurs.

Comme appartenant à François Roméo:

Un emplacement situé sur la onzième Avenue à Rosemont, et composé:

1. De la partie Nord-Ouest de la subdivision officielle numéro soixante-six du lot originaire numéro cent soixante-treize (P. N. O. 173-66), aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, mesurant dix-huit pieds et trois pouces trois-quarts de largeur, en avant, et dix-huit pieds et cinq pouces trois-quarts de largeur en arrière, sur quatre vingt-treize pieds de profondeur, mesure anglaise, borné: en front par la onzième Avenue, en arrière par une ruelle, d'un côté par le résidu partie S. E. 173-66, et de l'autre côté par l'immeuble ci-après décrit, en deuxième lieu;

2. De la partie Sud-Est de la subdivision officielle numéro soixante-sept du dit lot originaire numéro cent soixante-treize (P. S. E. 173-67) des sudits plan et livre de renvoi officiels, mesurant un pied et six pouces et demi de largeur en avant, et un pied et un pouce et demi de largeur, en arrière, sur quatre-vingt-treize pieds de profondeur, mesure anglaise, borné: en front par la Onzième Avenue, en arrière par la même ruelle, d'un côté par l'immeuble ci-dessus décrit et de l'autre côté par le résidu ou partie N. O. 173-67. Avec bâtisses y érigées portant les numéros civiques 5754 et 5756 de la dite Onzième Avenue, à Rosemont.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 21 octobre, 1930. 5445—43-2

[Première publication, 25 octobre, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ROSINA DESAUTELS,
No F-71504. } fille majeure et usant de ses droits, de la Rivière des Prairies, district de Montréal, en sa qualité d'Exécutrice testamentaire de la succession de feu Dame Rosina Côté, veuve de Paul Desautels, en son vivant cultivateur, de la paroisse de la Rivière des Prairies, district de Montréal, demanderesse; vs FRANÇOIS BEAULIEU, de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, district de Montréal, défendeur.

Un lot de terre désigné sous le No 60A aux plan et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, comté de Laval, contenant environ un arpent et demi de front sur le chemin public, sur la profondeur qu'il y a depuis le chemin autrefois à barrière de Terrebonne, à aller à la Rivière-des Prairies, où il aboutit par derrière—avec bâtisses dessus construites; à distraire toute la partie sud dudit lot de forme irrégulière contenant une superficie d'environ 45,000 pieds, bornée vers le nord-ouest par la partie sud du susdit lot appartenant au défendeur, vers le sud-est, par la Rivière des Prairies, vers le nord-est par le lot No 61 des plan et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Vincent de Paul et vers le sud-ouest par le lot numéro 60 desdits plan et livre de renvoi, le tout tel qu'indiqué par une ligne rouge sur un plan préparé par E.-M.-C. Chapdelaine, arpenteur, annexé à un acte de vente passé devant Mtre J.-W. Levesque, N.P., le 31 décembre 1926, entre

a body politic and corporate having its principal place of business at Montreal, and Joseph BEAUPARLANT, builder, at Montreal, defendants.

As belonging to François Roméo:

An emplacement situate on Eleventh Avenue, at Rosemont, and composed:

1. Of the Northwest part of the official subdivision number sixty six of original lot number one hundred and seventy three (N. W. Pt. 173-66), on the official plan and book of reference for the village of Côte de la Visitation, measuring eighteen feet three inches and three quarters in width, in front, and eighteen feet five inches and three quarters in width, in the rear, by ninety three feet in depth, English measure, bounded: in front by Eleventh Avenue, in the rear by a lane; on one side by the residue S. E. part 173-66, and on the other side by the hereinafter secondly described immoveable;

2. Of the Southeast part of the official subdivision number sixty seven of the said original lot number one hundred and seventy three (S. E. Pt. 173-67) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring one foot and six inches and a half in width in front, and one foot and one inch and a half in width at the rear, by ninety three feet in depth, English measure, bounded: in front by Eleventh Avenue, in the rear by the same lane, on one side by the hereinabove described immoveable and on the other side by the residue or N. W. part 173-67—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 5754 and 5756 on said Eleventh Avenue, Rosemont.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, October 21, 1930. 5446—43-2

[First publication, October 25th, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ROSINA DESAUTELS,
No. F-71504. } spinster in the use of her rights, of Rivière des Prairies, district of Montreal, in her quality of testamentary executrix of the estate of the late Dame Rosina Côté, widow of Paul Desautels, in his lifetime farmer, of the parish of Rivière des Prairies, district of Montreal, plaintiff; vs FRANÇOIS BEAULIEU, of the parish of St. Vincent de Paul, district of Montreal, defendant.

A lot of land designated under No. 60A on the plan and book of reference for the parish of St. Vincent de Paul, county of Laval, measuring about one arpent and one half in front on the public road, by the depth which exists from the former toll-gate road of Terrebonne running to the Rivière des Prairies, where it ends at the rear—with the buildings thereon erected; to be withdrawn all the South part of the said lot of irregular outline, measuring in area about 45,000 feet, bounded on the Northwest by the South part of the aforesaid lot belonging to the defendant, to the Southeast by the Rivière des Prairies, to the Northeast bu lot No. 61 on the plan and book of reference for the parish of St. Vincent de Paul and to the Southwest by lot number 60 of the said plan and book of reference, the whole as indicated by a red line on the plan prepared by E. M. C. Chapdelaine, surveyor, annexed to a deed of sale passed before Mtre J. W. Levesque,

le défendeur et la Montreal Island and Power Company, Limited, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Laval, sous le No 38069 avec privilège pour le propriétaire de la partie de l'immeuble en premier lieu décrit d'enfouir dans le terrain détaché, des tuyaux pour aqueduc et égouts et avec défense pour le propriétaire du terrain détaché d'y construire aucune bâtisse ou clôture afin de laisser au propriétaire de l'immeuble en premier lieu décrit, libre accès à la Rivière des Prairies, et cela en aucun temps, et avec l'obligation de la part du propriétaire du terrain détaché de laisser au propriétaire de l'immeuble en premier lieu décrit jouissance de la partie détachée et non inondée par le barrage de ladite rivière, le propriétaire du terrain détaché ayant droit d'y construire un mur ou remblai en pierre pour empêcher l'empiètement des eaux sur le terrain en premier lieu décrit, tel qu'il appert à la copie dudit acte de vente déposée dans le dossier de la présente cause au bureau du shérif de Montréal.

Pour être vendû à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 21 octobre 1930. 5447—43-2
[Première publication, le 25 octobre 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JOSEPH - A. JACQUES, demandeur; vs JOSEPH-GEORGES HEROUX, défendeur, et JOSEPH-EUGENE LAMONTAGNE, mis-en-cause, et JEAN-MARIE LATOUR, curateur au délaissement. No 68124.

Comme appartenant au dit défendeur et présentement en la possession du dit curateur au délaissement:

Un emplacement ayant front rue Saint-André, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, composé de deux lots de terre connus et désignés respectivement comme étant les subdivisions numéros cinq cent trente-quatre-B et cinq cent trente-cinq-B, du lot originaire numéro cinq (5-534B et 535B) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, mesurant, chacun des dits lots, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses sus érigées, portant les numéros civiques 2563 à 2569B de la dite rue Saint-André.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 21 octobre 1930. 5449—43-2
[Première publication, le 25 octobre 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: BERNARD LAHAIE, demandeur; vs ALPHONSE COOL, défendeur. No A-66965.

Deux lots de terre portant les numéros quatre cent vingt-cinq et quatre cent vingt-six de la subdivision officielle du lot numéro quatre (4-425 et 426), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, ayant front à la rue William-David;

N.P., on the 31st of December, 1926, between the defendant and the Montreal Island and Power Company, Limited, registered at the registration office for the county of Laval, under No. 38069, with privilege for the proprietor of the part of the immovable firstly described to lay in the detached lot of land, waterworks and sewer pipes and forbidding the proprietor of the detached lot of land to construct thereon any building or fence so as to allow the proprietor of the immovable firstly described free access to the Rivière des Prairies at any time, and with obligation on the part of the proprietor of the detached lot of land to allow the proprietor of the immovable firstly described the enjoyment of the part detached and not inundated by the dam of the said river, the proprietor of the detached lot of land having right to construst thereon a wall or embankment of stone to prevent the encroachment of the waters on the lot of land firstly described, as appears in the copy of the said deed of sale deposited in the record of the present cause at the Sheriff's office, Montreal.

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Vincent de Paul, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, October 21, 1930. 5448—43-2
[First publication, October 25, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JOSEPH A. JACQUES, plaintiff; vs JOSEPH GEORGES HEROUX, defendant, and JOSEPH EUGENE LAMONTAGNE, *mis-en-cause*, and JEAN MARIE LATOUR, curator to the surrender. No. 68124.

As belonging to the said defendant and presently in the possession of the said curator to the surrender:

An emplacement fronting on St. Andre Street, in St. Denis ward, in the city of Montreal, composed of those two lots of land respectively known and designated as being subdivisions numbers five hundred and thirty four-B and five hundred and thirty five-B of the primitive lot number five (5-534B and 535B) on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Côte St. Louis, each of such said lots measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth, English measure, more or less—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 2563 to 2569B of said St. André Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, October 21, 1930. 5450—43-2
[First publication, October 25, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: BERNARD LAHAIE, plaintiff; vs ALPHONSE COOL, defendant. No. A-66965.

Two lots of land bearing numbers four hundred and twenty five and four hundred and twenty six of the official subdivision of lot number four (4-425 and 426) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga, fronting on William-David street—with

Avec le droit de passage en commun dans la ruelle en arrière des dits lots.

Un lot de terre ayant front à rue Jeanne d'Arc, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro six cent dix-huit de la subdivision officielle du lot numéro quatorze (14-618), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant vingt-cinq pieds de largeur, par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec le droit de passage dans les ruelles desservant le dit lot et avec les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 2599 à 2609 de la rue Jeanne d'Arc, y compris le mur mitoyen du côté nord de la dite propriété.

Un lot de terre ayant front sur le Boulevard Pie IX, dans la dite cité de Montréal, portant le numéro un de la redivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatorze (14-499-1) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins;

Avec le droit de passage en commun avec ceux y ayant droit dans la ruelle en arrière et avec les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 2402 à 2406 du dit Boulevard Pie IX.

Un emplacement mesurant seize pieds et neuf pouces de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, ayant front sur la rue Drolet, et composé:

1. Du lot de terre portant le numéro un de la redivision du lot numéro cinquante-deux de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-cinq (165-52-1), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis;

b. Du lot de terre portant le numéro deux de la redivision du lot numéro cinquante et un de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-cinq (165-51-2), aux mêmes plan et livre de renvoi;

Avec les constructions érigées sur le dit emplacement portant les numéros civiques 4564, 4566 et 4568 de la dite rue Drolet.

2. Un emplacement mesurant quinze pieds et cinq-dixièmes de pouce de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, désigné sous le numéro un de la redivision du lot numéro cinquante et un de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-cinq (165-51-1) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis;

Avec les constructions érigées sur le dit emplacement portant les numéros civiques 4570, 4572 et 4574 de la rue Drolet.

3. Un emplacement mesurant quinze pieds et huit-dixièmes de pouces de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, désigné sous le numéro deux de la redivision du lot numéro cinquante, de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-cinq (165-50-2) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis;

Avec les constructions érigées sur le dit emplacement portant les numéros civiques 4576, 4578 et 4580 de la rue Drolet.

4. Un emplacement mesurant quinze pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur dans une ligne et cinquante-cinq pieds de profondeur dans l'autre ligne, mesure anglaise, plus ou moins, composé:

a. Du lot de terre portant le numéro un de la redivision du lot numéro cinquante, de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-cinq

right of way in common in the lane at the rear of the said lots.

A lot of land fronting on Jeanne d'Arc street, in the city of Montreal, known and designated under number six hundred and eighteen of the official subdivision of lot number fourteen (14-618) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga, measuring twenty five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less—with right of way in the lanes serving the said lot and with the buildings thereon erected, bearing the civic numbers 2599 to 2609 of Jeanne d'Arc street, including the *mitoyen* wall on the north side of the said property.

A lot of land fronting on Boulevard Pie IX, in the said city of Montreal, bearing number one of the redivision of lot number four hundred and ninety nine of the official subdivision of primitive lot number fourteen (14-499-1), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga, measuring twenty five feet in width by one hundred and fifteen feet in depth, English measure, more or less—with right of way in common with those having a right thereto in the lane at the rear and with the buildings thereon erected, bearing the civic numbers 2402 to 2406 of the said Boulevard Pie IX.

An emplacement measuring sixteen feet and nine inches in width by seventy feet in depth, English measure, more or less, fronting on Drolet street, and composed:

1. Of the lot of land bearing number one of the redivision of lot number fifty two of the official subdivision of lot number one hundred and sixty five (165-52-1), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint-Louis;

b. Of the lot of land bearing number two of the redivision of lot number fifty one of the official subdivision of lot number one hundred and sixty five (165-51-2), on the same plan and book of reference—with the buildings erected on the said emplacement bearing the civic numbers 4564, 4566 and 4568 of the said Drolet street.

2. An emplacement measuring fifteen feet and five tenths of an inch in width by seventy feet in depth, English measure, more or less, designated under number one of the redivision of lot number fifty one of the official subdivision of lot number one hundred and sixty five (165-51-1), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis—with the buildings erected on the said emplacement bearing the civic numbers 4570, 4572 and 4574 of Drolet street.

3. An emplacement measuring fifteen feet and eight tenths of an inch in width by seventy feet in depth, English measure and more or less, designated under number two of the redivision of lot number fifty of the official subdivision of lot number one hundred and sixty five (165-50-2), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis—with the buildings erected on the said emplacement bearing the civic numbers 4576, 4578 and 4580 of Drolet Street.

4. An emplacement measuring fifteen feet in width by seventy feet in depth in one line and fifty five feet in depth in the other line, English measure, more or less, composed:

a. Of the lot of land bearing number one of the redivision of lot number fifty, of the official subdivision of lot number one hundred and sixty

(165-50-1) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

b. Du lot de terre portant le numéro deux de la redivision du lot numéro quarante-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-cinq (165-49-2) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis.

Avec les bâtisses érigées sur le dit emplacement portant les numéros civiques 4582, 4584 et 4586 de la rue Drolet."

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 20 octobre 1930.
[Première publication, 25 octobre 1930]
5451—43–2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No B-67835. } LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, une corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demandeur, vs OSCAR AUDETTE, défendeur.

Deux emplacements ayant front sur la rue Cartier, à Montréal, connus et désignés sous les numéros sept cent soixante et sept cent soixante et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante et un (161-760 et 761) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant, chacun de ces lots, vingt-cinq pieds de largeur par soixante et onze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 5530 à 5546 de la dite rue Cartier et avec droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle située en arrière des dits lots de terre, aux conditions ordinaires d'entretien.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. juge Coderre, en date du 6 octobre 1930.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 20 octobre 1930. 5453—43–2
[Première publication, le 25 octobre 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No E-70588. } DAME ANTOINETTE MOREAU, des cité et district de Montréal, veuve de Olivier Gadbois, en son vivant, du même endroit, médecin, demanderesse; vs DAME ROSE DELIMA CARIGNAN, autrefois de Laurenceville, dans le district de Bedford, et maintenant des cité et district de Montréal, veuve de Napoléon Gosselin, en son vivant, cultivateur, de Laurenceville, district de Bedford, défenderesse.

Un certain emplacement ayant front sur la rue DeCourcelles, dans le quartier St-Henri, en la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision cinquante et un de la subdivision officielle du lot numéro mille sept cent cinq (1705-51) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses et dépendances y érigées.

five (165-50-1), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

b. Of the lot of land bearing number two of the redivision of lot number forty nine of the official subdivision of lot number one hundred and sixty five (165-49-2), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint-Louis—with the buildings erected on the said emplacement bearing the civic numbers 4582, 4584 and 4586 of Drolet street.

To be sold at my office in the city of Montreal on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 20, 1930.
[First publication, October 25, 1930]
5452—43–2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. B-67835. } LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN a lawful corporation, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs OSCAR AUDETTE, defendant.

Two emplacements fronting on Cartier Street, in Montreal, known and designated under numbers seven hundred and sixty and seven hundred and sixty one of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and sixty one (161-760 and 761) on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Côte de la Visitation, each of such lots measuring twenty five feet in width by seventy one feet in depth, English measure, more or less—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 5530 to 5546 of said Cartier Street, and with right of way, in common with others, in the lane situate at the rear of the said lots of land, on usual maintenance conditions.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $1,000.00 shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to judgment of Hon. Justice Coderre, dated the 6th of October, 1930.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff
Montreal, October 20, 1930. 5454—43–2
[First publication, October 25, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. E-70588. } DAME ANTOINETTE MOREAU, of the city and district of Montreal, widow of Olivier Gadbois, in his lifetime of the same place, physician, plaintiff; vs DAME ROSE DELIMA CARIGNAN, formerly of Laurenceville, in the district of Bedford, and now of the city and district of Montreal, widow of Napoléon Gosselin, in his lifetime, farmer, of Laurenceville, district of Bedford, defendant.

A certain emplacement fronting on DeCourcelles street, in St. Henry Ward of the City of Montreal, known as being subdivision fifty one of the official subdivision of lot number one thousand seven hundred and five (1705-51) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with the buildings and dependencies thereon erected.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 20 octobre, 1930. 5455—43-2

[Première publication, 25 octobre, 1930]

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, October 20, 1930. 5456—43-2

[First publication, October 25th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Cour Supérieure, Montréal, à savoir: No C-68153. O. PERREAULT, demandeur; vs D.-F.-S. WILLIAMS, défendeur.

Ce certain emplacement situé à Mount Vernon, Ville Saint-Pierre, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent dix-sept de la ré-subdivision d'une partie du lot originaire numéro cent trente et un (131-317) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant trente-quatre pieds de largeur sur soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec une maison en brique solide dessus érigée portant les numéros civiques 108 et 110, vieux numéros, les nouveaux numéros étant 158 et 160, avenue Hillcrest, avec tous les appareils électriques et persiennes y attachés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 21 octobre, 1930. 5457—43-2

[Première publication, 25 octobre, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Superior Court, Montreal, to wit: No. C-68153. O. PERRAULT, plaintiff; vs D. F. S. WILLIAMS, defendant.

That certain emplacement situate at Mount Vernon, Ville Saint Pierre, District of Montreal, known and designated under number three hundred and seventeen of the redivision of part of original lot number one hundred and thirty-one (131-317) on the official Plan and Book of Reference of the Municipality of the Parish of Montreal, measuring thirty four feet in with by seventy-five feet in depth, English measure, more or less.

With a solid brick building thereon erected bearing the civic Nos. 108 and 110 old numbers, the new numbers being 158 and 160 Hillcrest Avenue, with all the electric fixtures and window shades thereto belonging.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, October 21st, 1930. 5458—43-2

[First publication, October 25th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No. D-69772. CHS. SPENCER, demandeur; vs G. THOMPSON, défendeur.

Un emplacement borné en front par l'avenue Hinland, situé en la ville de Montréal-Sud, composé comme suit:

a. Deux lots de terre connus sous les numéros vingt et vingt et un de la subdivision du lot numéro cent cinquante-sept (157-20 et 21) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil.

b. Un morceau de terre étant la moitié du lot numéro dix-neuf de la subdivision du lot numéro cent cinquante-sept (157 Pt. 19) des dits plan et livre de renvoi officiels, borné en front par l'Avenue Hinland, en arrière par une partie du lot numéro 155-434, d'un côté par le lot ci-dessus décrit 157-20, et de l'autre côté par une autre moitié du lot No 157-19—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 20 octobre, 1930. 5459—43-2

[Première publication, 25 octobre, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. D-69772. CHS. SPENCER, plaintiff; vs G. THOMPSON, defendant.

An emplacement bounded in front by Hinland Avenue, situate in the town of Montreal-South, composed as follows:

a. Two lots of land known under numbers twenty and twenty one of the subdivision of lot number one hundred and fifty seven (157-20 and 21) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Antoine de Longueuil.

b. A parcel of land being the half of lot number nineteen of the subdivision of lot number one hundred and fifty seven (157 Pt. 19) on the said official plan and book of reference, bounded in front by Hinland Avenue, in the rear by part of lot number 155-434, on one side by the hereabove described lot 157-20, and on the other side by another half of lot No. 157-19—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Registry Office for the county of Chambly, at Longueuil, the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, October 20th, 1930. 5460—43-2

[First publication, October 25th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No F-47597. ALEX. BREMNER, LIMITED, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demandeur; vs HENRI MUSY, défendeur.

Un emplacement faisant front sur la rue Mont-Royal, en la cité de Montréal, dit district, et

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. F-47597. ALEX. BREMNER, LIMITED, a lawful corporation, having its head-office in the City and District of Montreal, plaintiff; vs HENRI MUSY, defendant.

An emplacement fronting on Mount Royal Street, in the City of Montreal, said District,

composé des lots suivants: *a*) lot numéro quatorze de la subdivision officielle du lot numéro sept (7-14) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins; *b*) lot numéro deux de la subdivision du lot numéro quinze de la subdivision du lot numéro sept (7-15-2) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant vingt pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 30 septembre, 1930. 4803—40–2
[Première publication, 20 septembre, 1930 est nulle]

and composed of the following lots: *a*) lot number fourteen of the official subdivision of lot number seven (7-14) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in width by one hundred feet in depth, more or less: *b*) lot number two of the subdivision of lot number fifteen of subdivision of lot number seven (7-15-2) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring twenty feet in width by one hundred feet in depth, more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 30, 1930. 4804—40–2
[First publication, September 20th, 1930 is null]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal

Montréal, à savoir: LA CITE DE MONT-
No 113. REAL, demanderesse; vs GEORGE-H. HIRWOOD, défendeur.

Deux lots de terre, ayant front sur la rue Saint-Urbain en la cité de Montréal, connus et désignés sous les subdivisions numéros cent quatre et cent cinq (104 et 105) du lot originaire numéro trois cent quarante-trois-*a* (343A) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, le 30 septembre 1930.
[Première publication, 4 octobre 1930]
5063—40–2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE CITY OF MON-
No. 113. TREAL, plaintiff; vs GEORGE H. HIRWOOD, defendant.

Two lots of land fronting on Saint Urbain Street, in the City of Montreal, known and designated under subdivision numbers one hundred and four and one hundred and five (104 and 105) of the primitive lot number three hundred and forty three-*a* (343A) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, September 30, 1930.
[First publication, October 4, 1930]
5064—40–2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: DAME CHRISTINA
No A-66586. ADELE STEEN, épouse séparée de biens de George Thompson, de la cité de Montréal, courtier, et ledit George Thompson, aux fins d'autoriser sadite épouse, demanderesse; vs HUGH PARKER, défendeur.

Ce certain lot de terre maintenant connu comme étant la subdivision numéro quatre cent trois de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre-vingt-huit (No 488-403) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec la maison d'habitation dessus érigée portant le numéro civique 7463 de la rue Boyer, dans la cité de Montréal, et avec le droit de passage dans la ruelle en arrière, en commun avec les autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $150.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Coderre, en date du 19 septembre 1930.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, le 29 septembre 1930. 5069—40–2
[Première publication, 4 octobre 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: DAME CHRISTINA
No. A-66586. ADELE STEEN, wife separate as to property of George Thompson, of the city of Montreal, broker and the said George Thompson, for the purpose of authorizing his said wife, Plaintiff; vs HUGH PARKER, defendant.

That certain lot of land now known as subdivision number four hundred and three, of the official subdivision of lot number four hundred and eighty eight (No. 488-403), on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, with the dwelling thereon erected bearing the civic number 7463 of Boyer street, in the city of Montreal, and with the right of use of the lane in rear in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $150.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Judge Coderre, dated the 19th September 1930.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, September 29th, 1930. 5070—40–2
[First publication, October 4th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME CORINNE RO-
No A-66460. } DRIGUE, de la cité d'Outremont, district de Montréal, épouse séparée de biens de Elias Lapierre, du même lieu; et le dit ELIAS LAPIERRE, pour autoriser son épouse aux fins des présentes et DAME ALOYSIA RODRIGUE, de la cité et du district de Montréal, épouse séparée de biens de Napoléon Latulippe, et le dit NAPOLEON LATULIPPE, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demandeurs; vs J.-V.-STANISLAS PELLETIER, de la cité et du district de Montréal, et DAME EVA MELOCHE, du même lieu, veuve de Eugène Pelletier, en son vivant du même lieu, défendeurs.

Un emplacement faisant front sur la rue Champlain, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro mille quatre-vingt-douze (No 1092) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie de la dite cité de Montréal, contenant quarante pieds de largeur par cent trois pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses y érigées et portant actuellement les numéros 1845 à 1853 de la dite rue Champlain (autrefois les dites bâtisses portaient les numéros 475*b* à 479*a* de la dite rue Champlain.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.

Montréal, 30 septembre 1930. 5067—40-2

[Première publication, 4 octobre 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME CORINNE RO-
No. A-66460. } DRIGUE, of the city of Outremont, district of Montreal, wife separate as to property of Elias Lapierre, of the same place, and the said ELIAS LAPIERRE, to authorize his wife for the purposes hereof, and DAME ALOYSIA RODRIGUE, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Napoléon Latulippe, and the said NAPOLEON LATULIPPE, to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiffs; vs J. V. STANISLAS PELLETIER, of the city and district of Montreal, and DAME EVA MELOCHE of the same place, widow of Eugène Pelletier, in his lifetime of the same place, defendants.

An emplacement fronting on Champlain Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number ten hundred and ninety two (No. 1092) on the official plan and book of reference for Saint Mary's ward in the said city of Montreal, containing forty feet in width by one hundred and three in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected actually bearing the numbers 1845 to 1853 of the said Champlain Street (formerly the said buildings bore the numbers 475*b* to 479*a* of the said Champlain Street).

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office. Sheriff.

Montreal, September 30th, 1930. 5068—40-2

[First publication, October 4th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE TITLE GUARAN-
No F-71679. } TEE & TRUST CORPORATION OF CANADA, corporation légalement constituée ayant une place d'affaires en la cité et du district de Montréal, demanderesse; vs JOSEPH-EMILIEN-ALBERT MILAIRE, de la cité et di district de Montréal, tant personnellement que comme tuteur à ses enfants mineurs, défendeur.

Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Addington, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent trente-huit du plan officiel de subdivision du lot numéro cent soixante-et-dix-neuf (179–338) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées, comprenant celle qui porte le numéro civique 421 de la dite avenue Addington dont le mur de pignon du côté nord-ouest est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec le droit de passage en commun avec toûs les autres y ayant droit, dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $630.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Honorable Juge Boyer, en date du 23e jour de septembre 1930.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, le 30 septembre 1930.

[Première publication, le 4 octobre 1930]

5071—40–2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE TITLE GUARAN-
No. F-71679. } TEE & TRUST CORPORATION OF CANADA, a body politic and corporate having a place of business in the City and District of Montreal, Plaintiff; vs JOSEPH EMILIEN ALBERT MILAIRE, of the City and District of Montreal, both personnally and as tutor to his minor children, Defendant.

That certain emplacement fronting on Addington Avenue, in the Notre Dame de Grace Ward of the City of Montreal, known and designated as being lot number three hundred and thirty-eight upon the Official Subdivision Plan of lot number one hundred and seventy-nine (179–338), upon the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal—with the buildings thereon erected, including that bearing civic number 421 of said Addington Avenue, the gable wall thereof on the North West side is *mitoyen* with the adjoining property and with the right of passage in common with all others having right therein, in the lane situate in rear of said emplacement.

To be sold at my office, in the City of Montreal, the SEVENTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $630.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Boyer, dated the 23rd. day of September, 1930.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, 30th. September, 1930.

[First publication, October 4th., 1930]

5072—40–2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE TRUST & LOAN
No B-67974. } COMPANY OF CANADA, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires pour la Province de Québec, en la cité et district de Montréal, demanderesse; vs DAME PHILOMENE SEVIGNY, de la cité et du district de Montréal, veuve de Wilfrid Bergeron, en son vivant journalier du même lieu, tant en sa qualité personnelle comme ayant été commune en biens avec le dit Wilfrid Bergeron, qu'en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage avec le dit Wilfrid Bergeron, savoir: JOSEPH-OMER FELIX BERGERON, JOSEPH-ODILON NOEL BERGERON, MARIE-MARIA-JEANNE D'ARC BERGERON, JOSEPH-ULRIC ARMAND BERGERON, YVONNE-YVETTE BERGERON, ALMA FERNANDE BERGERON & MARIE EXIR RITA BERGERON, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Debiencourt, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 242, du lot original No 4669, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal,—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 30 septembre, 1930. 5073—40–2
[Première publication, 4 octobre, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME LÉONTINE
No 63459. } VALIN, de Montréal, veuve de feu A.-Léon Couture, en son vivant, industriel, du même lieu, et DONAT LECLAIRE, aussi de Montréal, tous deux faisant affaires en société, à Montréal, comme fabricant de pierres artificielles, sous le nom de Couture & Leclaire, enregistré, demandeurs; vs VICTOR DEMONTIGNY, défendeur; et TÉLESPHORE BRASSARD, ès-qualité *et al*, mis-encause.

Comme appartenant au défendeur:

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro douze cent soixante et sept, subdivision du lot originaire numéro cent quatre-vingt-douze (192-1267) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation—avec les bâtisses y érigées consistant en une maison en construction à deux étages située du côté nord-est de la rue Saint-Zotique, ne portant pas encore de numéro civique.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 29 septembre, 1930. 5075—40–2
[Première publication, 4 septembre, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TRUST & LOAN
No. B-67974. } COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate, having its head office for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff; vs DAME PHILOMENE SEVIGNY, of the city and district of Montreal, widow of Wilfrid Bergeron, in his lifetime laborer of the same place, both in her personal quality as having been common as to property with the said Wilfrid Bergeron and as in her quality of tutrix to the minor children issue of her marriage with the said Wilfrid Bergeron, to wit: JOSEPH OMER FELIX BERGERON, JOSEPH ODILON NOEL BERGERON, MARIE MARIA JEANNE D'ARC BERGERON, JOSEPH ULRIC ARMAND BERGERON, YVONNE YVETTE BERGERON, ALMA FERNANDE BERGERIN & MARIE EXIR RITA BERGERON, defendant.

An emplacement fronting on Debiencourt street in the city of Montreal, known and designated under number 242 of primitive lot No 4669 of the official plan and book of reference for the Parish of Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 30, 1930. 5074—40–2
[First publication October 4th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME LÉONTINE,
No. 63459. } VALIN, of Montreal, widow of the late A. Leon Couture, in his lifetime, manufacturer, of the same place, and DONAT LECLAIRE, also of Montreal, both carrying on business in partnership in Montreal, as artificial stone manufacturers, under the name of "Couture & Leclaire, enregistré", plaintiff; vs VICTOR DEMONTIGNY, defendant; and TELESPHORE BRASSARD, *ès-qualité et al, mis-en-cause.*

As belonging to the defendant:

A lot of land situate in the city of Montreal, known and designated under number twelve hundred and sixty seven, subdivision of the primitive lot number one hundred and ninety two (192-1267) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation—with the buildings thereon erected, consisting in a two-story house, in the course of construction situate on the northeast side of Saint Zotique Street, not yet bearing any civic number.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 29 1930. 5076—40–2
[First publication, October 4th, 1930]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } LA BANQUE CANA-
No 1614. } DIENNE NATIONALE; vs ALPHONSE DESROSIERS, savoir:

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } LA BANQUE CANA-
No. 1614. } DIENNE NATIONALE; vs ALPHONSE DESROSIERS, to wit:

Parties ouest des lots Nos cent cinquante et cent cinquante et un et partie sud de cent cinquante-deux au cadastre officiel de la Ville de Rimouski, et partie du lot No deux cent six au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, bornées au nord à une rue projetée, à l'est et au sud à Chs. Lepage à l'ouest à Laurent Lepage, mesurant 45 pieds de front sur 90 de profondeur, mesure anglaise—avec bâtisses, à charge de la rente foncière et de la répartition pour l'église pour les termes à échoir.

Pour être vendues au bureau du shérif, le CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS D'ANJOU.
Rimouski, 30 septembre 1930. 5093—40–2
[Première publication, le 4 octobre 1930]

The West parts of lots numbers one hundred and fifty and one hundred and fifty one and the South part of one hundred and fifty two on the official cadastre for the town of Rimouski, and part of lot number two hundred and six on the official cadastre for the parish of St. Germain de Rimouski, bounded on the North by a projected Street, on the East and South by Chs. Lepage, on the West by Laurent Lepage, measuring 45 feet in front by 90 feet in depth, English measure —with buildings, subject to a ground rent and church assessment for the terms coming due.

To be sold at the sheriff's office, the FIFTH day of NOVEMBER next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, September 30, 1930. 5094—40–2
[First publication, October 4, 1930]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, No 7115. } E.-A. TETU ET JOSEPH TETU, tous deux marchands, de Saint-Félicien, et y faisant affaires comme tels sous la raison sociale de D. TETU & FILS, demandeur; vs LA CIE DE BOIS DE SAINT-FELICIEN, LIMITÉE, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Saint-Félicien, défenderesse, à savoir:

Un moulin à scie, situé en la paroisse de Saint-Félicien—avec machineries, outillage et accessoires, construit sur le lot numéro quarante (No 40), du cadastre officiel pour le deuxième rang, du canton Ashuapmouchouan, ainsi que tous les droits à un bail fait le 2 avril 1927, consenti par Paul Fortin, en faveur de La Cie de Bois Ashuapmouchouan, Limitée, pour l'exploitation du dit moulin, bail dûment enregistré, mais à charge pour les sept prochaines années à venir de payer comme loyer du dit terrain la somme de $200.00 par année.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain (1930), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 21 octobre 1930.
[Première publication, 25 octobre 1930]
5473—43–2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 7115. } E.-A. TETU AND JOSEPH TETU, both merchants, of Saint Félicien, and there carrying on business as such under the firm name and style of D. TETU & FILS, plaintiff; vs LA CIE DE BOIS DE SAINT FELICIEN, LIMITÉE, a body politic and corporate having its principal place of business at Saint Félicien, defendant, to wit:

A saw-mill situate in the parish of Saint Félicien, with machinery, equipment and accessories built on lot number forty (No. 40) on the official cadastre for the second range of the township of Ashuapmouchouan, also with all the rights of a lease made the 2nd of April, 1924, consented by Paul Fortin, in favour of La Cie de Bois Ashuapmouchouan, Limitée, for the operation of said mill, lease duly registered, but subject for the seven coming years to pay as rental of the said land the sum of $200.00 per annum.

To be sold at the church-door of the parish of Saint Félicien, on TUESDAY, the TWENTY FIFTH day of NOVEMBER next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, October 21, 1930.
[First publication, October 25, 1930]
5474—43–2

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, No 3335. } INTERNATIONAL LAND & LUMBER COMPANY, LTED., corps politique et incorporé ayant son siège d'affaires à Ottawa, et un bureau à Saint-Félicien, demanderesse; vs GEORGES MARTEL et THOMAS MARTEL, de Mistassini, défendeurs, et THS.-LS. BERGERON, avocat, de Roberval, procureur-distrayant.

A savoir:

1. Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro trente-huit (No 38), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le troisième rang du canton Pelletier—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 3335. } INTERNATIONAL LAND & LUMBER COMPANY, LTED., a body politic and corporate, having its place of business at Ottawa, and an office at St. Felicien, plaintiff; vs GEORGES MARTEL and THOMAS MARTEL, of Mistassini, defendants, and THS. LS. BERGERON, advocate, of Roberval, attorney distracting for costs.

To wit:

1. That lot of land now known and designated under number thirty eight (No. 38) on the official cadastral plan and book of reference for the third range of the township of Pelletier—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

2. Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro quarante (No 40), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Pelletier—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eugène (Argentenay), MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain (1930), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

ureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 22 octobre 1930. 5491—43-2
[Première publication, le 25 octobre 1930]

2. That lot of land now known and designated under number forty (No. 40) on the official cadastral plan and book of reference for the fifth range of the township of Pelletier—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St. Eugène (Argentenay), on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, 1930, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, October 22, 1930. 5492—43-2
[First publication, October 25, 1930]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } J. WILLIE GUIL-
690 (1930). } LEMETTE, demandeur; vs JULES MAHEU, défendeur; et ZACHARIE FOREST, curateur au délaissement.

Comme appartenant au dit défendeur sur le dit curateur au délaissement, savoir:

Un emplacement situé au côté nord-est de la rue Duplessis-Bochard, en la cité des Trois-Rivières, contenant cinquante pieds de front par cent trois pieds et demi de profondeur, connu et désigné sous le lot numéro quatorze cent soixante et dix-sept (No 1477) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières—avec maison à huit logements dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-CINQIEME jour de NOVEMBRE prochain 1930, à DIX heures du matin.

Le shéril,

Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 20 octobre 1930.
[Première publication, 25 octobre 1930]
5461—43-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières,

Trois-Rivières, à savoir: } FRANÇOIS-XA-
No 478, (1930). } VIER MASSICOTTE, demandeur; vs ARTHUR LAHAIE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir: Une terre située en la paroisse de Sainte-Thècle, dans le rang Saint-Georges, connue et désignée sous le numéro quarante-six (No 46) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Thècle, dans le comté de Champlain—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, dans le comté de Champlain, le QUATRIEME jour de NOVEMBRE prochain 1930, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 1er octobre 1930. 5091—40-2
[Première publication, le 4 octobre 1930]

TROIS RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.

Trois-Rivières, to wit: } J. WILLIE GUIL-
690 (1930). } LEMETTE, plaintiff; vs JULES MAHEU, defendant; and ZACHARIE FOREST, curator to the surrender.

As belonging to the said defendant on the said curator to the surrender, to wit:

An emplacement situate on the Northeast side of Duplessis-Bochard street, in the city of Trois-Rivières, measuring fifty feet in front by one hundred and three feet and one half in depth, known and designated under lot number fourteen hundred and seventeen (No. 1417) on the official cadastre for the city of Trois-Rivières—with a house of eight dwellings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, district of Trois-Rivières, in the Court House, in the city of Trois-Rivières, on the TWENTY FIFTH day of NOVEMBER next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, October 20, 1930.
[First publication, October 25, 1930]
5462—43-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.

Trois-Rivières, to wit: } FRANÇOIS XA-
No. 478, (1930). } VIER MASSICOTTE, plaintiff; vs ARTHUR LAHAIE, defendant.

As belonging to said defentant, to wit: A farm situate in the parish of Ste. Thècle, in range St. Georges known and designated under number forty six (No. 46) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Ste. Thècle, in the county of Champlain—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Ste. Thècle, in the county of Champlain, on the FOURTH day of NOVEMBER, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Trois-Rivières, October 1, 1930. 5092—40-2
[First publication, October 4, 1930]

Nominations

No 1483, Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un Commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 16 octobre 1930, de nommer M. Thomas Howan, Commissaire d'écoles pour la municipalité de Rawdon, dans le comté de Montcalm. 5427

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 26 septembre 1930.

M. Joseph-T. Chenard, de la cité de Montréal, agent d'assurance: juge de paix avec juridiction sur le district de Montréal, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions des Statuts Refondus, 1925, chap. 145, article 358.

MM. Eugène Godin et Eugène Boivin, de Saint-Joseph d'Alma: juges de paix pour le district de Roberval.

M. Jean Denis, de Saint-Paul-L'Ermite, cultivateur: juge de paix pour le district de Joliette.

M. Jacob Packwood, de Jersey Cove, Gaspé, inspecteur des Pêcheries: juge de paix avec juridiction sur le district de Gaspé, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions des Statuts Refondus, 1925, chap. 145, article 358.

Québec, le 2 octobre 1930.

M. Edouard Montpetit, de la cité de Montréal, Conseil en loi du Roi, et professeur de l'Université Laval: président de la Commission des Assurances Sociales de Québec, instituée sous l'autorité de la Loi 20 George V, chapitre 14, pour étudier la situation et pour faire rapport au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, relativement à l'établissement, dans cette province, d'un système d'assurances sociales et de placement familial et au mode de législation qui pourrait être adopté à cet égard, et Monseigneur Georges Courchesne, évêque de Rimouski, le révérend Archdeacon F.-G. Scott, de Québec, M. F.-T. Foster, président du Conseil des Métiers et du travail de Montréal, Gérard Tremblay, secrétaire général des Syndicats Nationaux Catholiques de Montréal, tous deux de la cité de Montréal; Alphonse Lessard, directeur de l'Assistance publique et du Service Provincial d'Hygiène, de Québec, George-A. Savoy, président pour la division de Québec de l'Association des Manufacturiers Canadiens, de Saint-Jean, P. Q., membres de la dite Commission des Assurances Sociales de Québec.

Québec, le 6 octobre 1930.

M. John-Thomas Dupuis, maire de Saint-François de Pabos: juge de paix pour le district de Gaspé.

M. Alfred-O. Anderson, de Port Menier, comptable de la "Anticosti Corporation": juge de paix pour le district de Saguenay.

M. Victor Hébert, commerçant, de Saint-Hyacinthe: juge de paix pour le district de Saint-Hyacinthe.

Québec, le 10 octobre 1930.

MM. Joseph-Edouard Hudon, et Marcel

Appointments

No. 1483, Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of one School Commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in-Council dated the 16th of October, 1930, to appoint Mr. Thomas Howan, School Commissioner for the Municipality of Rawdon, in the county of Montcalm. 5428

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, September 26, 1930.

Mr. Joseph T. Chenard, of the city of Montreal, insurance agent: to be a justice of the Peace with jurisdiction over the district of Montreal, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the prvoisions of the Revised Statutes, 1925, chapter 145, article 358.

Messrs. Eugène Godin and Eugène Boivin, of St. Joseph d'Alma: to be Justices of the Peace for the district of Roberval.

Mr. Jean Denis, of St. Paul I.'Ermite, farmer: to be a Justice of the Peace for the district of Joliette.

Mr. Jacob Packwood, of Jersey Cove, Gaspé, Inspector of Fisheries: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the District of Gaspé, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of the Revised Statutes, 1925, Chapter 145, article 358.

Quebec, October 2, 1930.

Mr. Edouard Montpetit, of the city of Montreal, King's Counsel and professor at Laval University: to be President of the Quebec Social Insurance Commission created under authority of the Act 20 George V, chapter 14, to study the situation and make a report to the Lieutenant-Governor in Council, respecting the establishment, in this Province, of a system of social insurance and of a family placement system, and the kind of legislation to be adopted in that respect, and Monseigneur Georges Courchesne, Bishop of Rimouski, and the Reverend Archdeacon F. G. Scott, of Quebec, Mr. F. T. Foster, President of the Trades and Labour Council of Montreal, Gérard Tremblay, general secretary of the Syndicats Nationaux Catholiques de Montréal, both of the city of Montreal; Alphonse Lessard, director of Public Charity and of the Provincial Board of Health, of Quebec, George A. Savoy, president of the Quebec division of the Canadian Manufacturers Association, of St. John's, P. Q.: to be members of the said Quebec Social Insurance Commission.

Quebec, October 6, 1930.

Mr. John Thomas Dupuis, mayor of St. François de Pabos: to be a Justice of the Peace for the district of Gaspé.

Mr. Alfred O. Anderson, of Port Menier, accountant for the Anticosti Corporation: to be a Justice of the Peace for the district of Saguenay.

Mr. Victor Hébert, trader, of St. Hyacinthe: to be a Justice of the Peace of the district of St. Hyacinthe.

Quebec, October 10, 1930.

Messrs Joseph Edouard Hudon, and Marcel

Garneau, d'Arthabaska: conjointement registrateur de la division d'enregistrement d'Arthabaska.

Québec, le 15 octobre 1930.

M. Charles Boudoul, de l'Ile d'Anticosti: coroner pour l'Ile d'Anticosti. 5463

Garneau, of Arthabaska: to be joint Registrar for the Reegistration division of Arthabaska.

Quebec, October 15, 1930.

Mr. Charles Boudoul, of the Island of Anticosti: to be a Coroner for the Island of Anticosti. 5464

Assurances

AVIS D'ENREGISTREMENT DE COMPAGNIE DE FIDEICOMMIS

Avis est par le présent donné que "The Sterling Trusts Corporation", incorporée en vertu d'une loi spéciale du Parlement du Canada 4 Edouard VII, chapitre 162, amendée par 5 George V, chapitre 70, la compagnie a obtenu l'enregistrement requis par la loi concernant les compagnies de fidéicommis, le sixième jour d'octobre 1930.

Le nom de l'agent principal de la compagnie dans cette province est: M. William-Garth Thomson, 263, rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi des Compagnies de Fidéicommis, ce vingt-deuxième jour d'octobre, 1930.

L'inspecteur des compagnies de fidéicommis,

5481—43-2 B.-ARTHUR DUGAL.

Insurances

NOTICE OF REGISTRATION OF A TRUST COMPANY

Notice is hereby given that "The Sterling Trusts Corporation", incorporated by a special act of Canada, 4 Edward VII, chapter 162, amended by 5 George V, chapter 70, has been duly registered in virtue of the Trust Companies' Act, the sixth day of October, 1930.

The name of the Chief agent of the company in the Province are: Mr. William Garth Thomson, 263, St. James Street, Montreal.

Given pursuant to the provisions of Article 30 of the Trust Companies' Act, this twenty second day of October, 1930.

B. ARTHUR DUGAL,

5482—43-2 Inspector of Trust Companies.

Demande à la Législature

Avis est par les présentes donné que "The Canadian Transcontinental Airways, Limited", corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, fera application à la Législature de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant certaines résolutions passées par le Conseil Municipal et par la Commission Scolaire de la paroisse de Sainte-Foy, comté de Québec, en rapport avec l'évaluation des propriétés de la dite compagnie.

Les procureurs de la compagnie pétitionnaire,

5477—43-4 CANNON & CANNON.

Application to the Legislature

Notice is hereby given that "The Canadian Transcontinental Airways, Limited", a body corporate and politic, having its principal place of business in the City of Montreal, shall apply to the Legislature, at its next Session, for the passing of an act to ratify and confirm certain resolutions passed by the Municipal Council and by the School Comissioners of the parish of Ste. Foy, Quebec county, in connection with the valuation of the properties of the said company.

CANNON & CANNON,

5478—43-4 Attorneys for Petitioner.

Département de l'Instruction publique

No 587-30.

Québec, 21 octobre 1930.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 16 octobre 1930, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jacques, No 1, (village), comté de Montcalm, les lots Nos 171 à 203 inclusivement du cadastre officiel du village de Saint-Jacques-de-l'Achigan, côté sud-ouest du Ruisseau-Vacher, moins les lots 195 et 196 et depuis et y compris le lot 579 à 623 inclusivement, à l'exception des lots 579a, 579b et 591, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jacques, No 2 (paroisse), comté de Montcalm.

5483

Department of Education

No. 587-30.

Quebec, October 21, 1930.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 16th of October, 1930, to detach from the School Municipality of Saint Jacques, No. 1 (village), County of Montcalm, lots Nos. 171 to 203 inclusively on the official cadastre for the Village of Saint Jacques de l'Achigan, Southwest side of the Ruisseau Vacher, minus lots 195 and 196 and from and including lot 579 to 623 inclusively, with the exception of lots 579a, 579b and 591, and to annex the same to the School Municipality of Saint Jacques, No. 2, (parish), County of Montcalm.

5484

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, No 3014. Charles Mousseau, demandeur; vs Charles Crépeau ET AL., défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Joliette, dans le district de Joliette, le 22e jour d'octobre, 1930, dans une cause dans laquelle Charles Mousseau bourgeois, de la cité et du district de Joliette, est demandeur, et Charles Crépeau, Joseph Crépeau, Délia Crépeau, Alphonse Crépeau, Dame Edwidge Bourgeois, Charles Mousseau, époux de cette dernière, Joseph Lépine, Emma Lépine, Rose-Emma Lépine, François Lanoue, époux de cette dernière, Marie-Louise Lépine, Arsène Rondeau, époux de cette dernière, Alice Nadeau, Réal Nadeau, Léa Nadeau, Léoda Nadeau, Adrien Nadeau et Francis Nadeau sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un emplacement situé au village de Rawdon, connu et désigné comme étant une partie des lots numéros dix-sept-B et dix-sept-C (Nos p-17B et 17C) dans le sixième rang du canton de Rawdon, aux plan et livre de renvoi officiels de partie du dit canton, contenant 45 pieds de front par 90 pieds de profondeur, plus ou moins, sur la profondeur qu'il y a jusqu'au terrain de Monsieur Lavigne et borné comme suit: au nord-est par la rue Sainte-Anne, au sud-est par l'avenue Aumont et des deux autres côtés à Charles Erickson, —bâti de maison et dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le NEUVIEME jour de DECEMBRE 1930, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice, à Joliette, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges dépose au greffe du Protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charges ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Daté à Joliette, ce 22 octobre 1930.

Les avocats du demandeur,
5489—43-2 FERLAND & DENIS.

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 68087.

Avis public est par les présentes donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 14e jour d'octobre 1930, dans une cause dans laquelle Charles Grossman, de la cité et du district de Montréal, mécanicien, est demandeur et Dame Esther Grossman, de la cité de Albany, Etat de New-York, E. U. A., épouse de Peter Alexander, des mêmes lieux, et le dit Peter Alexander, chef, pour autoriser sa dite épouse, et Hector Henault, de la cité et du district de Montréal, ouvrier, en sa qualité de tuteur de Pearl Grossman, de la cité de Albany, Etat de New York, E. U. A., sont défendeurs, ordonnant la vente par licitation d'une certaine propriété immobilière décrite comme suit:

1. Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-

Sales by licitation

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 3014. Charles Mousseau, plaintiff; vs Charles Crepeau ET AL., defendants.

Notice is given that by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Joliette, in the district of Joliette, the 22nd day of October, 1930, in a cause wherein Charles Mousseau, bourgeois, of the city and district of Joliette, is plaintiff, and Charles Crépeau, Joseph Crépeau, Délia Crépeau, Alphonse Crépeau, Dame Edwidge Bourgeois, Charles Mousseau, husband of the latter, Joseph Lépine, Emma Lépine, Rose Emma Lépine, François Lanoue, husband of the latter, Marie Louise Lépine, Arsène Rondeau, husband of the latter, Alice Nadeau, Réal Nadeau, Léa Nadeau, Léoda Nadeau, Adrien Nadeau and Francis Nadeau, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit:

An emplacement situate in the village of Rawdon, known and designated as being part of lots numbers seventeen-B and seventeen-C (Pt. Nos. 17B and Pt. 17C) in the sixth range of the township of Rawdon, on the official plan and book of reference of part of the said township, measuring 45 feet in front by 90 feet in depth, more or less, on the depth there is up to the land of Mr. Lavigne and bounded as follows: on the Northeast by Ste. Anne Street, on the Southeast by Aumont Avenue and on the two other sides by Charles Erickson, —with a house and dependencies thereon erected.

The hereabove designated immoveable will be put up for auction and adjudged to the highest and last bidder on the NINTH day of DECEMBER, 1930, sitting the Court, in the Court Room of the Court House, at Joliette, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Dated at Joliette, this 22nd day of October, 1930.

FERLAND & DENIS,
5490—43-2 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 68087.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a Judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the District of Montreal, rendered on the 14th day of October, 1930, in a case in which Charles Grossman, of the City and District of Montreal, mechanic, is plaintiff, and Dame Esther Grossman, of the City of Albany, State of New-York, U. S. A., wife of Peter Alexander, of the same place, and the said Peter Alexander, Chef, to authorize his said wife, and Hector Henault, of the City and District of Montreal, workman, in his quality of tutor to Pearl Grossman, of the City of Albany, State of New-York, U. S. A., are defendants, ordering the sale by licitation of certain immoveable property described as follows:

1. A lot of land fronting on St. Antoine Street,

Antoine, au coin de la rue Gaspard, dans la cité de Joliette, composé des lots numéro cinq cent onze et cinq cent douze (511 et 512) des plan et livre de renvoi officiels de la cité de Joliette — avec ensemble les bâtisses dessus érigées.

2. Un emplacement de figure irrégulière ayant front sur le Boulevard Gouin, dans la ville de Cartierville, district de Montréal, connu sous le numéro deux cent vingt-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-six (86-228) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent—avec ensemble la maison et autres bâtisses dessus érigées, aussi bien que les droits de grève en commun, par la rue Jasmin.

3. Une parcelle de terrain ayant front sur la rue Jasmin, dans la ville de Cartierville, district de Montréal, connue comme étant la partie non-subdivisée du lot numéro quatre-vingt-six (ptie No 86) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, ayant une profondeur de cent trente pieds (130′) sur toute la largeur du Boulevard Gouin à la Rivière des Prairies, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et bornée en front au nord-est par la dite rue Jasmin connue comme étant le lot numéro cinquante-quatre de la subdivision officielle du dit lot numéro quatre-vingt-six (86-54), en arrière, au sud-ouest, par le lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-sept (87-1) des dits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté au sud-est par le Boulevard Gouin et de l'autre côté au nord-ouest, par la dite Rivière des Prairies—avec ensembles les bâtisses dessus érigées.

4. Un emplacement ayant front sur la rue Jasmin, dans la ville de Cartierville, district de Montréal, contenant environ deux cent cinquante pieds (250′) de largeur par cent dix pieds (110′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins —avec ensemble les bâtisses dessus érigées, le dit emplacement étant composé comme suit:

a. Des lots numéros cinquante et un, cinquante-deux et cinquante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-six (86-51, 52 et 53) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent;

b. De la moitié sud-ouest du lot numéro vingt-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-six (86-½ S. O. 25) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant, la dite moitié, vingt pieds (20′) de largeur par cent pieds (100′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; bornée au nord-ouest par la partie du lot No 86-24 ci-après décrite, au sud-est par le lot No 86-51, au sud-ouest par le lot No 86-52, et au nord-est par le résidu du dit lot No 86-25, tous des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent;

c. De la moitié sud-ouest du lot numéro vingt-quatre de la subdivision officielle du lot numéro primitif quatre-vingt-six (86-½ S. O. 24) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; la dite moitié étant de figure irrégulière et contenant cinquante pieds (50′) de largeur dans la ligne nord-est par cent dix pieds (110′) de profondeur dans la ligne nord-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée en front au sud-ouest par la rue Jasmin, en arrière par le résidu du dit lot No 86-24, et d'un côté au nord-ouest par la partie du lot No 86-23 ci-après en premier lieu décrite et du côté sud-est par les lots Nos 86-52 et 53 et par une partie du lot numéro 86-25, tous des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent;

at the corner of Gaspard Street, in the city of Joliette, composed of lots numbers five hundred and eleven and five hundred and twelve (511 and 512) on the official plan and book of reference of the city of Joliette — together with the buildings thereon erected.

2. An emplacement of irregular form fronting on Gouin Boulevard, in the town of Cartierville, district of Montreal, known as number two hundred and twenty eight of the official subdivision of original lot number eighty six (86-228) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent—together with the house and other buildings thereon erected, as well as the beach rights in common by Jasmin Street.

3. A piece of land fronting on Jasmin Street, in the town of Cartierville, district of Montreal, known as the unsubdivided part of lot number eighty six (Pt. No. 86) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, having a depth of one hundred and thirty feet (130′) by the whole width from Gouin Boulevard to the Rivière des Prairies, the whole English measure and more or less; and bounded in front to the Northeast by the said Jasmin Street known as lot number fifty four of the official subdivision of the said lot number eighty six (86-54) in rear to the Southwest by lot number one of the official subdivision of lot number eighty seven (87-1) on the said official plan and book of reference, on one side to the Southeast by Gouin Boulevard and on the other side to the Northwest by the said Rivière des Prairies—together with the buildings thereon erected.

4. An emplacement fronting on Jasmin Street in the town of Cartierville, distrist of Montreal, containing about two hundred and fifty feet (250′) in width by one hundred and ten feet (110′) in depth, English measure and more or less—together with the buildings thereon erected, the said emplacement being composed of the following:

a. Of lots numbers fifty one, fifty two and fifty three of the official subdivision of original lot number eighty six (86-51, 52 and 53) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent.

b. Of the Southwest one-half of lot number twenty five of the official subdivision of original lot number eighty six (86-S. W. ½ 25) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, containing, the said one-half, twenty feet (20′) in width by one hundred feet (100′) in depth, English measure and more or less; bounded to the Northwest by the part of lot No. 86-24 hereinafter described, to the Southeast by lot No. 86-51, to the Southwest by lot No. 86-52 and to the Northeast by the remainder of the said lot No. 86-25, all on the said official plan and book of reference of the parish of St. Laurent;

c. Of the Southwest one-half of lot number twenty four of the official subdivision of original lot number eighty six (86-S. W. ½ 24) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, the said one-half being of irregular figure and containing fifty feet (50′) in width in the Northeast line by one hundred and ten feet (110′) in depth in the Northwest line, English measure and more or less, and bounded in front to the Southwest by Jasmin Street, in rear by the remainder of the said lot No. 86-24 and on one side to the Northwest by the part of lot No. 86-23 next hereafter described and on the Southeast side by lots Nos. 86-52 and 53 and by a part of lot number 86-25, all on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent;

d. De la partie sud-ouest du lot numéro vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-six (86-23) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant, la dite partie, soixante pieds (60′) de largeur par cent dix pieds (110′) de profondeur, mesure anglaisè et plus ou moins, bornée en front, au sud-ouest par la rue Jasmin, en arrière, par le résidu du dit lot No 86-23, d'un côté, au nord-ouest, par la Rivière des Prairies, et de l'autre côté, au sud-est, par partie du lot No 86-24, tous des dits plan et livre de renvoi officiels.

5. Un emplacement ayant front sur la rue Ontario-Est, dans le quartier Sainte-Marie, Montréal, et composé de:

a. Le lot numéro six de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent huit (508-6) des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, Montréal;

b. De la partie sud-ouest du lot numéro cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent huit (508-5) des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, la dite partie ayant une largeur de sept pieds sept pouces (7′ 7″) en front, par six pieds neuf pouces (6′ 9″) en arrière, par une profondeur de quatre-vingts pieds (80′) le tout mesure anglaise et plus ou moins, et bornée, la dite partie, en front par la dite rue Ontario-Est, en arrière, par une ruelle, du côté sud-ouest par le lot No 508-6 et du côté nord-est par le résidu du dit lot No 508-5 des dits plan et livre de renvoi officiels—avec ensemble les bâtisses dessus érigées et avec le droit de passage en commun dans la dite ruelle et dans une autre ruelle la rejoignant pour communiquer avec la rue Huron.

La proprieté immobilière ci-dessus décrite sera mise à l'enchère et sera vendue en cinq parcelles, telles que ci-dessus décrites, et adjugées au plus haut et dernier enchérisseur, à DIX heures de l'avant-midi, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE 1930, à la Chambre No 31, au Palais de Justice, dans la cité de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au Bureau du Protonotaire de cette Honorable Cour et que toutes les oppositions à la vente devront être déposées au moins douze jours avant la date fixée pour la vente et toutes oppositions à fin de conserver devront être déposées dans les six jours après l'adjudication, sous peine de déchéance de leurs droits.

Montréal, le 21 octobre 1930.

Les procureurs du demandeur,
BROWN, MONTGOMERY &
McMICHAEL.

5487—43-2

d. Of the Southwest part of lot number twenty three of the official subdivision of original lot number eighty six (86-23) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, containing, the said part, sixty feet (60′) in width by one hundred and ten feet (110′) in depth, English measure and more or less; bounded in front to the Southwest by Jasmin Street, in rear by the remainder of the said lot No. 86-23, on the one side to the Northwest by the Rivières des Prairies and on the other side to the Southeast by part of lot No. 86-24, all on the said official plan and book of reference.

5. An emplacement fronting on Ontario Street East in St. Mary Ward, Montreal, and composed, of:

a. Lot number six of the official subdivision of original lot number five hundred and eight (508-6) on the official plan and book of reference of the said St. Mary Ward, Montreal.

b. Of the Southwest part of lot number five of the official subdivision of original lot number five hundred and eight (508-5) on the official plan and book of reference of the said St. Mary Ward, the said part having a width of seven feet seven inches (7′ 7″) in front by six feet nine inches (6′ 9″), in rear by a depth of eighty feet (80′) the whole English measure more or less, and bounded, the said part, in front by the said Ontario Street East, in rear by a lane, on the Southwest side by lot No. 508-6 and on the Northeast side by the remainder of the said lot No. 508-5 on the said official plan and book of reference;—together with the buildings thereon erected and with the right of passage in common in the said lane and in another lane joining it to communicate with Huron Street.

The immoveable property above described will be put up to auction and will be sold in five parcels, as above described, and adjudged to the highest and last bidder, at TEN o'clock of the forenoon, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER, 1930, in Room No. 31 of the Court House, in the City of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the Prothonotary's office of this Honourable Court and that all oppositions to the sale must be filed at least twelve days before the day fixed for the sale and that all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication, on pain of being foreclosed.

Montreal, 21st October, 1930.

BROWN, MONTGOMERY &
McMICHAEL,
Attorneys for plaintiff.

5488—43-2

Index de la Gazette officielle de Québec, No 43

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Bell vs Nadler..... 3661
" Dusseault vs Southière..... 3660
" Lachapelle vs Marcil..... 3660
" Levert vs Ouellette..... 3661
" Levesque vs Desroches..... 3660
" Mercier vs Dubois..... 3661
" Moreau vs Gagnon..... 3661
" Pilon vs Hainault *alias* Hunault..... 3661
" Rouillard vs Roy..... 3660
" Sanborne vs Sanborn..... 3660
" Simard vs Martel..... 3662
" St-James vs Dion..... 3661

Index of the Quebec Official Gazette, No. 43

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Bell vs Nadler..... 3661
" Dusseault vs Southière..... 3660
" Lachapelle vs Marcil..... 3660
" Levert vs Ouellette..... 3661
" Levesque vs Desroches..... 3660
" Mercier vs Dubois..... 3661
" Moreau vs Gagnon..... 3661
" Pilon vs Hainault *alias* Hunault..... 3661
" Rouillard vs Roy..... 3661
" Sanborne vs Sanborn..... 3660
" Simard vs Martel..... 3660
" St-James vs Dion..... 3661

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Charpentier vs Dupont 3662
Hartson vs Hartson 3662
Little vs Tucker 3662
Labonté vs Fauchert 3663
Owens vs Rhicard 3662

ANNONCEURS:—Avis aux 3615

ASSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Masham 3655
Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de Verchères 3655
First National Ins. Co. of America 3654
General Casualty Co. of America 3655
The Sterling Trusts Corporation 3690

AVIS DIVERS:—

Saint-Paul de Mille-Vaches 3663

BILLS—ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE .—

Bills privés 3617

BUREAU-CHEF:—

Alderson & Mackay, Inc 3663
Canadian Silver Black Fox, Ltd 3664
Corporation du Service Unifié des Hôtels. 3664
Lucien Côté, Inc 3664

CHARTE—ABANDON DE:—

Montreal City Central Corporation 3664

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Cité de Verdun 3656
Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la cité de Québec 3656
Hôpital Sainte-Justine 3656
Succession John Dwane 3656
Succession Roy 3657
The Canadian Transcontinental Airways Ltd 3690

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, ETC.:—

La Société Coopérative des pêcheurs de Petite-Madeleine 3657

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Saint-Jacques, No 2 3690

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—

Avis d'affermage d'une concession forestière 3657

ERRATUM:—

Cercle agricole de la paroisse de Sainte-Rite 3664

LETTRES PATENTES:—

Belle-View Golf Club, Ltd 3617
Canadian Silver Black Fox, Ltd 3618
D'Orsay, Limited 3620

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Charpentier vs Dupont 3662
Hartson vs Hartson 3662
Little vs Tucker 3662
Labonté vs Fauchert 3663
Owens vs Rhicard 3662

ADVERTISERS:—Notice to 3615

INSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Masham 3655
Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de Verchères 3655
First National Ins. Co. of America 3654
General Casualty Co. of America 3655
The Sterling Trusts Corporation 3690

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Saint-Paul de Mille-Vaches 3663

BILLS—LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Private Bills 3167

CHIEF-OFFICE:—

Alderson & Mackay, Inc 3663
Canadian Silver Black Fox, Ltd 3664
United Hotel Service Corporation 3664
Lucien Côté, Inc 3664

CHARTER—SURRENDER OF:—

Montreal City Central Corporation 3664

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

City of Verdun 3656
Roman Catholic School Commissioners of the City of Quebec 3656
Hôpital Sainte-Justine 3656
Estate John Dwane 3656
Estate Roy 3657
The Canadian Transcontinental Airways, Ltd 3690

DEPARTMENT OF COLONIZATION, ETC.:—

The Petite Madeleine Fishermen's Cooperative Association 3657

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School Municipality of Saint Jacques, No. 2 3690

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Notice of lease of timber limit 3657

ERRATUM:—

Farmers' Club of the parish of Sainte Rite 3664

LETTERS PATENT:—

Belle-View Golf Club, Ltd 3617
Canadian Silver Black Fox, Ltd 3618
D'Orsay, Limited 3620

European Delicacies, Ltd..... 3622
Freelaib Loan and Investment Corp..... 3625
George Normand, Inc..... 3628
Granby Bargain Store, Inc..... 3629
H.-R. Bouffard, Inc..... 3630
John R. Anderson & Son, Ltd..... 3632
L'Union Catholique des Cultivateurs, Inc 3633
Montreal Credit Service Exchange, Inc.. 3635
Ready Supplies, Limited..... 3638
Sherbrooke Carpet Mills, Ltd..... 3641
The "Best-Filter" Co., Ltd..... 3645
The Montreal Jewelry Co., Ltd..... 3647
The Quebec Miniature Golf Club, Inc... 3647
The Saint Maurice Warehousing Co., Ltd 3648
Universal Ladies' Wear, Ltd..... 3651

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Lucien Côté, Inc..... 3652
The English Village, Inc..... 3654

MINISTERE DE L'AGRICULTURE:—

Liste additionnelle où les ours causent des dommages..... 3660

MINUTES DE NOTAIRE:—

Moussette, Jean-Bte..... 3665

NOMINATIONS:—

Commissaire d'écoles..... 3689
Diverses..... 3690

PROCLAMATION :—

Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires..... 3616

RATIFICATION DE TITRE :—

Excelsior Hats, Limited..... 3665

SOUMISSIONS:—

Commission scolaire de la cité des Trois-Rivières..... 3666
Commission scolaire de la cité des Trois-Rivières..... 3667
Ville de Roberval..... 3668

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Cie chemin de fer du Canadien Pacifique 3668

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Mount Royal Creameries, Ltd..... 3668

VENTE PAR LICITATION:—

Grossman vs Grossman *et al*..... 3691
Mousseau vs Crépeau *et al*..... 3691

VENTES POUR TAXES:—

Ville de Buckingham..... 3673
Ville de Pointe-Claire..... 3671
Ville de Sainte-Anne de Bellevue..... 3673
Ville de Saint-Joseph-d'Alma..... 3670

European Delicacies, Ltd..... 3622
Freelaib Loan and Investment Corp..... 3625
George Normand, Inc..... 3628
Granby Bargain Store, Inc..... 3629
H.-R. Bouffard, Inc..... 3630
John R. Anderson & Son, Ltd..... 3632
L'Union Catholique des Cultivateurs, Inc 3633
Montreal Credit Service Exchange, Inc.. 3635
Ready Supplies, Limited..... 3638
Sherbrooke Carpet Mills, Ltd..... 3641
The "Best-Filter" Co., Ltd..... 3645
The Montreal Jewelry Co., Ltd..... 3647
The Quebec Miniature Golf Club, Inc... 3647
The Saint Maurice Warehousing Co., Ltd 3648
Universal Ladies' Wear, Ltd..... 3651

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Lucien Côté, Inc..... 3652
The English Village, Inc..... 3654

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Additional list where bears cause damage 3660

NOTARIAL MINUTES:—

Moussette, Jean-Bte..... 3665

APPOINTMENTS:—

School Commissioner..... 3689
Miscellaneous..... 3690

PROCLAMATION :—

Legislature convoked for dispatch of business..... 3616

CONFIRMATION OF TITLE :—

Excelsior Hats, Limited..... 3665

TENDERS:—

School Commission of the city of Trois-Rivières..... 3666
School Commission of the city of Trois-Rivières..... 3667
Town of Roberval..... 3668

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian Pacific Railway Co..... 3668

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Mount Royal Creameries, Ltd..... 3668

SALE BY LICITATION:—

Grossman vs Grossman *et al*..... 3691
Mousseau vs Crépeau *et al*..... 3691

SALE FOR TAXES:—

Town of Buckingham..... 3673
Town of Pointe Claire..... 3671
Town of Sainte Anne de Bellevue..... 3673
Town of Saint Josephd'Alma..... 3670

VENTES PAR LES SHERIFS:—

ABITIBI:—

Banque Canadienne Nationale vs Lemay *et al* 3674
St-Onge & Cie, Ltée vs Portelance 3674

BEDFORD:—

Giroux vs Robidoux 3675
Nutting *et al* vs Petit & Cie, Ltd. 3674
Richford Savings Bank & Trust Co. vs Macfarlane 3675

CHICOUTIMI:—

Gagnon vs Jauvin 3675
Girard vs O'Brien 3676

IBERVILLE:—

Léon vs Ouellette *et vir* 3676

KAMOURASKA:—

Pelletier vs Paradis 3677

MONTREAL:—

Alex. Bremner, Ltd vs Musy 3683
Boyer vs Paradis *et vir* 3678
Charron *et al* vs Roméo *et al* 3678
Cité de Montréal vs Hirwood 3684
Desautels vs Beaulieu 3679
Guérin vs Bisaillon *et al* 3677
Jacques vs Héroux 3680
Lahaie vs Cool 3680
Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Audette 3682
Moreau vs Carignan 3682
Perrault vs Williams 3683
Rodrigue *et al* vs Pelletier *et al* 3685
Spencer vs Thompson 3683
Steen *et vir* vs Parker 3684
The Title Guarantee & Trust Corp. of Canada vs Milaire 3685
The Trust & Loan Co. of Canada vs Sévigny 3686
Valin *et al* vs Demontigny 3686

RIMOUSKI:—

La Banque Canadienne Nationale vs Desrosiers 3686

ROBERVAL:—

International Land & Lumber Co., Ltd vs Martel *et al* 3687
Têtu *et al* vs La Cie de bois de Saint-Félicien, Ltée 3687

TROIS-RIVIERES:—

Guillemette vs Maheu 3688
Massicotte vs Lahaie 3688

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Banque Canadienne Nationale vs Lemay *et al* 3674
St-Onge & Cie, Ltée vs Portelance 3674

BEDFORD:—

Giroux vs Robidoux 3675
Nutting *et al* vs Petit & Cie, Ltd. 3674
Richford Savings Bank & Trust Co. vs Macfarlane 3675

CHICOUTIMI:—

Gagnon vs Jauvin 3675
Girard vs O'Brien 3676

IBERVILLE:—

Léon vs Ouellette *et vir* 3676

KAMOURASKA:—

Pelletier vs Paradis 3677

MONTREAL:—

Alex. Bremner, Ltd vs Musy 3683
Boyer vs Paradis *et vir* 3678
Charron *et al* vs Roméo *et al* 3678
City of Montreal vs Hirwood 3684
Desautels vs Beaulieu 3679
Guérin vs Bisaillon *et al* 3677
Jacques vs Héroux 3680
Lahaie vs Cool 3680
Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Audette 3682
Moreau vs Carignan 3682
Perrault vs Williams 3683
Rodrigue *et al* vs Pelletier *et al* 3685
Spencer vs Thompson 3683
Steen *et vir* vs Parker 3684
The Title Guarantee & Trust Corp. of Canada vs Milaire 3685
The Trust & Loan Co. of Canada vs Sévigny 3686
Valin *et al* vs Demontigny 3686

RIMOUSKI:—

La Banque Canadienne Nationale vs Desrosiers 3686

ROBERVAL:—

International Land & Lumber Co., Ltd vs Martel *et al* 3687
Têtu *et al* vs La Cie de bois de Saint-Félicien, Ltée 3687

TROIS-RIVIERES:—

Guillemette vs Maheu 3688
Massicotte vs Lahaie 3688

QUÉBEC:—Imprimé par l'IMPRIMEUR DU ROI, Rédempti Paradis.

QUEBEC:—Printed by RÉDEMPTI PARADIS, King's Printer.